

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie
Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine,
Frank La Brasca, Jean-Jacques Marie, Roger Revuz.

Publié par Le Cercle des *Cahiers du mouvement ouvrier*
c/o Jean-Jacques Marie - Bâtiment Les Charmes
36, rue de Picpus - 75012 Paris.
Adresse mail : jj.marie@club-internet.fr
Imprimerie PELLEGRINO :
Parc de Viry - 7, rue de Ris - 91170 Viry-Châtillon

Cahiers du mouvement ouvrier

(volume de 116 à 144 pages)

Prix du numéro : **9 euros (+ 1,50 euro de port)**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

- France : **32 euros** ;

- Etranger : Europe : **35 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **40 euros**.

Abonnement de soutien **50€** euros et plus

Nom, prénom : _____

Adresse : _____

Courriel : _____

Chèques à l'ordre des *Cahiers du Mouvement Ouvrier*

A renvoyer à Hélène Stern, 18 rue Ferrus - 75 014 Paris

Les *Cahiers du mouvement ouvrier* ont besoin de l'opinion de leurs lecteurs !

Ecrivez-nous à : jjmarie@club-internet.fr

Sommaire

- **Appel à souscription pour la création d'un site des Cahiers du mouvement ouvrier** _____ p. 5
- **Présentation** _____ p. 7
- **Chronologie des événements de juillet à octobre 1917** _____ p. 8
- **DOCUMENTS**
 - JUILLET 1917
 - **Fiodor Raskolnikov** : pendant les journées de juillet _____ p. 13
 - AOUT 1917
 - **Iouli Martov** : sur la situation politique et les tâches du parti (menchevik) _____ p. 17
 - **Spiridonova** (fondatrice du parti S-R de gauche) : les tâches de la révolution _____ p. 19
 - SEPTEMBRE - OCTOBRE 1917
 - Compte-rendu du Comité de Petrograd du POSD(b)R du 5 octobre _____ p. 21
 - **Arbouzova** : Biographie _____ p. 31
 - **Anna Arbouzova** : octobre à l'usine de canons de Petrograd _____ p. 33
 - Comment vit le peuple russe en 1917 ? _____ p. 35
 - Les léninistes et les korniloviens (éditorial du quotidien menchevik *Rabotchaia Gazieta* du 8 octobre 1917) _____ p. 37
 - La réunion du comité central du Parti bolchevique de Petrograd du 10 octobre _____ p. 39
 - Motion adoptée par les travailleurs de l'usine Poutilov le 11 octobre 1917 _____ p. 41
 - **Vladimir Bontch-Brouievitch** : Trotsky au Préparlement _____ p. 43
 - **Léon Trotsky** : souvenirs sur les journées d'Octobre _____ p. 45
 - **Nicolaï Podvoiski** : Lénine, les bolcheviks et l'insurrection _____ p. 47
 - **Jean-Jacques Marie** : l'activité du comité de Saint-Pétersbourg (Petrograd) du Parti bolchevique en 1917 _____ p. 49
 - **Roger Revuz** : l'Irlande et la révolution bolchevique (1916-1923) _____ p. 69
 - **Christophe Chiclet** : aux origines du mouvement révolutionnaire balkanique _____ p. 77
 - **Loïc Le Bars** : interview à propos de son livre « Le pacifisme des instituteurs syndicalistes (pendant la guerre de 14-18) » _____ p. 83

- **Odile Dauphin** : des grèves spontanées et massives en Amérique latine en 1917 _____ p. 87
- A propos de « La Guerre des Blancs », interview de son auteur, **Jean-Jacques Marie** _____ p. 91
- A propos d'un témoin de l'histoire : Fred Zeller par **Jean-Jacques Marie** _____ p.95
- **NOTES DE LECTURE**
- **Jean-Guillaume Lanuque** : critique de *Une passion russe-1917*, de Max Gallo _____ p. 99
- Et de *Une Histoire secrète de la révolution russe* de Victor Loupan. _____ p. 101
- **Rémy Janneau** : roman national, histoire populaire de la France... Quand un roman chasse l'autre. _____ p. 103
- **Jean-Jacques Marie** : sur le livre de Jean-Numa Ducange : *Jules Guesde, l'anti-Jaurès ?* paru aux Ed. Armand Colin en 2017 _____ p. 111
- **CHRONIQUE DES FALSIFICATIONS**
- **Roger Revuz** : A nouveau sur la falsification de l'histoire de la Révolution française dans un article de *Télérama* _____ p. 115
- et Une amnésie... falsificatrice – cette fois-ci dans *L'Humanité Dimanche* _____ p. 116
- Du bon usage des illustrations : critique d'une falsification grossière de l'historienne britannique Catherine Merridale, *Lénine 1917*, par **Jean-Jacques Marie** _____ p. 117
- Tableau récapitulatif des articles parus dans les *Cahiers du mouvement ouvrier* sur les falsifications de l'histoire _____ p. 118
- **Les Cahiers du mouvement ouvrier communiquent**
- A l'occasion du 100^e anniversaire de la mutinerie des soldats russes au camp de La Courtine, l'association des Amis de La Courtine organise un colloque les 14-15-16-17 septembre 2017 : voir texte de l'invitation _____ p. 122

Appel à souscription pour créer un site

Cher ami, cher lecteur, cher camarade,

Lecteur des *Cahiers du mouvement ouvrier*, vous avez pu y découvrir une histoire honnête, débarrassée des falsifications, faisant place, comme le titre l'indique, au mouvement ouvrier mais aussi, plus largement, à toutes les luttes émancipatrices. Peut-être en avez-vous aussi approuvé les prises de position contre la promotion, au rang de document pédagogique officiel, d'un film réhabilitant la monarchie, contre les entreprises visant à criminaliser la République ou, plus récemment, pour la défense de l'Institut d'histoire de la Révolution française. Soucieux de fournir à nos lecteurs les matériaux qui sont la base de toute connaissance historique, nous insérons également, dans notre revue, des documents originaux et souvent inédits.

Il nous faut aujourd'hui élargir et améliorer les outils nécessaires à ce combat pour l'histoire, toucher les professeurs, les jeunes, les érudits, les passionnés d'histoire, tous ceux qui surfent maintenant régulièrement sur Internet, en quête d'informations et de documents... C'est pourquoi l'équipe de rédaction a décidé de se doter d'un site.

Mais notre indépendance exige que nous soyons financés par nos seuls lecteurs et amis, par tous ceux, plus largement, qui verront l'intérêt de ce nouveau moyen de diffusion, d'échange et de communication.

C'est pourquoi nous lançons une souscription et demandons à ceux qui le souhaitent de contribuer à son financement, maintenant ou dans un mois, deux mois...

La souscription restera ouverte jusqu'en septembre. Si vous souhaitez contribuer à la naissance de ce site, envoyez un chèque, en précisant bien qu'il s'agit de cette souscription, à l'ordre des *CMO*, adressé à : Hélène Stern, 18, rue Ferrus, 75014, Paris.

Le montant est au libre choix de chacun : 20 euros, 30, 50... ou plus.

A cette occasion, veuillez rappeler votre adresse mail, s'il vous plaît, car nous avons des retours de mail non distribués.

Si nous ne parvenions pas à réunir la somme nécessaire, les chèques seraient renvoyés aux souscripteurs.

Ce site permettra d'accéder gratuitement aux archives des *CMO* (contenu des *CMO* jusqu'en 2012), de présenter les numéros des cinq dernières années et ceux qui paraissent au fur et à mesure, afin de permettre aux internautes qui ne connaissent pas les *CMO* de s'abonner ou de les commander au numéro.

Il permettra de faire connaître toutes les activités du *Cercle des Cahiers du mouvement ouvrier*, ses conférences (en moyenne quatre par an), dont les contenus seront mis en ligne.

Enfin, il sera aussi un outil d'échanges avec les lecteurs.

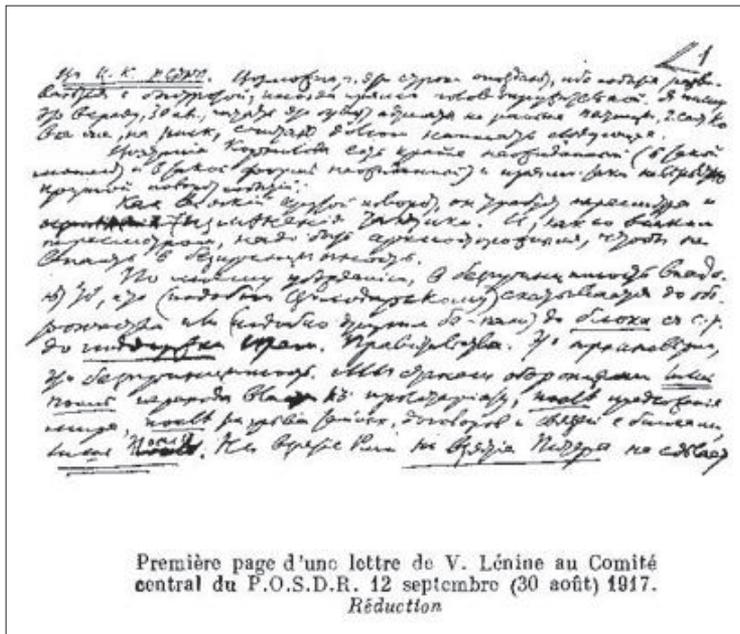
Ce site serait, par définition, *votre* site.

Merci et bien cordialement,
 Michel **Barbe**, Odile **Dauphin**,
 Katia **Dorey**, Bernard **Grémont**,
 Colette **Hublet**, Rémy **Janneau**,
 Frank **La Brasca**, Loïc **Le Bars**,
 Michel **Lefebvre**, Claudie **Lescot**,
 Jean-Jacques **Marie**,
 Jean-Pierre **Molénat**, Nicole **Perron**,
 Jean-Pierre **Plisson**, Roger **Revuz**,
 Hélène **Stern**, Jacqueline **Trinquet**.

De juillet 1917... à octobre 1917



Journée de juillet - Petrograd 1917



Présentation

Ce second numéro des *Cahiers du mouvement ouvrier* consacrés à la révolution russe couvre la période qui s'étend des journées de juillet 1917 à la veille du congrès des soviets qui devait initialement s'ouvrir le 20 octobre 1917. Il contient plusieurs documents inédits en français et des études visant à montrer que la révolution russe est un moment – le plus élevé, certes, mais un moment quand même – d'un mouvement révolutionnaire d'ampleur mondiale qui menace la domination déjà pourrissante du capital sur le monde.

Ce numéro s'attache en particulier à éclairer l'activité du comité de Saint-Pétersbourg (Petrograd) du Parti bolchevique pour une double raison : c'est le comité du parti de la capitale où doit s'effectuer la prise du pouvoir et c'est l'avant-garde du Parti bolchevique, son détachement le plus avancé. Les problèmes qu'il rencontre ont donc une importance particulière. Ils sont d'une double nature : problèmes de local et plus encore d'organisation et, bien entendu, problèmes politiques ; le procès-verbal de la réunion du comité du 5(18) octobre 1917 souligne l'ampleur des réserves et des réticences qui traversent les cadres du Parti bolchevique face à l'orientation proposée par Lénine de déclencher l'insurrection sans attendre une majorité incertaine au congrès des soviets, convoqué, rappelons-le, sous l'égide de la majorité menchevique - socialiste-révolutionnaire (S-R) du Comité exécutif des soviets.

Cette majorité n'est pas prête à devenir minorité. La publication dans ce numéro du texte intégral de l'éditorial du quotidien menchevique *Rabotchaia Gazieta* du 8 octobre, intitulé *Les léninistes et les korniloviens*, souligne la violence de l'affrontement prochain, puisque cet éditorial met sur le même plan – suivant une technique que les staliniens développeront plus tard avec une autre ampleur – les révolutionnaires (ceux que les médias appellent aujourd'hui « l'extrême gauche » dans leur langage parlementaire) et les ultra-réactionnaires (qualifiés dans le même registre parlementaire par les mêmes médias d'extrême droite).

Le numéro 75 des *Cahiers du mouvement ouvrier* programmé pour le tout début d'octobre 2017 sera consacré au deuxième congrès des soviets, dont il n'existe, rappelons-le, aucun compte rendu sténographique puisque la direction menchevique et S-R, battue dès l'ouverture du congrès, a quitté ce dernier en emmenant avec elle les sténographistes dans une tentative dérisoire de présenter ce congrès comme non représentatif. Les défenseurs du capital ne peuvent jamais accepter la loi d'une majorité étrangère à la défense de leurs intérêts impérieux et impératifs. Ce numéro montrera en particulier comment ce congrès a été raconté dans les divers organes de presse de diverses orientations... Il évoquera enfin les premières mesures de rupture avec le passé prises par le premier Conseil des commissaires du peuple.

Chronologie

De juillet à octobre 1917

2 juillet

– Démission des ministres « cadets » et du prince Lvov du gouvernement provisoire.
– Ouverture de la conférence des *Mejraiontsy** qui discute de la fusion avec les bolcheviks.

3 juillet

Le 1^{er} régiment de mitrailleurs sort en armes dans les rues de Petrograd et déclenche un grand mouvement de grèves et de manifestations autour du thème : *Tout le pouvoir au soviet*. Le comité central du Parti bolchevique décide de s'associer aux manifestations pacifiques du lendemain.

4 juillet

Grandes manifestations dans Petrograd. Les marins de Cronstadt défilent en armes. Premières fusillades.

5 juillet

Le gouvernement provisoire interdit les journaux bolcheviques *Pravda* (remplacé le lendemain par *Listok Pravdy*), *Okopnaia Pravda* et *Soldatskaia Pravda*. Ses troupes envahissent le palais Ksechinskaia, siège du Parti bolchevique, et saccagent la rédaction de la *Pravda* ainsi que l'imprimerie du journal *Troud*.

6 juillet

– Echec de l'offensive des armées russes. Les troupes allemandes percent le front russe à Tarnopol.
– Le gouvernement provisoire lance un mandat d'arrêt contre Lénine et Zinoviev, dénoncés par l'ancien bolchevik Alexinski comme des « agents allemands ». Lénine et Zinoviev passent à l'illégalité.

7 juillet

– Décision du gouvernement provisoire de licencier les unités militaires qui ont participé aux « journées de juillet » et de dissoudre le Tsentrobalt (direction des soviets de la flotte de la Baltique).
– Démission du prince Lvov.

12 juillet

Le gouvernement provisoire rétablit la peine de mort à l'armée.

18 juillet

Kornilov est nommé général en chef.

16-26 juillet

Conférence extraordinaire de l'organisation bolchevique de Petrograd. Staline, rapporteur, refuse d'abord de présenter son rapport sur la situation car il y a trop peu de délégués...

23 juillet

– Arrestation de Trotsky et de Lounatcharski.
– *Rabotchi i soldat* – qui remplace *Listok Pravdy* – publie son premier numéro.

24 juillet

Formation du deuxième gouvernement provisoire de coalition sous la présidence de Kerenski.

26-31 juillet

VI^e Congrès du Parti bolchevik où se décide la fusion avec les *Mejraiontsy*.

31 juillet

Grève générale en Espagne.

1^{er} août

Grève générale à Helsingfors.

5 août

Le comité exécutif central (CEC) des soviets décide d'ajourner les élections à l'Assemblée constituante.

7 août

Ouverture de la II^e Conférence des comités de fabrique et d'usine de Petrograd.

10 août

Interdiction du journal bolchevik *Rabotchi i Soldat*.

12 août

Ouverture de la Conférence d'Etat, réunie par Kerenski à Moscou. Grève générale de protestation des ouvriers de Moscou.

* Groupe interarrondissement lié à Trotsky.

13 août

- Parution du premier numéro du *Proletarii* qui remplace *Rabotchi i Soldat*.
- Le général Kornilov arrive à Moscou à la Conférence d'Etat qui l'acclame.

19 août

Les Allemands percent le front Nord et marchent sur Riga.

20 août

Le GQG ordonne l'évacuation de la région de Riga.

21 août

Kornilov évacue Riga. Petrograd est menacée.

23 août

Grève générale en Italie sur les mots d'ordre : *Du pain ! La paix !*

24 août

Interdiction du *Proletarii*.

25 août

- Kornilov lance sur Petrograd la division sauvage du général Krymov.
- Publication du premier numéro du journal bolchevique *Rabotchii* qui remplace le *Proletarii*.

26 août

Le comité central du Parti bolchevique appelle à la formation de détachements ouvriers à Petrograd et dans les grandes villes.

28 août

Démission des ministres cadets.

30 août

- Arrestation du général Krymov qui se suicide le lendemain. La résistance ouvrière a fait capoter le putsch.
- Kerenski se nomme généralissime.

31 août

- Pour la première fois, le soviet de Petrograd adopte une résolution présentée par les bolcheviks.
- Les syndicats de Minsk décident de constituer une Garde rouge.

1^{er} septembre

- Arrestation de Kornilov.
- Constitution d'un Directoire (Kerenski, Nikitine, Terenchtchenko, Verkhovski et Verderevski).
- Organisation d'une Garde rouge à Cronstadt.

4 septembre

- Libération de Trotsky sous caution.
- Kerenski ordonne la dissolution de tous les comités et organismes créés pour lutter contre Kornilov.

5 septembre

Le soviet de Moscou adopte pour la première fois une motion présentée par les bolcheviks et décide d'organiser une Garde rouge.

8 septembre

La section ouvrière du soviet de Petrograd élit un présidium bolchevique.

9 septembre

Les bolcheviks prennent la majorité au soviet de Petrograd dont le bureau « conciliateur » (menchevik-S-R) présente sa démission. Un nouveau présidium à majorité bolchevique est élu.

10 septembre

- Ouverture du III^e Congrès des soviets de Finlande qui soutient les thèses bolcheviques.
- III^e Conférence des comités de fabrique et d'usine de Petrograd.

12 septembre

Le soviet de Tachkent se dresse contre le gouvernement provisoire.

13 septembre

Troubles paysans dans la région de Kichinev.

14 septembre

- Troubles paysans dans la région de Tambov. Le gouvernement provisoire organise une expédition punitive.
- Ouverture de la Conférence démocratique, substitut d'Assemblée constituante, nommée par le gouvernement provisoire, à Petrograd.

19 septembre

- Le soviet de Moscou élit un comité exécutif à majorité bolchevique.
- Troubles paysans dans la région de Taganrog.

21 septembre

- La Conférence démocratique achève ses travaux en élisant dans son sein un « Préparlement ». Le soviet de Petrograd s'élève contre cette décision et décide de convoquer par radio un congrès des soviets pour le 20 octobre.

– Le soviet d’Odessa décide de constituer une Garde rouge.

22 septembre

Le comité central de grève des cheminots décrète la grève générale pour le 23 septembre à minuit.

23 septembre

– Le comité exécutif du soviet de Petrograd élit Trotsky comme président du soviet.

– Ouverture du Préparlement.

25 septembre

Formation du troisième et dernier gouvernement de coalition présidé par Kerenski.

3 octobre

Le II^e Congrès de la flotte de la mer Baltique exige la démission de Kerenski.

4 octobre

Emeutes paysannes dans les provinces de Riazan, de Koursk, de Penza.

6 octobre

La Conférence des soviets de la région de Petrograd réclame *Tout le pouvoir aux soviets*.

7 octobre

La fraction bolchevique quitte le Préparlement.

8 octobre

Lénine écrit l’article « *Les conseils d’un absent* ».

9 octobre

Le comité exécutif du soviet de Petrograd décide de créer un Comité militaire révolutionnaire pour préparer l’insurrection.

10 octobre

– Réunion du comité central du Parti bolchevique qui décide, par 10 voix contre 2 (Zinoviev et Kamenev), que « *le soulèvement armé est inévitable et arrivé à pleine maturité* ».

– Ouverture de la IV^e Conférence des comités de fabriques et d’usines de Petrograd.

12 octobre

Le comité exécutif du soviet de Petrograd adopte à l’unanimité moins deux voix le règlement du Comité militaire révolutionnaire.

11-13 octobre

Le congrès des soviets de la région Nord se prononce pour la réunion immédiate du congrès panrusse des soviets et pour le passage du pouvoir aux soviets.

13 octobre

Le soviet de Petrograd décide de créer à ses côtés une section de la Garde rouge. Il vote le transfert de tous les pouvoirs militaires au Comité militaire révolutionnaire.

14 octobre

Le gouvernement provisoire décrète la loi martiale dans plusieurs districts de la province de Podolsk où les paysans se sont soulevés.

16 octobre

– Le soviet de Petrograd, en séance plénière, accepte le projet d’organisation du Comité militaire révolutionnaire.

– Le comité central du Parti bolchevique confirme sa décision du 10 de passer à l’insurrection. Zinoviev et Kamenev s’y opposent à nouveau.

17 octobre

– « Lettre aux camarades » de Lénine réfutant les objections de Zinoviev et Kamenev, qui adressent, le même jour, une lettre à *Novaia Jizn*, le journal de Gorki, où ils se prononcent pour le moment « *contre toute tentative de prendre l’initiative de l’insurrection armée* ».

– Ouverture de la Conférence panrusse des comités de fabriques et d’usines.

– Le bureau du CEC des soviets décide de repousser l’ouverture du congrès des soviets, primitivement décidée pour le 20 au 25 octobre.

20 octobre

– Première réunion du bureau du Comité militaire révolutionnaire.

– Publication du n° 1 du journal du soviet de Petrograd *Rabotchi i Soldat*.

DOCUMENTS

Biographie de Raskolnikov (1892-1939)

Adhère au Parti bolchevique en 1910. Milite à Petrograd de 1911 à 1914. En 1912-1913, il est premier secrétaire de rédaction de la *Pravda*. Passe la guerre dans la marine. En 1917, vice-président du soviet de Cronstadt, jeté en prison après les journées de juillet, il joue ensuite un rôle important dans la flotte rouge : vice-commissaire à la Marine, il commande la flotte Volga-Caspienne, puis la flotte de la Baltique, peu après avoir épousé Larissa Reisner. Il suscite

l'hostilité d'une bonne partie des équipages en tentant de restaurer une discipline fortement ébranlée par l'inaction d'une flotte éloignée des centres de combat, en remplaçant en quelques semaines les deux tiers du personnel de commandement et en nommant son propre beau-père, l'historien



Raskolnikov
(Fiodor Fiodorovitch) D.R.

et sociologue Mikhaïl Reisner, peu compétent pour cette tâche, « chef du commissariat politique de la flotte de la Baltique ».

En 1920-1921, il soutient Trotsky dans la querelle syndicale, puis se rallie à Staline et mène à la fois une activité littéraire et diplomatique : de 1921 à 1923, il est plénipotentiaire en Afghanistan, puis responsable de la section de l'Est du Komintern, puis reprend

sa carrière diplomatique à partir de 1930, successivement plénipotentiaire soviétique en Estonie, au Danemark puis en Bulgarie. Il est révoqué en avril 1938, décide de se réfugier en France, envoie à Staline une violente lettre ouverte et meurt à Nice, de façon suspecte, le 12 septembre 1939.

Juillet 1917

Raskolnikov Pendant les journées de juillet ⁽¹⁾

I. Le 3 juillet

Le 3 juillet, vers 2 heures de l'après-midi, un groupe d'anarchistes de Pétersbourg vint nous trouver à Cronstadt.

Dès leur arrivée, on me les amena, étant donné que j'étais vice-président du soviet. Je m'intéressai avant tout aux raisons de leur venue. Nos hôtes, dirigés par je ne sais plus quelle femme, nous expliquèrent qu'ils avaient l'intention d'organiser quelques meetings sur la situation présente et, en particulier, sur l'assaut donné à la villa Dournovo où était alors installée la direction des anarchistes. Auparavant déjà, les anarchistes des tendances les plus diverses étaient plus d'une fois venus à Cronstadt (...).

Le chef des anarchistes-communistes, le fameux Bleichman, venait assez souvent à Cronstadt pour nous attaquer devant le soviet parce que nous permettions aux officiers arrêtés de recevoir des paquets de vivres au lieu de leur fournir le poison que, d'après Bleichman, ils méritaient. Je discutais impitoyablement avec le dirigeant anarchiste et ses amis, mais, dans l'ensemble, nous avions avec eux des relations amicales. Les anarchistes n'avaient pas alors d'influence sérieuse et leurs attaques contre le gouvernement provisoire versaient de l'eau au moulin de notre parti.

A Cronstadt existait une organisation d'anarchistes-syndicalistes, dirigée par le camarade Iartchouk et qui n'avait aucune importance par elle-même ; ses militants n'intervenaient jamais contre nous et d'ordinaire nous soutenaient et se solidarisait avec nos positions (...).

L'arrivée d'un nouveau groupe anarchiste ne nous étonna pas du tout. Mais je crus de mon devoir de les prévenir qu'à Cronstadt les esprits étaient déjà politiquement assez échauffés et qu'il ne fallait pas exciter les masses encore plus, car cela pouvait susciter des manifestations spontanées et désordonnées.

[Les anarchistes promettent de ne lancer aucun « appel concret ». Raskolnikov téléphone au comité central à Petrograd.]

Kamenev décrocha le téléphone et me prévint que l'on pouvait attendre une provocation de la part des anarchistes qui venaient d'arriver, étant donné que, malgré l'opposition de notre parti, le premier régiment de mitrailleurs était déjà sorti dans la rue, mitrailleuse en batterie sur ses camions. Aucun autre détachement de la garnison de Petrograd ne s'était encore joint à eux et notre parti refusait de soutenir cet acte irresponsable.

A peine avais-je raccroché le téléphone que l'on vint m'annoncer la tenue d'un meeting sur la place Iakornaia, dont les organisateurs étaient visiblement le groupe d'anarchistes qui venait d'arriver. Dans ce cas d'ailleurs ils agirent de façon tout à fait anarchique, non seulement sans même se mettre d'accord avec le soviet, mais encore en laissant de côté les anarchistes-syndicalistes politiquement proches d'eux (...).

Le premier orateur à prendre la parole fut un anarchiste. D'une voix hystérique il décrivit les persécutions auxquelles le

(1) *Proletarskaia Revoloutsia*, n° 5 (17), pp. 53-67.

gouvernement provisoire soumettait les anarchistes. Le centre de son intervention fut l'annonce de la manifestation décidée ce jour-là par le premier régiment de mitrailleurs et par d'autres troupes de la garnison de Petrograd. « *Camarades, s'écria l'anarchiste dans un élan pleurard, en ce moment peut-être le sang de vos frères coule-t-il à Petrograd. Refuserez-vous de soutenir vos camarades, n'irez-vous donc pas manifester au secours de la révolution ?* »

De tels discours exerçaient une influence profonde sur un auditoire composé essentiellement de marins impressionnables.

Après l'anarchiste, notre camarade S. G. Rochal essaya d'intervenir en prononçant un discours d'apaisement. Lorsqu'il monta sur la tribune en bois improvisée, toute la place Iakornaia se figea dans le silence. Chacun était curieux d'entendre ce qu'allait dire cet orateur populaire et spirituel. Mais quand Rochal, sur le ton vif et tranchant qui lui était propre, commença à critiquer la manifestation comme inopportune et appela ses auditeurs à s'abstenir d'y prendre part, des milliers de marins se mirent à hurler : « *A bas la tribune !* » et soulevèrent un tel vacarme de cris et de sifflements que Rochal n'eut plus qu'à descendre de la tribune sans pouvoir achever son discours. Ce fut la première et la dernière fois que Rochal se trouva en désaccord avec les masses à Cronstadt ; d'ordinaire ses discours avaient un grand succès et on n'en interrompait le cours que par des applaudissements ou des rires de sympathie. Cet incident exceptionnel ébranla et chagrina profondément Rochal.

Brouchvik, représentant des S-R de gauche, lui succéda (ne pas confondre avec son homonyme et proche parent, Brouchvik, S-R de droite, membre de l'Assemblée constituante et qui prit part à l'aventure tchécoslovaque). Notre Brouchvik était alors assez à gauche et savait avec beaucoup de talent parler la langue du peuple, la langue des paysans, avec des plaisanteries et des saillies drôles.

Les marins de Cronstadt aimaient l'écouter lui aussi. Extérieurement il nous montrait de la sympathie et, d'ailleurs, par tactique, par crainte de perdre sa popula-

rité, ne se permettait jamais d'intervenir contre les bolcheviks. Il n'y avait pas encore de sérieuses divergences tactiques entre nous et les S-R de gauche et leur travail d'agitation ne faisait d'ordinaire que nous faciliter la tâche. Cette fois-ci, Brouchvik monta à la tribune pour développer le même point de vue que nous. Il était lui aussi hostile à la manifestation. A peine les auditeurs le comprirent-ils qu'ils lui manifestèrent leur hostilité et l'empêchèrent littéralement de parler. Sensible de nature, Brouchvik descendit de la tribune en essayant une larme.

Après lui intervinrent des inconnus qui n'avaient jamais encore pris la parole. Ils prononcèrent des discours enflammés et proposèrent aux marins de descendre immédiatement dans les casernes, de prendre les armes, de se rendre au débarcadère, s'emparer de tous les navires qui s'y trouvaient et descendre sur Piter. « *Le temps presse* », répétèrent-ils. L'atmosphère de la place Iakornaia devenait de plus en plus brûlante.

[*Raskolnikov prend la parole et propose :*]

« *1. Au lieu de marcher sur le débarcadère, élire une commission d'organisation chargée d'étudier les événements de Petersbourg et d'établir la liste des armements et des moyens de navigation.*

2. Imposer à la commission l'obligation de communiquer par télégramme et sous le plus bref délai sa décision aux troupes. »

A mon grand étonnement, tout mon discours et les propositions pratiques qui le conclurent furent écoutés en silence. Mieux encore, l'auditoire quelque peu refroidi comprit le caractère déraisonnable d'une réaction immédiate à des événements dont personne n'avait une claire connaissance. On accepta mes propositions. Rochal, quelques autres camarades et moi nous fûmes élus à la commission. Les marins de Cronstadt accordèrent leur confiance à leur vieux guide traditionnel : le Parti bolchevique.

Pour des raisons pratiques, j'avais quelque peu usé de « diplomatie » en gardant par-devers moi l'information que Kamenev m'avait transmise sur la

manifestation du premier régiment de mitrailleurs. Si j'avais parlé au meeting de la manifestation entreprise comme d'un fait déjà accompli, je n'aurais fait que verser de l'huile sur le feu (2).

[Le comité central du Parti bolchevique décide finalement de soutenir une manifestation, en armes mais pacifique, pour le 4 juillet. Les S-R de gauche s'associent. Le soviét de Cronstadt prépare sa participation.]

2. Le 4 juillet

[Les manifestants de Cronstadt débarquent à Petrograd le matin du 4 juillet, se forment en colonne et s'avancent vers le palais Ksechinskaia, siège du Parti bolchevique.]

Avec un groupe de camarades j'entrai dans le palais Ksechinskaia à la recherche de Vladimir Ilitch. Au nom des marins de Cronstadt nous lui demandâmes de venir sur le balcon et de prononcer quelques mots. Ilitch commença par refuser en prétextant de son état de santé, mais comme les réclamations des masses dans la rue soutenaient sérieusement notre demande, il céda et accepta de prendre la parole.

Lénine apparut sur le balcon, salué par un tonnerre ininterrompu d'applaudissements. L'ovation ne s'était pas encore achevée que Lénine commença à parler. Son discours fut très bref. Vladimir Ilitch s'excusa d'abord du fait que son état de santé le contraignait à se limiter à quelques mots et transmit aux ouvriers de Cronstadt le salut des ouvriers pétersbourgeois ; à propos de la situation politique, il exprima la conviction que, malgré des zigzags temporaires, notre slogan « *Tout le pouvoir aux soviets* » devait finalement l'emporter et finirait par vaincre, ce qui exigeait de nous une fermeté colossale, de la retenue et une vigilance sévère. Le discours de Lénine ne contenait aucun des appels que le parquet de Pereverzev chercha ensuite à lui attribuer (...).

Depuis le palais Ksechinskaia, quelques camarades, au devant de la colonne portaient une immense banderole du comité central de notre Parti bolche-

vique. Les S-R de gauche ne s'en aperçurent qu'au Champ-de-Mars et exigèrent son retrait. Bien entendu, nous refusâmes. Ils déclarèrent alors qu'ils ne pouvaient participer à la manifestation dans ces conditions et qu'ils s'en iraient. Cependant, à part quelques dirigeants, personne ne quitta le défilé. Les S-R de gauche s'en allèrent, mais la masse resta avec nous (...).

Aux alentours de Basseinaia apparut devant nous un camion que nous ne connaissions pas, occupé par une bande de soldats et armé à l'arrière d'une mitrailleuse Maxim. Le camion se porta en tête de la colonne, et avança lentement ; les gens qui le remplissaient nous étant inconnus, nous leur proposâmes de quitter le défilé. En riant gaiement ils accélérèrent l'allure, et au même moment l'avant-garde des marins de Cronstadt arriva à la hauteur de la rue Panteleimovskaia. Soudain, sans que l'on sache d'où, retentirent les premiers coups de feu. Le camion lâcha des rafales tantôt sur nous, tantôt sur les fenêtres des maisons voisines. L'indignation, l'affolement, le désarroi s'emparèrent de nos rangs (...). Dès qu'ils entendirent les premiers coups de feu les marins saisirent instinctivement leurs fusils et se mirent à tirer de tous côtés. Les salves nourries, mais totalement désordonnées, donnaient l'impression d'un véritable combat, à cette nuance près que les positions de l'ennemi nous étaient absolument inconnues. Leur premier chargeur vidé et convaincus qu'il ne servait à rien de tirer en l'air, la majorité des marins, à nos ordres, s'allongèrent sur le pavé, certains se cachèrent dans les entrées et les portes cochères ; seuls, quelques marins, debout au milieu de la rue, continuèrent encore à tirer sur un but invisible.

(2) Page 98, Raskolnikov note : « *Malgré l'intervention des anarchistes qui s'efforcèrent stupidement d'exacerber les passions, ce n'est pas eux qui suscitèrent cette manifestation ; cela aurait été impossible à un groupe aussi peu influent. Les journées de juillet éclatèrent de façon tout à fait spontanée, sans aucun excitant extérieur. La classe ouvrière et la paysannerie en capotes de soldats ou de matelots sentirent instinctivement que le gouvernement provisoire perdait la révolution et la menait à l'abîme.* »

On emporta le premier blessé de la forteresse de Cronstadt. Quelques hommes encore furent blessés ou tués.

Puis la fusillade se calma comme d'elle-même.

[Les marins de Cronstadt reprennent leur marche et se dirigent vers le palais de Tauride, l'arme à la hanche et non plus à la bretelle. Les manifestants arrivent au palais de Tauride où des éléments douteux arrêtent le ministre de l'Agriculture, le S-R de droite, Tchernov, relâché sur intervention de Trotsky (3). Puis, au crépuscule, les marins s'éparpillent dans leurs quartiers provisoires : le palais Ksechinskaia, la Petropavlovsk, le corps de Marine et les casernes Deriabinski.]

3. Le 5 juillet et les jours suivants

[Par crainte d'une attaque de la part des troupes rappelées du front par le gouvernement provisoire, les bolcheviks décident d'assurer la protection du palais Ksechinskaia dont Raskolnikov est nommé « commandant ». Le 6, la chasse aux bolcheviks commence. Les marins de Cronstadt retournent dans leur île, le 13 juillet, le gouvernement provisoire ordonne l'arrestation des bolcheviks Raskolnikov, Rochal et Remner et menace de couper l'eau et les vivres à la place de Cronstadt si elle n'obéit pas. Raskolnikov et Remner se constituent prisonniers et partent avec une délégation du soviet qui réclame leur libération. On les jette en prison.]

(3) Pages 71-72, Raskolnikov note : « L. D. Trotsky n'appartenait pas encore formellement à notre parti, mais en fait, il ne cessait de travailler dans le parti depuis son retour d'Amérique. En tout cas, dès son premier discours au soviet, nous le considérons tous comme l'un des dirigeants de notre parti. »

Août 1917

Iouli Martov

Sur la situation politique et les tâches du parti (menchevik)

Iouli Martov, que Trotsky qualifiait de « *Hamlet du socialisme démocratique* », est l'animateur du courant dit des mencheviks-internationalistes, l'aile gauche du parti menchevik, dont plusieurs membres de l'aile droite ou du centre appartiennent au gouvernement provisoire (comme Skobelev, ministre du Travail). Au congrès du parti menchevik, le 19 août 1917, il prononce un discours curieux mais révélateur. Il développe une longue analyse de la situation politique qui se conclut par l'affirmation que la coalition actuelle sur laquelle repose le gouvernement de Kerenski est « *extrêmement instable* » et il précise : « *Les militaristes, les Cadets poursuivent le but de prendre le pouvoir dans leurs mains et laissent clairement, franchement comprendre que la mise à l'écart du représentant de la démocratie révolutionnaire (1) n'est qu'une question de temps.* »

Il se prépare alors à aborder la question des « *tâches du parti* ». Le président de séance, Lev Khintchouk, le prévient qu'il ne lui reste que deux minutes de temps de parole. Martov déclare : « *Je dois interrompre mon rapport en ne disant que quelques mots sur les rapports des forces sociales dans la révolution russe et leur développement et, contraint par la limitation du temps, sans aborder la deuxième partie du thème : la question des tâches de la social-démocratie et de sa tactique.* » Martov ajoute aussitôt : « *J'espère que cela ne sera pas au détriment de la totalité de la réflexion. Si notre point de vue*



Iouli Martov, dirigeant des mencheviks-internationalistes. D. R.

sur cette question n'est pas explicité, pour nous, les tâches de la politique des forces révolutionnaires en général et du parti du prolétariat en particulier, pour nous marxistes, découlent entièrement de cette analyse. Quiconque se tient réellement sur une position marxiste révolutionnaire peut aisément déduire de cette analyse les tâches dont je ne peux pas concrètement

(1) Cette dénomination vise, selon Martov, « *la petite bourgeoisie des villes et des campagnes* » et englobe souvent les deux partis de la coalition avec les Cadets (monarchistes constitutionnels), les S-R et les mencheviks.

parler. Je dirai seulement que ces tâches, telles qu'elles sont formulées pour nous, pour notre point de vue marxiste, contredisent la politique réelle qu'a menée la démocratie petite-bourgeoise dans les questions essentielles de la vie politique jusqu'à ce jour; ainsi que les méthodes et la tactique politique qui ont été mises en œuvre par le parti social-démocrate menchevique. De notre point de vue, l'analyse des relations et du développement des forces sociales en Russie condamne irrémédiablement la politique de la démocratie petite-bourgeoise révolutionnaire. La démocratie révolutionnaire petite-bourgeoise en Russie est souvent intérieurement contradictoire. Pour nous, la politique qu'a menée la majorité du parti menchevique jusqu'à ce jour, à la suite d'une mauvaise évaluation et une appréciation incorrecte du coup de force accompli, pour nous, cette politique a représenté du début à la fin une politique d'oubli et de négation complets du marxisme prolétarien, de l'aspect révolutionnaire du marxisme.

(Le président déclare à l'orateur que son temps de parole est écoulé. La gauche demande [à Martov] de continuer. Le président agite sa sonnette. Sous les applaudissements, l'orateur de la gauche quitte la tribune en lançant : « Je n'ai pas la possibilité de développer cette idée. »

(Iouri Ossipovitch Martov, Izbrannoie Moscou 2000, pp. 359-360)

Ainsi, le principal dirigeant de la gauche menchevique, averti qu'il lui reste deux minutes pour évoquer des tâches qu'il veut voir endossées par son parti alors même que la crise s'approfondit, réussit le tour de force de ne pas avancer la moindre proposition, le moindre slogan, le moindre mot d'ordre en renvoyant à une longue analyse d'où, selon lui, ils devraient découler naturellement. Rien n'illustre mieux sans doute l'impuissance du « menchevisme de gauche ».

Maria Spiridonova

Les tâches de la révolution

Présentation

Maria Spiridonova est entrée dans l'histoire le 16 janvier 1906. Ce jour-là, elle remplit une mission confiée par la section du Parti socialiste-révolutionnaire (S-R) de Tambov, dont elle est membre, en abattant dans la gare de Tambov le conseiller Loujenovski, responsable de la vigoureuse répression, peu avant, d'une manifestation de paysans armés de haches et de fourches. Condamnée à mort, elle voit ensuite cette peine transformée en condamnation au bagne à perpétuité. Libérée par la révolution de février, elle devient l'une des propagandistes les plus populaires du Parti socialiste-révolutionnaire et appartient vite à son aile gauche dite internationaliste, hostile à la poursuite de la guerre. Cette gauche publie, en août 1917, un organe de tendance, *Nach Pout*, où Maria Spiridonova définit ce qu'elle appelle « *les tâches de la révolution* ». La définition qu'elle en donne est, on le verra, extrêmement vague. Le passage le plus significatif est l'analyse qu'elle donne de la politique du bloc des mencheviks (auxquels elle attribue une influence fâcheusement décisive) et des socialistes-révolutionnaires qui dirigent le comité exécutif des soviets et participent au gouvernement provisoire.

Elle sera, en novembre, l'une des S-R de gauche les plus engagées dans le soutien à la révolution d'Octobre et l'une des 176 S-R de gauche exclus alors du Parti socialiste-révolutionnaire. Avec le soutien des bolcheviks elle devient présidente du congrès extraordinaire des



Maria Spiridonova, dirigeante de l'aile gauche du Parti socialiste-révolutionnaire. D.R.

soviets paysans, puis des deuxième et troisième congrès des soviets paysans, puis présidente du comité exécutif des soviets paysans élu au deuxième congrès, puis présidente de la section paysanne du présidium du comité exécutif des soviets des délégués ouvriers, soldats et paysans. Comme les autres S-R de gauche, elle rompt avec les bolcheviks en mai 1918 par hostilité à la paix de Brest-Litovsk puis à la politique bolchevique de réquisition des excédents de récolte.

Soumise à diverses mesures d'exil à partir de 1924, elle sera, sous Staline, condamnée à vingt-cinq ans de prison le 7 janvier 1938 à la veille du troisième procès de Moscou, puis fusillée le 11 septembre 1941 à Orel, avec Christian Racovski, ancien dirigeant de l'Opposition de gauche, Alexandra Izmaïlovitch, elle aussi dirigeante des S-R de gauche, Olga Bronstein-Kamenev, sœur de Trotsky et première femme de Léon Kamenev, les anciennes trotskystes Varsenica Kasparova et Varvara Iakovleva, les intellectuels révolutionnaires Alexandre Aikhenwald et Piotr Petrovski, partisans de Boukharine.

Lire une biographie détaillée de Mara Spiridonova dans le n° 51 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, pages 117-122.

Les tâches de la révolution

« Si nous, les socialistes-révolutionnaires, nous aurions pu dans l'avenir travailler en commun avec les sociaux-démocrates (mencheviks) (1) à l'édification d'un régime socialiste, nous ne pouvons le faire ensemble car nous unir à eux en ce moment signifie soumettre tout le contenu de notre programme aux cadres du régime bourgeois, dont ils forment les collaborateurs actifs, les nouveaux fondateurs et les soutiens. Avec leur tête truffée sans espoir du dogme marxiste, avec une conscience qui admet un opportunisme politique (l'adaptation) sans exemple dans l'histoire des jeunes partis socialistes, ces « socialistes », malgré toute la conjoncture (situation) économique et sociale barrent de leur propres mains la route au mouvement populaire qui se développe largement et qui a depuis longtemps dépassé tous les cadres, toutes les palissades et tous les remparts de la révolution bourgeoise.

En ce moment, affirmer de façon théorique et pratique que notre révolution est bourgeoise, s'appuyer sur les fameuses « forces vives du pays », collaborer avec la bourgeoisie dans les domaines politique et économique, cela signifie tenter de consolider un régime bourgeois qui se disloque définitivement, cela signifie l'aider à se maintenir pendant des années, des dizaines d'années sur les épaules courbées de la classe travailleuse.

Le tsarisme avait fourni à la bourgeoisie tout son mécanisme de défense pour lui servir d'étai et de défense, avec la chute du tsarisme, les états protecteurs de la bourgeoisie se sont effondrés. La route pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière était déblayée comme jamais encore dans l'histoire. Et voilà que sont arrivées de nouvelles forces, de nouveaux défenseurs du régime bourgeois qui se hâtent de le rapiécer, de le rafistoler, de l'étayer ; mais lorsque ses défenseurs ont constaté leur impuissance à galvaniser un agonisant, ils ont recouru au vieux procédé expérimenté de l'ordre ancien, ils se sont appuyés sur le vieux mécanisme de combat de l'ancien système, et c'est

avec son aide qu'ils tentent de freiner la marche menaçante de notre révolution.

La vision que les mencheviks ont de l'actuel processus historique définit aussi toute la politique ultérieure de la social-démocratie (menchevique). Elle définit son attitude vis-à-vis de la guerre, de sa liquidation, sa politique défensiste (2) qui jongle ouvertement (les discours de Dan, de Lieber) avec les concepts de patrie, de pays natal, d'État, de révolution, de défense de la révolution, ce qui finit par présenter comme indispensable de soumettre la révolution aux intérêts de la défense, voire presque de l'étrangler. L'argumentation bourgeoise du parti de la liberté populaire et des autres sur la question de la guerre est presque littéralement identique à l'argumentation de nos socialistes-défensistes. La poursuite de la guerre dans les conditions créées par la volonté de Nicolas II et des classes dirigeantes prolonge le renforcement des positions de la bourgeoisie tant de Russie que d'Europe occidentale (...).

Ce qui peut nous sauver aujourd'hui, c'est seulement une énorme tension de toutes les forces populaires et une participation de tout le peuple à ce sauvetage. (...)

Sur tous les tristes chemins de la vie de la Russie et du monde, notre place, la place du Parti des socialistes-révolutionnaires, doit être définie à la lumière de notre idée, dans l'esprit de notre programme toujours sous le drapeau du socialisme, toujours par la méthode révolutionnaire *toujours à travers le peuple, avec le peuple et pour le peuple*.

Nach Pout, août 1917, n° 1

(1) Jusqu'en mars 1918, le Parti bolchevique garde le nom de Parti ouvrier social-démocrate de Russie, comme les mencheviks. Seul les distingue dans la dénomination alors la référence menchevik ou bolchevik.

(2) Le défensisme est l'attitude qui consiste à prôner la poursuite de la guerre au nom de la « défense de la révolution ».

Septembre - Octobre 1917

Compte-rendu du Comité de Petrograd du POSD(b)R du 5 octobre

La réunion du comité de Petrograd (Saint-Pétersbourg) du Parti bolchevique commence, après un débat sur l'ordre du jour, par la lecture par Rakhia de la lettre de Lénine du 1^{er} octobre (calendrier julien)

Lettre au comité central, aux comités de Petrograd et de Moscou du POSD (b)R.

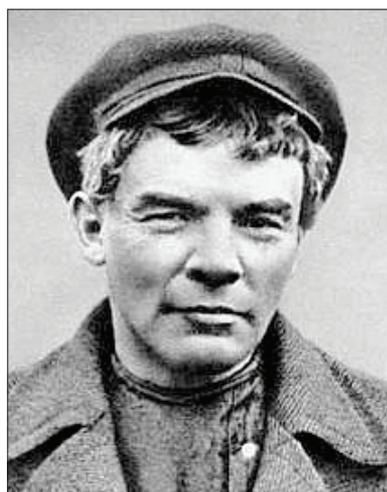
Les bolcheviks doivent prendre le pouvoir (1)

Ayant obtenu la majorité aux soviets des députés ouvriers et soldats des deux capitales, les bolcheviks peuvent et *doivent* prendre en mains le pouvoir.

Ils le peuvent, car la majorité agissante des éléments révolutionnaires du peuple des deux capitales suffit pour entraîner les masses, pour vaincre la résistance de l'adversaire, pour l'anéantir, pour conquérir le pouvoir et le conserver. Car, en proposant sur-le-champ une paix démocratique, en donnant aussitôt la terre aux paysans, en rétablissant les institutions et les libertés démocratiques foulées aux pieds et anéanties par Kerenski, les bolcheviks formeront un gouvernement que *personne* ne renversera.

La majorité du peuple est pour nous. La preuve en a été faite au cours du chemin long et ardu qui va du 6 mai au 31 août et au 12 septembre (2) : dans les soviets des deux capitales, la majorité *résulte* de l'évolution du peuple *vers notre parti*. Les hésitations des socialistes-révolutionnaires (3) et des mencheviks, le renforcement des internationalistes au sein de ces groupes le prouvent aussi.

La Conférence démocratique (4) ne représente pas la majorité du peuple révo-



Lénine, dans la clandestinité en Finlande, est déguisé. D. R.

lutionnaire mais *seulement les dirigeants petits-bourgeois conciliateurs*. Il ne faut pas se laisser tromper par les chiffres des élections, il ne s'agit pas d'élections : comparez les élections aux Doumas municipales de Petrograd et de Moscou et les élections aux soviets. Comparez les élections à Moscou et la grève du 12 août à Moscou : vous y trouverez des données objectives sur la majorité des éléments révolutionnaires qui conduisent les masses.

La Conférence démocratique trompe la paysannerie, car elle ne lui donne ni la paix ni la terre.

Seul un gouvernement bolchevique satisfera la paysannerie.

Pourquoi les bolcheviks doivent-ils prendre le pouvoir précisément aujourd'hui ?

Parce que la reddition imminente de Petrograd nous donnera cent fois moins de chances.

Or, avec une armée commandée par Kerenski et Cie, *nous ne sommes pas en état* d'empêcher la reddition de Petrograd.

On ne peut pas non plus « attendre » l'Assemblée constituante, car, par la reddition de Petrograd, Kerenski et Cie *peuvent* toujours la *faire manquer*. Seul notre parti, après la prise du pouvoir, peut assurer la convocation de l'Assemblée constituante ; après la prise du pouvoir, il accusera les autres partis d'avoir temporisé et prouvera le bien-fondé de cette accusation (5).

On doit et on peut empêcher une paix séparée entre impérialistes anglais et allemands, mais il faut faire vite.

Le peuple est las des hésitations des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires. Seule notre victoire dans les capitales entraînera les paysans à notre suite.

Il ne s'agit ni du « jour » ni du « moment » de l'insurrection, au sens étroit des mots. Ce qui en décidera, c'est seulement la voix unanime de ceux qui *sont en contact* avec les ouvriers et les soldats, avec les masses.

Ce dont il s'agit, c'est que notre parti a aujourd'hui en fait, à la Conférence démocratique, *son propre congrès* ; ce congrès doit décider (qu'il le veuille ou non, il le doit) *du sort de la révolution*.

Il s'agit de rendre claire aux yeux du parti *la tâche* qui lui incombe : mettre à l'ordre du jour *l'insurrection armée* à Petrograd et à Moscou (et dans la région), la conquête du pouvoir, le renversement du gouvernement. Réfléchir à *la façon* de faire de la propagande à cette fin, sans le manifester dans la presse.

Se rappeler les paroles de Marx sur l'insurrection, les méditer : « *L'insurrection est un art* » (6), etc.

Attendre une majorité « formelle » serait naïf de la part des bolcheviks : *cela* aucune révolution ne l'attend. Kerenski et Cie n'attendent pas non plus ; ils préparent la reddition de Petrograd. Ce sont précisément les pitoyables hésitations de la « Conférence démocratique »

qui doivent faire et feront perdre patience aux ouvriers de Petrograd et de Moscou ! L'histoire ne nous pardonnera pas, si nous ne prenons pas le pouvoir dès maintenant.

Il n'existe pas d'appareil ? Si, il en existe un : les soviets et les organisations démocratiques. La situation internationale est *précisément* aujourd'hui, à la veille d'une paix séparée entre Anglais et Allemands, *en notre faveur*. Proposer aujourd'hui même la paix aux peuples, c'est *vaincre*.

En prenant le pouvoir *d'emblée* à Moscou et à Petrograd (peu importe qui commencera ; il est même possible que Moscou puisse commencer), nous vaincrons *sans nul doute, à coup sûr*.

N. Lénine

Puis la discussion commence. Elle révèle de très sérieuses hésitations et de fortes réserves à s'engager dans la voie de la prise du pouvoir.

Rakhia : (...) *Devant nous se pose la question : comment faisons-nous ? Que faisons-nous ? Question purement stratégique, tactique. Notre comité de Pétersbourg doit prendre en compte la possibilité d'une explosion, afin que nous soyions prêts à tout moment. Nous devons nous redresser. Maintenant nous sommes confrontés à la question : la vie ou la mort ? Nous devons nous préparer. Il faut examiner la question à partir de deux bouts : d'un côté en liaison avec la lettre de Vladimir Ilitch et de l'autre une question purement d'organisation. Il faut faire un bilan : qu'avons-nous et de quoi avons-nous encore besoin ?*

Volodarski : *Je voulais écouter les avis des camarades pour vérifier l'avis auquel je suis parvenu. Dans ce problème, il y a deux faces. L'une des deux lignes politiques, c'est de prendre le pouvoir quelles que soient les circonstances. Mais alors nous prenons toute une série d'engagements devant les travailleurs de ce pays. Exemple : à Kipechm, nous avons 90 % des voix, la Justice et la Douma sont entre nos mains. A la Douma il y quelques jours, une centaine de travailleurs se sont présentés en réclamant du pain.*

La Douma a démissionné. Cet exemple caractérise la situation tragique dans laquelle nous nous retrouvons maintenant. Dans la ruine actuelle, il nous est difficile de prendre le pouvoir. L'armée perçoit aujourd'hui 80 % du pain et les 9/10^e de la viande du pays, etc. Et aucune mesure ne peut changer cela.

Un représentant du front nous a indiqué la situation catastrophique de l'armée ; il nous a dit que dans l'armée, en ce moment, il n'y avait qu'une immense lassitude. Ilitch renvoie à la déclaration de Doubassov (à la séance du 21 septembre du soviet de Pétrograd, le soldat Doubassov, venant du front, avait déclaré : "Les soldats ne veulent plus ni de la liberté ni de la terre. Ils ne veulent plus qu'une chose : la fin de la guerre. Quoique l'on dise ici, les soldats ne veulent plus se battre."). Mais elle va contre les thèses d'Ilitch. Les soldats veulent la fin de la guerre. Je souligne cet état d'esprit de l'armée, pour que nous ne nous trompions pas sur la façon dont l'armée nous accueillera : si nous aussi nous partons en guerre contre l'impérialisme, l'armée ne nous suivra pas. Si la paix est devenue acceptable pour Milioukov, elle est devenue encore plus acceptable pour Kerenski et, lorsque nous prendrons le pouvoir, ces gens nous écraseront en signant une paix impérialiste. Nous disons que nous proposerons des conditions de paix, mais si on n'accepte pas nos conditions, nous ferons la paix contre les impérialistes. Et là, nous nous heurtons à un problème : l'armée ne marchera jamais. Nous arrivons au pouvoir au moment où l'enthousiasme s'éteint complètement dans l'armée, et cette dernière ne fera pas la guerre révolutionnaire. Je pense que nous, qui sommes un parti de véritables révolutionnaires, nous ne pouvons pas prendre le pouvoir pour tenir un ou deux mois.

Avons-nous assez de forces à Petrograd et en Finlande ? J'affirme que non : la flotte ne peut nous apporter aucun soutien, nous ne pouvons pas compter sur elle. Petrograd et la Finlande ne sont pas toute la Russie et j'affirme que même sur ce mince terrain, nous n'avons pas assez de forces en comparaison de celles que le front enverra contre nous.

Si nous pouvions avoir du pain pour 10-15 jours, si nous pouvions accroître

la ration de pain de guerre, cela renforcerait notre influence et nous donnerait la possibilité de secouer l'armée. Mais cela nous sera impossible. Nous vivons en ce moment les mois les plus difficiles pour le ravitaillement. Dès que nous risquons le premier pas, il faut tout prendre en considération. Toute la paysannerie ne nous suivra pas, et même si la campagne tout entière marchait avec nous et nous donnait du pain, nous ne pourrions pas le transporter.

Toute cela montre que nous ne devons pas forcer les événements (...).

Le congrès des soviets du 20 octobre ne sera pas convoqué. Et quand ils le convoqueront, dans les jours qui suivront, l'Assemblée constituante sera ajournée. Aujourd'hui ou demain le sabotage du congrès des soviets peut être suivi d'un sabotage de l'Assemblée constituante ; alors se pose la question : devons-nous forcer le moment ? (...) En habituant les masses à la pensée que nous allons vers la guerre civile, il faut les amener au point où il soit impossible d'attendre plus longtemps (...).

Une telle démarche me paraît importante au plus haut point, une fois que nous nous engageons sur la voie du passage au pouvoir. La démarche d'Ilitch me paraît extraordinairement faible.

Quelle attitude devons-nous adopter à l'égard de notre participation au Préparlement ? Deux voies s'ouvrent devant nous : la voie de la révolution et celle de la conciliation. Dès la Conférence démocratique j'ai combattu la participation au Préparlement. Nous avons commis une faute impardonnable. Si nous avions refusé de participer au Préparlement, nous aurions renforcé notre position dans les soviets ; si les bolcheviks avaient refusé de siéger au Préparlement, de nouvelles complications auraient surgi devant le pouvoir. Nous devons corriger notre erreur en sortant immédiatement du Préparlement (...). Telle est la ligne politique ; si nous devons prendre le pouvoir avec 90 % contre nous, nous devrions périr. Si nous ne voulons pas nous lancer dans une aventure, la voie révolutionnaire pour nous est de refuser les compromis et de ne pas forcer les événements qui jusqu'à un certain stade se forcent eux-mêmes et en même temps renforcer notre capacité de combat pour

prendre le pouvoir quand cela sera inévitable. Prendre le pouvoir ce n'est pas encore grand-chose. Il faut montrer aux masses que la voie que nous choisissons quand nous arrivons au pouvoir est la seule juste. Il faut que dans les masses se renforce la confiance à notre égard.

(...) Seule une explosion révolutionnaire en Occident peut nous sauver. Le mouvement révolutionnaire croît parmi les travailleurs d'Europe occidentale et, si nous ne forçons pas les événements, loin de perdre cet allié, nous le renforcerons. Il nous faut appliquer une ligne politique qui renforce nos positions et affaiblisse l'adversaire.

Nous devons savoir qu'une fois arrivés au pouvoir, il nous faudra diminuer les salaires, accroître la productivité, introduire la terreur... Nous n'avons pas le droit de refuser ces moyens, mais nous ne devons pas nous hâter d'y recourir.

Il est proposé de déléguer deux membres au comité central pour connaître sa décision.

Volodarski : Je me prononce par principe contre l'envoi de camarades au comité central. Nous sommes suffisamment forts et pouvons régler la question par nous-mêmes.

Lachevitch : Le moment critique que traverse la révolution russe est évident pour tous. Devons-nous forcer les événements ou prendre en compte aussi la situation économique de la Russie ? Au comité central nous avons entendu des rapports sur toutes les provinces, c'est pourquoi nous avons une idée plus claire de la situation dans laquelle se trouve en ce moment la Russie. Il est incontestable que la Russie traverse une crise économique, industrielle et une crise de ravitaillement qui la mènent à l'abîme. Même les mencheviks ont reconnu que des mesures révolutionnaires étaient nécessaires pour freiner et arrêter cette course à l'abîme. Même la conclusion immédiate de la paix n'empêchera pas la catastrophe.

Le pouvoir vient à nous. C'est un fait. Il nous faut le prendre, quoi qu'il y ait 98 chances sur 100 que nous soyons vaincus dans cette lutte inégale. Mais nous devons marcher, nos drapeaux déployés. Si nous

devons périr, notre perte servira la cause de l'Internationale. Après tout, nous sommes un parti d'internationalistes révolutionnaires.

Mais faut-il prendre le pouvoir maintenant ? Je pense que l'on ne doit pas forcer les événements. Dans la situation actuelle nous n'avons aucune garantie que nous pourrions garder le pouvoir. En prenant le pouvoir maintenant nous repousserons par là même des éléments qui, par la suite, pourraient se rapprocher de nous. Ce n'est pas notre intérêt. Les éléments hésitants finiront inévitablement par reconnaître la nécessité des mesures révolutionnaires sur lesquelles nous insistons depuis deux mois. Le plan stratégique proposé par Lénine boite des quatre jambes.

Je parlerai de la garnison de Finlande. Cette garnison ne représente pas une force combattante, ni flamme intérieure, ni force proprement militaire capable de marcher derrière ses chefs et de mourir avec eux. La flotte, elle, nous suivra et mourra avec nous. Les matelots considèrent comme une question d'honneur de démontrer dans les faits que quand il le faut les bolcheviks se battront à la vie à la mort. Nos bolcheviks sont partis sur le front, ce qui signifie que notre force combattante n'est plus dans la flotte. Je pense que nous réussirons à renverser Kerenski et le gouvernement provisoire mais il faut que nous conservions chaque unité combattante. La force militaire de Petrograd est aussi à nous, mais en tant que force militaire elle ne vaut rien, elle est désorganisée. La garnison de Moscou représente une force combattante plus significative, comme force purement physique.

Nous ne devons pas nous leurrer. Nous ne donnerons pas de pain. Il y a beaucoup de chances pour que nous ne puissions pas donner la paix. En temps de guerre, je ne pense pas que la révolution éclate en Allemagne (une voix : "Et les exécutions de mutinés ?"). Oui, mais cette révolution n'éclatera pas au moment où cela convient. Le transfert direct des terres aux paysans n'élèvera sans doute pas le moral des masses, car je doute qu'alors elles iront se battre.

Le camarade Lénine ne nous explique pas pourquoi il faut prendre le pouvoir

maintenant, avant le congrès des soviets. Je ne le comprends pas. Avant le congrès des soviets le caractère critique de la situation doit apparaître encore plus nettement. Au congrès des soviets nous aurons l'appareil ; si tous les délégués, rassemblés de la Russie entière, se prononcent pour la prise du pouvoir, alors c'est une autre histoire. Sinon, pour le moment, nous n'organiserons qu'un soulèvement armé que l'on s'efforcera d'écraser. Je comprends que nous devons prendre l'offensive, mais le temps ne presse pas. Si une telle conjoncture apparaît sous nos yeux, notre parti doit prendre le pouvoir, même s'il court à sa perte. Je suis d'accord avec le camarade Rakhia : il faut nous préparer. Nous sommes assis sur un volcan. Chaque matin, lorsque je me lève, je me demande : est-ce que cela n'a pas déjà commencé ?

G. Boki demande que l'on donne lecture des thèses de Lénine. On lit en entier les thèses de Lénine.

Kharitonov : *Les opinions exprimées par Volodarski et Lachevitch sont précieuses mais il y a en elles quelque chose de négatif. Les camarades Volodarski et Lachevitch sont infectés par l'atmosphère de l'institut Smolny. Ils présentent les choses en suggérant que nous sommes prêts à prendre le pouvoir seulement parce qu'il n'y a pas d'autre issue. Mais pour moi, en tant que parti politique, nous prétendons au pouvoir et je pense que le moment est arrivé de le faire.*

Il est vrai que notre révolution russe est liée à la révolution mondiale. Ils disent qu'il est impossible de réaliser la révolution socialiste d'un seul coup, à leur avis il y a beaucoup d'obstacles, comme les domaines économiques. Bien sûr, c'est un fait que dans trois semaines les trains ne fonctionneront plus, et les camarades ont dû examiner cette question quand ils ont réfléchi s'il était avantageux de prendre le pouvoir maintenant. De leur point de vue nous avons encore peu de chances sur le plan psychologique et c'est pourquoi le moment de prendre le pouvoir n'est pas encore arrivé. Mais il me semble que si nous tardons les masses ne nous le pardonneront jamais.

En ce qui concerne la question de Vladimir Ilitch, je pense qu'on peut changer de tactique en vingt-quatre minutes. Lachevitch demande pourquoi il est indispensable de ne pas attendre le congrès des soviets, mais Ilitch écrit que le congrès ne sera pas convoqué pour le 20[octobre], mais le 20 et quelque.

Il n'y a pas eu de circonstance importante comme un débarquement dans les îles de la mer Baltique. Si la prise du pouvoir se déroulait avant un moment pareil, ce serait illégal, mais dans le moment présent ce serait une faute de ne pas prendre le pouvoir. Je pense que les gens de Cronstadt ont agi au plus haut point correctement. Les matelots en ayant gagné là, prendront ici le pouvoir avec nous. Si Vladimir Ilitch était ici... Alors c'était le bon moment, maintenant c'en est un autre. Le soviétique de Moscou, qui, d'après Ilitch, jouera un grand rôle, ne s'est pas prononcé pour la prise du pouvoir par les soviets maintenant. Il faut être prêts.

Fenigstein : *Ici, il y a une seule tâche, bien que toute la question soit complexe, embrouillée. Ce n'est rien d'autre que la définition de la ligne sur laquelle doit se développer notre tactique prolétarienne, que nous devons suivre. Il y a une seule condition avec laquelle la prise du pouvoir aujourd'hui peut se justifier. C'est une révolution réciproque dans l'Europe occidentale. Sans aucun doute le mouvement révolutionnaire grandit, nous avons un allié avec la classe ouvrière d'Europe occidentale.*

Nous ne devons pas renoncer à nos principes et nous devons développer notre ligne politique, tout en affaiblissant en même temps nos adversaires ; la tâche qui est devant nous est colossalement lourde. Il nous faudra décréter la terreur, prendre des mesures que nous n'avons pas le droit de refuser de prendre.

(Rakhia informe alors les présents que le comité central a décidé de quitter le Préparlement dès sa première séance ; Fenigstein précise que le comité central a décidé de convoquer une réunion extraordinaire avec les représentants des comités de Petrograd et de Moscou, en présence de deux membres du comité central).

Chotman ajoute que seuls « quelques membres du comité central ont eu connaissance de la lettre de Lénine »).

Le représentant du comité d'arrondissement du parti de Vassilievski, **Ostrov** : *Nous devons envoyer un délégué au comité central et leur demander de nous envoyer un représentant pour nous informer de ses décisions.*

Nous ne pourrions maintenant dire que nous nous trouvons dans une situation déterminée. Notre tâche est de définir la ligne sur laquelle nous devons avancer drapeaux déployés.

Il est caractéristique que les camarades, en examinant la lettre du camarade Lénine, adaptent leur tactique aux événements en train de mûrir. Il nous faut regarder en sens inverse, quand nous parlerons de notre ligne dans l'avenir nous devons savoir ce qui a été fait dans le passé. Nous nous orientons vers la révolution socialiste. Je rappelle les opinions avancées à la conférence de Petrograd à laquelle j'ai participé, à savoir qu'il y aura encore des tentatives, il y aura des défaites. Nous construisons notre tactique sur l'enthousiasme des masses ouvrières. Rappelez-vous comment, en nous appuyant sur l'enthousiasme des masses, nous avons renversé le joug tsariste. Vous fermez les yeux sur ce point.

Vous dites que le camarade Lénine force les événements. Vous vous trompez. Notre but n'est ni un complot ni la volonté de forcer les événements, mais en tout état de cause nous n'aurions rien obtenu par la passivité. Nous ne dépendons pas nous-mêmes de notre propre volonté ; je ne veux pas désigner les causes qui nous ont amenés au moment présent, je parle seulement de ce que nous avons réalisé. Le camarade Lénine ne pense pas forcer les événements. L'idée de forcer, elle est dans notre façon de poser la question quand nous disons : espérez dans le 20 octobre.

Une sérieuse perspective s'ouvre devant nous. La garnison est-elle en état de nous soutenir ? Nous ne devons pas publier que nous sommes à l'étape suivante de notre chemin, que ce que nous considérons comme un danger n'est pas un danger, et que le danger réside dans ce que la contre-révolution ne dort pas. La plus grande faute

est de n'accorder aucune attention à la contre-révolution. On s'efforce de dresser contre nous un mouvement incontrôlé. Pendant que nous siégeons ici et ne savons pas si nous devons ou non participer au Préparlement, une agitation pogromiste se développe. Nous l'oublions. Et en même temps que la contre-révolution s'organise, de quelles armes disposons-nous pour nous opposer à la contre-révolution ? Les événements se sont disposés d'une façon historiquement inéluctable. Nous allons nous engager sur la voie de la dictature révolutionnaire. Notre tâche est de lever à nouveau nos drapeaux et de partir au combat, sinon ce sont les autres qui nous appelleront au combat et le résultat est incertain.

(Décision est alors prise de donner la parole à Boubnov qui vient du comité central.)

Boubnov : *Nous avons eu une réunion sérieuse. Maintenant se développe devant nos yeux le tableau du mouvement général en Russie. Un mouvement spontané. Si l'on prend la série de nos résolutions et la résolution publiée dans l'Organe bolchevique de Moscou, elles correspondent toutes et dessinent une orientation claire et directe. Les nouveaux faits à propos de la Finlande et du sud que nous avons entendus et que vous connaissez par les journaux montrent à quel point il est difficile de contenir les masses. Le district de Moscou par le fait que la question du ravitaillement s'y pose de façon sensiblement plus aiguë, et que ces tensions y créent une atmosphère très tendue. Il y a eu des manifestations réclamant "Du pain !". Camarades, jusqu'à ce jour nous retenons les masses et nous continuerons à le faire dans la mesure de nos forces et des possibilités, mais il y a des limites à tout. Tous les événements se déroulent conformément à la ligne que nous avons définie dès juillet. Ils caractérisent le moment de façon vive et précise.*

En plus, le comité central a abordé la question du Préparlement. On a décidé de le quitter de façon qu'il y ait un sens politique à ce départ. Il y a eu des désaccords sur le moment du départ. A été avancé l'avis qu'il n'était pas nécessaire de se lier les mains en affirmant qu'il fallait s'en aller

obligatoirement dès la séance d'ouverture. On a objecté que nous pourrions nous embourber, en nous ligotant par le règlement, etc. Il y a eu un moment où nous avons décidé de nous rendre au Préparlement comme à une réunion de cadres du parti rassemblés de toute la Russie. Mais entre le Préparlement dans lequel nous sommes entrés et le Préparlement que nous allons quitter il y a une grande différence. Le Préparlement de Tseretelli était la continuation de la Conférence démocratique. Nous y étions débarrassés des Cadets. Ce devait être un Préparlement devant lequel le gouvernement aurait été responsable. Et maintenant c'est un commissaire contre-révolutionnaire près le gouvernement de Kerenski.

Nous devons maintenant régler une nouvelle question. Nous sortons du Préparlement avec une déclaration qui développera notre position sur toutes les questions. La résolution d'aujourd'hui est uniquement pour notre usage interne. La commission doit élaborer une résolution détaillée, motivée.

Il serait très intéressant d'entendre les avis des camarades, qui sont en rapport direct avec les masses à propos de notre sortie du Préparlement.

Rakhia : Je pensais que nous étions tous ici des révolutionnaires, mais quand j'ai écouté les camarades Volodarski et Lachevitch, j'ai hésité dans mon avis. Sur l'île Ezel, nos matelots périssent pour la guerre impérialiste ! Je ne pense pas qu'ils ont là-bas effacé la tache de honte que les impérialistes ont mise sur eux. Les camarades se trompent, ils ont choisi une stratégie alors qu'il s'agit de politique.

Si nous avons chez nous la révolution prolétarienne, si nous prenons le pouvoir, cela va stimuler la révolution en Europe occidentale. S'ils ne sont pas d'accord pour signer la paix, notre guerre sera la première fraternisation. La prise du pouvoir par les bolcheviks aura comme signification mondiale générale d'être le premier pas vers la paix mondiale.

On n'a ni de pain ni d'usines. Qu'est-ce que le sabotage de l'industrie ? Si les industriels provoquent volontairement cette destruction, quand donc n'auront-ils plus la possibilité de continuer à le faire ?

Les paysans se sont éloignés de nous parce que nous avons tardé à prendre le pouvoir. Les paysans s'éloigneront chaque jour plus de nous tant que nous n'aurons pas pris le pouvoir. Et la masse des soldats aussi. Les autres attendront les kornilovistes. La contre-révolution se prépare. Nous devons installer un anneau de fer autour de Piter.

Nous n'allons pas mourir de faim, nous n'allons pas mourir étranglés par la contre-révolution.

Latsis : Aujourd'hui les camarades Volodarski et Lachevitch répètent tout le temps ensemble : il faut être prêts ! Ils examinent les facteurs de destruction et autres qui peuvent nous arrêter mais oublient totalement la contre-révolution, qui détruit les fondements définis pas nous auparavant. Est-ce que les camarades pensent que notre flotte pourra résister à la flotte allemande ? Maintenant, c'est un moment plus favorable pour prendre le pouvoir que quand notre flotte bolchevique sera anéantie, c'est pour cela peut-être que les opérations avec les îles Ezel et Dago ont été faites pour cela. Nous devons choisir le moment le plus favorable pour nous et pas pour eux.

Sokolnikov : Je veux aborder les questions liées à notre sortie du Préparlement. Si on se penche sur notre participation au Préparlement, il faut souligner que les mencheviks et les S-R après le coup de Kornilov ont évolué à gauche et nous avons développé une tactique visant à faire bloc avec ces éléments. Notre tactique a consisté à sonder les possibilités de bloc avec ces éléments. Et dans la réalité nous avons vu que ces gens-là ont fait un virage en sens inverse. L'expérience politique a été réalisée. Impossible de réaliser l'unité avec eux.

En ce qui concerne le congrès des soviets, le comité central n'a pas adopté de résolution affirmant que le congrès des soviets prendra le pouvoir dans ses mains. Mais ce congrès nous permet de mener une campagne pour la convocation d'un congrès régional. Ce congrès constituera l'appareil que nous pouvons utiliser.

On a discuté de l'appréciation du rythme des événements. L'avis général du

comité central est que nous avons très peu de chances de pouvoir vivre jusqu'à l'Assemblée constituante en qualité d'un parti sans responsabilité.

Attitude à l'égard de l'Assemblée constituante, le point de vue du comité central : nous prenons le pouvoir avant la convocation de l'Assemblée constituante. Notre parti ne prendra pas sur lui de repousser l'Assemblée constituante et à travers elle nous promouvons les types de soviets qui nous sont nécessaires. Des hypothèses pessimistes ont été avancées : notre parti ne fera-t-il pas banqueroute ? Je pense qu'elles sont infondées.

En Russie, il y avait beaucoup de blé. Au Turkestan, on a conservé tout le coton... Le nouveau pouvoir révolutionnaire pourra immédiatement donner du pain et conclure un armistice avant l'Assemblée constituante. Peut-être serons-nous confrontés à la nécessité d'une guerre révolutionnaire, peut-être notre proposition d'armistice ne sera-t-elle pas acceptée maintenant. Dans ce cas, nous devons tenir ferme, appeler à être prêts à nous battre, à répondre militairement.

Hier, au comité exécutif [des soviets], Gotz a déclaré : si les bolcheviks prennent le pouvoir, je me jette à leurs pieds, etc. Cette phrase, c'est le fait de la politique des mencheviks ; elle aboutit à ce que, comme issue, ils attendent notre prise du pouvoir. Les propositions concrètes : 1) La mobilisation de nos forces ; un congrès régional [des soviets] à cette fin le 8-10 octobre à Petrograd ; 2) La fuite du gouvernement provisoire à Moscou doit servir de prétexte pour livrer combat. Il faut démasquer le gouvernement provisoire devant les masses, en dévoilant un plan défini, préparé depuis longtemps.

Rakhia : Quand on dit qu'il faut développer une campagne contre le gouvernement provisoire, on recommande seulement de le démasquer. Et si on nous demande : et que faut-il faire ?

Kalinine : La caractéristique, c'est la ligne nette des bolcheviks qui tend à la prise du pouvoir. La question se pose ainsi : maintenant, nous tendons à la prise du pouvoir. Nous ne prendrons pas le pouvoir de manière pacifique. Il nous

est difficile maintenant de voir si nous pourrions prendre le pouvoir demain. Mais pour la lutte, il est impossible de laisser passer le moment présent. La question de la prise du pouvoir est carrément posée. Il nous faut seulement trouver le moment pour une offensive stratégique.

Boubnov : Il faut poser la question dans la sphère des indications concrètes. Nous avons toute une série de faits sur la situation en Russie. Il est indispensable de savoir ce qui se fait parmi les masses ouvrières de Piter.

Minkine : Je voudrais aborder le débat entre les camarades Volodarski et Lénine. Le camarade Lénine croit en la victoire de la révolution. Volodarski et Lachevitch n'ont pas cette foi. Nous savons que le mouvement passe à côté de nous ; le public attend quelque chose de nous, il se prépare à quelque chose. Je pense que nous ne devons pas attendre le congrès et nous devons nous préparer à prendre le pouvoir demain ou après-demain.

Molotov : Le camarade Boubnov dit que depuis les journées de juillet notre politique est inchangée. Il perd de vue le fait que désormais le pouvoir va dans les mains des bolcheviks. Nous sommes maintenant à la veille de la révolution, et alors nous n'étions que les profanes de la révolution. Notre tâche maintenant est de ne pas retenir les masses mais de choisir le moment le plus favorable pour prendre le pouvoir dans nos mains. Dans ses thèses, Lénine déclare que nous ne devons pas nous concentrer sur les délais, mais choisir le moment favorable pour la prise du pouvoir et ne pas attendre que les masses sombrent dans l'anarchie. Il est impossible de définir précisément le moment. Peut-être ce moment sera le transfert du gouvernement provisoire à Moscou. Mais nous devons être prêts à agir à chaque minute.

Evdokimov : Le camarade Volodarski a déclaré que les soldats aspirent à la paix et qu'ils veulent seulement la paix. Si c'est cela, il nous faut immédiatement prendre le pouvoir dans nos mains, car peut-être un second Kornilov qui, cette fois-

là, brandira le slogan de la paix, et alors nous serons étranglés.

Volodarski : Je répondrai à Evdokimov : peu nous importe qu'il nous faille mener une guerre révolutionnaire. Les camarades ont mal écouté tout ce que j'ai dit ici. Je n'ai pas dit ce que l'on m'attribue. J'ai seulement dit : est-il avantageux de prendre le pouvoir maintenant ? Ce n'est pas un désaccord avec le point de vue du camarade Lénine, c'est simplement une façon non pas politique mais stratégique de poser la question. J'ai dit que quand nous serons au pouvoir, les classes qui nous combattent nous battront sur la paix. Nous allons clairement vers le pouvoir, et si j'étais convaincu que nous subirions une défaite, ce point de vue ne serait pas un désaccord mais signifierait seulement que j'ai posé la question sur le plan stratégique et non politique. On a parlé ici de l'île Ezel. Camarade Rakhia, rappelez à l'ordre les matelots qui vont à Ezel !

Smilga : Je veux attirer l'attention des camarades sur le point suivant. Il me semble qu'ici nous n'avons pas à parler de l'aspect politique de l'affaire. Il est impossible de discuter s'il faut prendre ou ne pas prendre le pouvoir. Nous allons vers le pouvoir et c'est réglé depuis longtemps. J'ai été dans beaucoup d'endroits ; en province, cette question se pose avec plus d'acuité. Dans les faits, nous sommes au pouvoir depuis longtemps déjà. Mais il est impossible de maintenir longtemps une telle tactique. Il faut déterminer si nous sommes arrivés au moment tournant. Pouvons nous traîner plus longtemps ? Personnellement, je suis un partisan de Lénine. Le camarade Volodarski n'a pas compris Lénine. Lénine n'a pas parlé de prendre le pouvoir demain, il a simplement voulu dire : assez de politique ! il faut s'engager sur les rails de la stratégie. Nous devons nous préparer pour le moment du congrès, en prenant comme base la question de l'insurrection armée. Les matelots se défendent, oui. Les matelots ont de quoi se défendre.

Rakhia : Kerenski a dans sa poche une paix impérialiste. L'histoire d'Ezel est, je

l'affirme, un acte contre-révolutionnaire pour couler la flotte. Le camarade Kalinine a dit qu'il fallait changer de politique et Volodarski a affirmé que la politique était la même. Il nous faut répondre positivement à la question : qu'est-ce qui est en jeu ?

(Il est proposé de rédiger une résolution sur la question de la prise du pouvoir.)

Volodarski propose d'attendre et de repousser la résolution à après-demain avant la conférence (1).

(1) La conférence du Parti bolchevique qui doit se tenir le 7 octobre.

Notes

(1) Les lettres de Lénine « Les bolcheviks doivent prendre le pouvoir » et « Le marxisme et l'insurrection » furent discutées à la séance du 15 (28) septembre 1917 du comité central (CC), qui décida de convoquer une réunion du CC pour y débattre les questions de tactique. La proposition de ne conserver qu'un seul exemplaire des lettres de Lénine fut mise aux voix. Par 6 votes contre 4 et 6 abstentions la réunion adopte cette proposition mais rejette la motion de Kamenev qui affirmait : « Le Comité central refuse les propositions pratiques que les lettres de Lénine contiennent (...) et trouve inadmissible dans les circonstances présentes toute manifestation de rue »

(2) Les dates citées ont trait aux événements suivants : le 6 mai fut annoncée la composition du premier gouvernement provisoire de coalition ; le 31 août, le soviet des députés ouvriers et soldats de Petrograd adopta une résolution bolchevique qui exigea la création d'un gouvernement des soviets ; la convocation de la Conférence démocratique fut fixée au 12 septembre par le comité exécutif central du soviet des députés paysans de Russie – tous deux socialistes-révolutionnaires et mencheviks. La conférence se tint à Petrograd du 14 au 22 septembre (27 septembre-5 octobre) 1917.

(3) Socialistes-révolutionnaires (S-R), parti fondé fin 1901-début 1902 à la suite de l'unification de différents cercles et groupes populistes (« L'Union des socialistes-révolutionnaires », parti des socialistes-révolutionnaires, et autres) et qui fait de l'attentat contre les dignitaires du régime, donc du terrorisme, le moyen le plus important de lutte contre le régime tsariste. Le PSR appartient à la deuxième internationale.

Après la victoire de la révolution de février 1917, les S-R soutiennent le gouvernement provisoire où entrent en mai leurs leaders (Avksentiev et son président Victor Tchernov, ministre de l'agriculture).

A la fin de novembre 1917, l'aile gauche des S-R sous la direction de Maria Spiridonova, Isaac Steinberg, Mark Natanson, Alexandra Izmailovitch, Irina Kakhovskaia se constitue en un parti indépendant des S-R de gauche et entre dans le conseil des commissaires du peuple, qu'ils quittent par désaccord avec la paix de Brest-Litovsk.

(4) *La Conférence démocratique de Russie* fut convoquée par le comité exécutif central des soviets où prédominaient les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires. Fixée au 12 (25) septembre, elle fut ajournée et se tint à Petrograd du 14 au 22 septembre (27 septembre-5 octobre) 1917. Y participaient plus de 1 500 représentants à la fois des soviets et d'organisations que l'on qualifierait aujourd'hui de représentantes de la prétendue société civile (comme les coopérateurs).

Le CC du POSD(b)R, à sa séance du 3 (16) septembre, décida de prendre part à la conférence et envoya aux organisations de base du parti une circulaire indiquant qu'il fallait « réunir tous les efforts afin d'assurer la présence à la conférence du groupe le plus nombreux et le plus uni possible des représentants de notre parti ».

La conférence décide de former un Préparlement (Conseil provisoire de la République), non élu, caricature non élue de parlement-croupion qui, selon l'arrêté adopté par le gouvernement provisoire lui-même, ne devait jouer qu'un rôle consultatif auprès du gouvernement. Les bolcheviks doivent-ils y participer ? Le comité central en débat le 21 : les partisans d'un parti d'opposition au sein de la "démocratie" sont pour, les partisans, même hésitants, de l'insurrection, contre. Sur proposition de Trotsky, le comité central décide par 9 voix contre 8 de ne pas y participer. Les adversaires de l'insurrection protestent : les "voix se sont partagées à égalité", il faut transmettre la décision définitive à une conférence réunissant le comité central et les représentants du Parti bolchevique... désignés par Kerenski au Préparlement ! Cette conférence repousse le boycott par 77 voix contre 50. De sa retraite Lénine proteste : "Il faut boycotter le Préparlement. Il faut se retirer dans les soviets(...), dans les syndicats(...), dans les masses. Il faut les appeler à la lutte (...). Trotsky était pour le boycott. Bravo, camarade Trotsky !"

Le 23 septembre, jour de l'ouverture solennelle du Préparlement, le Comité exécutif du soviet de Petrograd élit Trotsky à sa présidence. Devant l'effondrement patent du régime, le 5 octobre la fraction bolchevique du Préparlement revient sur sa décision initiale ; à l'unanimité moins la voix de Kamenev, elle décide de quitter cet organisme croupion et charge Trotsky de lire une déclaration de rupture.

Le 7 octobre, Trotsky monte à la tribune du Préparlement, accuse la droite de provoquer les révoltes paysannes et de susciter la guerre civile, réclame « tout le pouvoir aux soviets » et annonce le départ des bolcheviks où chacun voit la première annonce du choc prochain.

(5) Le gouvernement provisoire avait annoncé la convocation de l'Assemblée constituante dans une déclaration du 2 (15) mars 1917 ; les élections avaient été fixées, par un décret du gouvernement provisoire en date du 14 (27) juin, au 17 (30) septembre 1917. Cependant, en août, le gouvernement provisoire avait reporté les élections au 12 (25) novembre 1917.

Les élections à l'Assemblée constituante eurent lieu à la date fixée, le 12 (25) novembre 1917, après la révolution d'Octobre. Elles se firent d'après les listes dressées avant la révolution et en accord avec le règlement adopté par le gouvernement provisoire. L'Assemblée constituante fut convoquée par le gouvernement des soviets le 5 (18) janvier 1918 à Petrograd. Sa majorité S-R de droite ayant repoussé la « Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité » proposée par le Comité exécutif central de Russie, et de reconnaître le pouvoir des soviets, et se prononçant pour la poursuite de la guerre sous le masque d'une conférence des socialistes de tous les pays (dont les pays en guerre où les divers socialistes siègent dans leur propre gouvernement chargé d'organiser la guerre ou le soutiennent) pour bavarder sur la paix. L'Assemblée constituante, fut dissoute le 6 (19) janvier 1918, par décision du Comité central exécutif des soviets de Russie.

(6) Cf. F. Engels, *Révolution et contre-révolution en Allemagne*. Cet ouvrage fut écrit par Engels et publié en 1851-1852, sous forme d'une série d'articles, dans le journal *New York Daily Tribune*. Les articles furent signés par Marx. Celui-ci avait eu l'intention d'écrire lui-même quelque chose sur le sujet, mais absorbé par ses recherches économiques, il confia ce thème à Engels.

Présentation d'Arbouzova

Au lendemain de l'échec des manifestations des 3 et 4 juillet, à l'aube du 5 juillet, un détachement d'élèves officiers (dits junkers) saccage le palais Ksechinskaia où, depuis mars, siègent les bolcheviks, les en expulse, puis saccage le local de la *Pravda*, que Lénine a quitté une demi-heure plus tôt, ce qui lui sauve la vie. Un autre détachement perquisitionne son appartement. Dépités de ne pas le trouver, les junkers embarquent Kroupskaia, Elizarov (le mari d'Anna Oulianova, la sœur de Lénine), qui ressemble vaguement à Lénine, et la femme de ménage, incapable de donner le nom de son patron. Les trois sont bientôt relâchés. Le gouvernement interdit la *Pravda*, puis lance un mandat d'arrêt contre Zinoviev et Lénine, accusés d'être des « agents allemands » par l'ancien bolchevik Alexinski devenu un agent des services de renseignements français et accessoirement roumains. Lénine déclare à Trotsky : « *Maintenant, ils vont nous fusiller tous. C'est le bon moment pour eux.* »

Lénine et Zinoviev doivent-ils se livrer à la justice ? Lénine exige des garanties que les dirigeants du soviet s'affirment incapables de donner. Le comité exécutif des soviets ouvriers-soldats et paysans désigne une commission d'enquête sur les accusations portées contre les dirigeants bolcheviks. Le 6 juillet à midi, Staline demande par lettre à deux dirigeants S-R de fixer une heure pour l'interrogatoire de Lénine, Zinoviev et Kamenev, accusé, lui, d'avoir été un agent de l'Okhrana. Le 7 juillet au matin, la Douma municipale informe Kamenev du lieu fixé. La commission ne vient pas. Lénine tire la leçon de cet étrange épisode. Dans un court texte expliquant son refus de se présenter au tribunal, il affirme que la Russie se trouvant alors sous un régime de dictature militaire, sa convocation est un acte de guerre civile et non un épisode judiciaire. La dictature militaire ne se mettra pas en place, mais la prudence de Lénine était justifiée : l'officier chargé de l'interpeller demande au général commandant la circonscription de Petrograd dans quel état il veut réceptionner le prisonnier. Le général lui répond : « *Les détenus font souvent des tentatives d'évasion...* »

La contre-révolution se déchaîne un instant. Le 19 juillet, quelques dizaines de membres de la moribonde Douma se réunissent pour établir et publier une liste des noms originels – en majorité juifs – d'une trentaine de dirigeants mencheviks, S-R et bolcheviks du soviet de Petrograd, qu'ils appellent par dérision « *le soviet des écrevisses et des chiens* » (mêmes initiales que soviet des députés et soldats en russe). Les mésaventures de l'ouvrière Arbouzova reflètent cette situation. La crise économique et sociale s'amplifie et s'accélère. Le chômage galope. En juillet et août, 366 entreprises ferment leur porte : 90 000 ouvriers sont licenciés à Petrograd, 200 puits de mine sont fermés dans le Donbass, la moitié des entreprises de l'Oural sont en panne. Des ouvriers touchés par la propagande présentant Lénine et Zinoviev comme des agents allemands se détournent un moment des bolcheviks. Mais la roue tourne vite. Le monarchiste Gautier le pressent en notant dans son journal dès le 8 juillet : « *Les bolcheviks sont le vrai symbole du peuple.* » Les journées de juillet n'offrent qu'un sursis à un régime moribond.



Anna Arbouzova

Octobre à l'usine de canons de Petrograd*

Pendant la guerre, l'usine de canons était une usine de paysans. Le chiffre global de travailleurs était de 20 000 ; la cellule du parti comprenait 35 membres. L'usine fabriquait des détonateurs ; le nombre des travailleurs avait considérablement cru à cause de la guerre (en temps de paix, l'usine employait environ 500 ouvriers).

En 1917, les ouvriers étaient très fortement influencés par les S-R de droite ; les mencheviks avaient moins de succès. Le premier comité d'usine fut constitué presque exclusivement par des S-R et des mencheviks.

Les S-R ne reculaient pas devant les moyens d'agitation les plus infâmes et invitaient, en même temps, à l'usine leurs meilleurs orateurs. Ainsi, au début du printemps, le ministre Pechekhonov et d'autres personnalités vinrent s'adresser aux travailleurs.

Extérieurement, le meeting était organisé de façon admirable : les ouvriers ne travaillèrent pas pendant toute la journée et des lèvres ministérielles coulèrent des discours d'une beauté angélique.

Les ouvriers détestaient alors vigoureusement les bolcheviks. Ils achetaient rarement la *Pravda* et, dans les réunions, votaient toujours pour les motions S-R. Les assemblées générales étaient agitées, l'auditoire se divisait en fractions et les camarades de la cellule communiste parvenaient très rarement à se faire élire au présidium. Une fois les mejraiontsy et les bolcheviks réussirent à faire passer, en assemblée générale, une résolution exigeant la publication immédiate des traités secrets. « *Camarades*, dit le S-R

Soloviev, *si vous votez cette résolution, nous démissionnons aujourd'hui même du comité d'usine !* » La résolution fut votée à une écrasante majorité. Le lendemain, les S-R se répandirent dans les ateliers (il y avait 12 ateliers dans l'usine) pour effrayer les ouvriers en leur déclarant qu'ils démissionneraient du comité d'usine et en leur démontrant que la veille ils avaient commis un crime. Ils réussirent à faire adopter par les ouvriers une résolution de soutien au gouvernement provisoire. Après le meeting tenu dans leur atelier, les femmes du 4^e atelier émirent le désir de me jeter dans les flammes de la forge.

« *Nos hommes versent leur sang sur le front, et vous, vous travaillez pour les Allemands !* », criait la troupe excitée des femmes-soldats qui s'avançaient vers moi en brandissant le poing.

Le lendemain, au travail, une troupe de femmes inconscientes dirigées par une S-R dont j'ai oublié le nom m'entoura près de mon établi. La S-R s'égosillait en martelant du poing sa poitrine ardente : « *Vous, les léninistes, vous êtes des espions allemands, il faudra vous jeter par les fenêtres des fabriques et des usines !* » La foule excitée des ouvrières exprimait son indignation à l'égard des « *espions allemands* ».

Un autre S-R de cette bande exigea que je réponde à la question suivante : « *Lénine, l'espion allemand, vit dans la libre Russie sous le nom de Lénine, alors que son vrai nom est Oulianov. Pourquoi ?* »

(1) *Proletarskaia Revoloutsia*, n° 5 (17), pp. 53-67.

L'atmosphère à l'usine était sinistre. Les ouvriers, empoisonnés par la propagande, étaient prêts à user de violences physiques contre moi; on ne parlait dans tous les coins que des léninistes et du wagon d'or allemand.

Un jour d'été, Lénine vint prononcer un discours chez nous. C'était un dimanche. Le comité d'usine ne lui avait pas permis de prendre la parole sur le territoire de l'usine. Le meeting fut organisé en dehors (là où se trouvent aujourd'hui les baraquements). Je le revois encore dans son costume gris, tête nue, sa calvitie luisant sous le soleil : le chef des travailleurs parle, grimpé sur une télégue à deux roues.

Il parla longtemps et produisit sur les travailleurs une vigoureuse impression.

Je vis des femmes assises pleurer pendant son discours. Au moment des questions, il reçut le petit billet suivant : « *Alors, frère, combien d'or as-tu rapporté d'Allemagne ?* » Il le lut, le transmit au présidium qui en donna la lecture à l'auditoire. Les ouvriers criaient : « *C'est une honte, il ne faut pas répondre !* »

A partir des manifestations de juillet, les meilleurs communistes commencèrent à venir chez nous et l'attitude des ouvriers à l'égard des bolcheviks changea profondément.

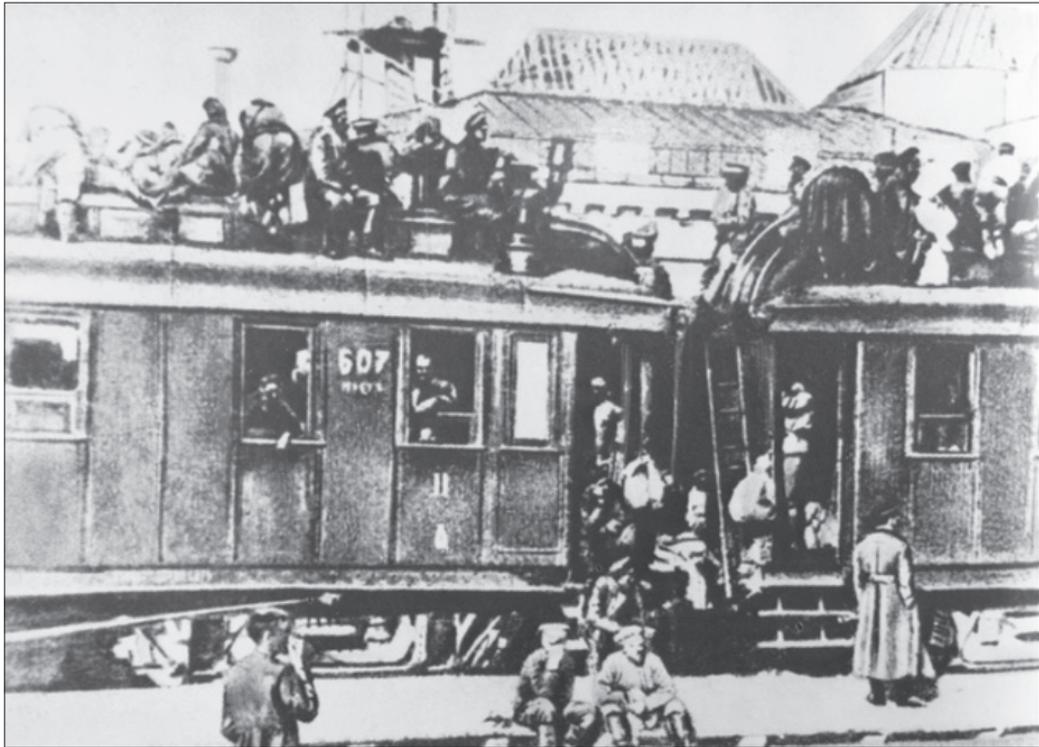
Longtemps avant octobre, les secondes élections au comité d'usine donnèrent la majorité aux bolcheviks.

* *Krasnaia Letopis*, n° 6, pp. 175-176

Comment vit le peuple russe en 1917 ?



File d'attente devant un magasin d'alimentation. DR



La désorganisation des transports. DR

<p>№ МОСКВА, МОСКОВСКИЙ ГОРОДСКОЙ ПРОДОВОЛЬСТВЕННЫЙ КОМИТЕТЪ</p> <p>КАРТОЧКА. НА ХЛѢБЪ или МУКУ на ОДНО лицо за августъ 1917 года.</p> <p>Владѣлецъ карточки: Фамилія, имя и отчество <i>Васильевъ Иванъ Антоновичъ</i></p> <p>Адресъ <i>Калужскій 2</i></p> <p>1) Передача карточки воспрещается. 2) Купоны карточекъ даютъ предъявителю ихъ право на приобретение указываемаго въ нихъ числа пачекъ хлѣба или муки. 3) Безъ предъявленія карточки купоны ея не действительны. 4) Купоны действительны лишь на то число мѣсяца, которое на нихъ обозначено.</p>	хлѣбъ	хлѣбъ	хлѣбъ	хлѣбъ	хлѣбъ	
	1	1	1	1	1	
	26 авг.	21 авг.	16 авг.	11 авг.	6 авг.	
	хлѣбъ	хлѣбъ	хлѣбъ	хлѣбъ	хлѣбъ	хлѣбъ
	1	1	1	1	1	1
	27 авг.	22 авг.	17 авг.	12 авг.	7 авг.	2 авг.
	хлѣбъ	хлѣбъ	хлѣбъ	хлѣбъ	хлѣбъ	хлѣбъ
	1	1	1	1	1	1
	28 авг.	23 авг.	18 авг.	13 авг.	8 авг.	3 авг.
	хлѣбъ	хлѣбъ	хлѣбъ	хлѣбъ	хлѣбъ	хлѣбъ
	1	1	1	1	1	1
	29 авг.	24 авг.	19 авг.	14 авг.	9 авг.	4 авг.
	хлѣбъ	хлѣбъ	хлѣбъ	хлѣбъ	хлѣбъ	хлѣбъ
	1	1	1	1	1	1
31 авг.	30 авг.	25 авг.	20 авг.	15 авг.	10 авг.	
хлѣбъ	хлѣбъ	хлѣбъ	хлѣбъ	хлѣбъ	хлѣбъ	

Carte de rationnement individuelle pour le pain ou la farine en août 1917. Le comité de ravitaillement de la ville de Moscou. DR

Les léninistes et les korniloviens

(éditorial du quotidien menchevik *Rabotchaia Gazieta* du 8 octobre 1917)

« **L**es léninistes et les korniloviens commencent à passer des mots aux actes. Comme s'ils exécutaient un plan commun unique, comme s'ils agissaient sur les ordres d'un centre unique, mais par des voies différentes, de deux côtés, le même jour, ils déclenchent une offensive décidée contre la République russe et ses organes provisoires.

Les numéros d'hier de *Rabotchi Pout* (1) et de *Novaia Rous* (2) arrachent de leurs visages les derniers masques et appellent ouvertement à l'insurrection. Il n'y a pas le moindre doute que les bolcheviks, s'ils se laissaient prendre au piège des illusions constitutionnelles, de la "foi" dans la convocation de l'Assemblée constituante, de l'"attente" du congrès des soviets, etc., il n'y a pas de doute que de tels bolcheviks se révéleraient de pitoyables traîtres à la cause du prolétariat. Car l'internationalisme ne se manifeste pas dans les phrases, dans l'expression de la solidarité, dans des résolutions, mais dans l'**action** » (les mots soulignés le sont dans *Rabotchi Pout*).

Voilà ce qu'écrivit Lénine. En correspondance avec ces lignes, les bolcheviks, qui hier encore avaient désigné leur représentant au présidium du Préparlement (3), déclarent dans l'éditorial du même numéro de *Rabotchi Pout* : « Les billets d'entrée dans cette réunion de laquais nous sont aussi proposés à nous, les bolcheviks. Nous les avons jetés au visage des korniloviens et des demi-korniloviens choisis au petit bonheur pour se présenter comme "une représentation de la démocratie". »

Ainsi, les bolcheviks quittent le « Conseil de la République russe » (4) et appellent à passer « des phrases » à l'action, car ils ne veulent plus supporter « les korniloviens et demi-korniloviens », c'est-à-dire le gouvernement provisoire et les organismes de la démocratie révolutionnaire.

Et voici ce qu'écrivent le même jour les véritables, authentiques korniloviens de *Novaia Rous*, qui se moquent eux aussi du « bredparlement » et du « bredgouvernement » (5). Ils qualifient Kerenski d'imposteur et attendent le salut de la Russie de Kornilov : « *La Russie va vers son salut en une grande crue. Elle enjambe toutes les formes. Déjà un second gouvernement se constitue ouvertement à Moscou, où se rassemblent des Russes ; le peuple organise lui-même son propre centre, que l'actuel "bredgouvernement" de Petrograd, le gouvernement de Kerenski, s'est montré si impuissant à organiser. Moscou réclame pour elle Kornilov et vous finirez par lui donner, n'attendez pas à la Russie.* »

A l'évidence, et les léninistes et les korniloviens considèrent que le terrain est suffisamment prêt pour passer des « mots » à l'« action ». Lénine qualifie même de traîtres les bolcheviks qui sont d'accord pour attendre le congrès des soviets, c'est-à-dire attendre jusqu'au 20 octobre. Et la « foi en l'Assemblée constituante » est considérée également criminelle, et chez les léninistes de *Rabotchi Pout* et chez les korniloviens de *Novaia Rous*.

Le terrain est suffisamment prêt. Les bolcheviks, pour accentuer leur ressemblance avec les korniloviens, sont même

devenus patriotes et accusent le gouvernement d'être prêt, avec le soutien des mencheviks et des S-R, à livrer Petrograd aux Allemands. Et les agitateurs bolcheviks douteux de deuxième rang lâchent même dans la foule des rumeurs pogromistes accusant les mencheviks et les S-R « *d'avoir vendu la Russie aux Allemands* ».

Les bolcheviks considèrent que le terrain est assez prêt et ne sont pas d'accord pour « attendre » plus longtemps. Mais les korniloviens eux aussi considèrent que le moment est mûr pour des actions décisives. Et les bolcheviks – une nouvelle fois ! – tout en nous qualifiant hypocritement de « demi-korniloviens » travaillent pour les **authentiques** korniloviens et travaillent en faveur de la véritable contre-révolution.

La première tentative bolchevique d'« intervenir » fera sortir tous les pogromistes et tous les hooligans, toutes les forces cachées de la contre-révolution.

Et dans le chaos général de l'anarchie et de la guerre civile, sous les coups de l'ennemi qui s'avancera sur Petrograd, la Russie épuisée se jettera dans les bras de n'importe quel Bonaparte domestique, de n'importe quels Minine et Pojarski (6) dont *Novaia Rous* annonce déjà l'avènement.

Est-ce à cela que les léninistes veulent aboutir ?

Notes de la rédaction

(1) Nouveau nom de la *Pravda* interdite après les journées de juillet.

(2) Quotidien d'extrême droite.

(3) Organisme fabriqué par Kerenski pour tenter de donner une assise à son gouvernement provisoire.

(4) Autre organisme fantôme fabriqué par ce dernier peu avant le Préparlement et dont Kerenski avait lui-même désigné tous les membres, choisis, entre autres, en fonction de leur position en faveur de la guerre.

(5) Jeu de mot sur « pre » et « bred », « bred » vient du verbe « bredit » qui veut dire « délirer ».

(6) Héros légendaire du combat des Russes pour se libérer de la domination polonaise en 1612-1613.



Kornilov et son état-major. D.R.

Réunion du comité central du Parti bolchevique

10 octobre 1917

Lénine constate que depuis le début du mois de septembre une certaine indifférence se manifeste à l'égard du problème de l'insurrection. C'est pourtant inadmissible, si nous lançons sérieusement le mot d'ordre de la prise du pouvoir par les soviets. C'est pourquoi il aurait fallu depuis longtemps déjà nous occuper du côté technique de ce problème. Nous avons maintenant perdu, manifestement, un temps considérable.

Néanmoins le problème se pose en termes très aigus et le moment décisif approche (...).

Les 3-5 juillet, si nous avons engagé une action décisive, elle aurait échoué, car la majorité n'était pas avec nous. Depuis lors, notre ascension se poursuit à pas de géants.

L'absentéisme et l'indifférence des masses peuvent s'expliquer par le fait que les masses sont lassées des paroles et des résolutions.

Nous avons maintenant la majorité pour nous. Politiquement, la situation est tout à fait mûre pour la prise du pouvoir.

Le mouvement agraire va aussi dans ce sens car il est clair que des forces héroïques seraient nécessaires pour étouffer ce mouvement. Le mot d'ordre du partage de toutes les terres est devenu le mot d'ordre universel des paysans. Ainsi, la situation politique est mûre. Il faut parler de l'aspect technique. Là est toute la question. Cependant, à l'instar des défenseurs, nous sommes enclins à considérer la préparation systématique du soulèvement comme une sorte de péché politique.

Il est absurde d'attendre jusqu'à l'Assemblée constituante qui manifestement ne sera pas de notre côté ; cela signifierait compliquer notre tâche (...).

Ouritski constate que nous sommes faibles non seulement du point de vue technique, mais encore dans tous les autres secteurs de notre travail. Nous avons adopté une foule de résolutions. Mais nous n'avons entrepris aucune action décisive. Le soviet de Petrograd est désorganisé, il n'y a que peu de meetings, etc.

Sur quelles forces nous appuyons-nous ?

Les ouvriers de Petrograd disposent de 40 000 fusils, mais cela ne résout pas le problème : ce n'est rien.

Après les journées de juillet, la garnison ne peut inspirer de grands espoirs. Mais en tout cas, si nous nous orientons vers l'insurrection, il faut faire quelque chose d'effectif qui aille dans ce sens. Il faut se décider à des actions déterminées.

On prend la décision suivante :

« *Le comité central reconnaît que tant la situation internationale de la révolution russe (le soulèvement dans la flotte allemande, comme signe extrême de la poussée, dans toute l'Europe, de la révolution mondiale socialiste, puis la menace de paix des impérialistes, qui aurait pour but d'étouffer la révolution en Russie), que la situation militaire (la décision indubitable de la bourgeoisie russe et de Kerenski et Cie de livrer Petrograd aux Allemands), que le fait que le parti prolétaire ait conquis la majorité dans les soviets, tout cela en rapport avec le soulèvement paysan et avec le fait que la confiance populaire aille à notre parti (élections à Moscou) et, enfin, la préparation évidente d'une deuxième émeute korniloviste (retraite des troupes de Petrograd, acheminement des cosaques vers Petrograd, encercllement de Minsk par des cosaques, etc.),*

tout cela place à l'ordre du jour le soulèvement armé.

« Reconnaissant ainsi que le soulèvement armé est inévitable et qu'il est arrivé à un stade de pleine maturité, le comité central propose à toutes les organisations du parti de se guider dans ce sens et de considérer et de résoudre de ce point de vue toutes les questions pratiques (congrès des soviets de la région du Nord, retraite des troupes de Petrograd, intervention des Moscovites et de la population de Minsk, etc.). »

10 membres se prononcent pour la décision, 2 contre.

Le camarade Dzerjinski propose de créer, pour assurer la direction politique dans les jours à venir, un bureau politique constitué de membres du comité central.

Après un échange de vues, la proposition est acceptée. Le bureau politique est créé et comprend 7 camarades (comité de rédaction + deux personnes + Boubnov).

On pose ensuite la question de la création du bureau politique du comité central. On a décidé de former le bureau avec les 7 camarades suivants : Lén(ine), Zin(oviev), Kam(enev), Tr(otsky), Stal(ine), Sok(olnikov), Boub(nov).



Le gouvernement de Kerenski fait tirer sur une manifestation - Perspective Nevsky, juillet 1917.
D.R.

Motion adoptée par les travailleurs de l'usine Poutilov le 11 octobre 1917*

1. Nous, travailleurs de l'usine Poutilov, nous exigeons le passage de tout le pouvoir au soviet des délégués ouvriers, soldats et paysans.
2. Nous exigeons l'armistice sur tous les fronts.
3. Nous exigeons que la paix soit proposée à toutes les puissances combattantes sur des principes démocratiques.
4. Nous exigeons que les terres appartenant aux propriétaires fonciers, à l'Etat, aux grands féodaux et à l'Eglise soient immédiatement remises entre les mains des comités paysans.
5. Nous exigeons le contrôle immédiat sur la production.
6. Nous exigeons la convocation immédiate d'un congrès panrusse des soviets.
7. Nous exigeons la libération immédiate de tous les membres des comités agraires, arrêtés par les commissaires du gouvernement puis emprisonnés.
8. Nous exigeons la libération immédiate de tous ceux que l'on a arrêtés pour l'affaire politique du 3-5 juillet et qui languissent dans les prisons de la République.
9. Nous protestons contre l'éloignement des troupes de la garnison de Petrograd ; nous exigeons que la garnison de Petrograd soit équipée de toutes les sortes d'armement ; nous exigeons aussi l'armement de toute la classe ouvrière révolutionnaire pour assurer la défaite de l'ennemi de la révolution dans notre pays et aussi contre l'ennemi au-dehors de nos frontières, contre le Kaiser allemand.
10. Nous nous associons pleinement à toutes les décisions du soviet ! Vive le soviet !
Tout le pouvoir au soviet !

* Cité par Piontkovski, *Anthologie sur l'histoire de la révolution d'Octobre*, Moscou, 1926, p. 184.



Rassemblement à l'usine Poutilov pour les élections au soviet de Petrograd 1917. D.R.

Les bolcheviks et le préparlement

Kerenski convoque à Moscou, du 14 au 21 septembre, une conférence dite, par antiphrase, démocratique, désignée par lui, assemblée croupion avatar d'une Assemblée constituante dont il repousse l'élection à des lointains indécis. Lénine, du fond de sa retraite, exige que soit mise à l'ordre du jour l'insurrection armée. Kamenev s'y oppose, la majorité du comité central y est hostile et, apeurée, décide, par 6 voix contre 4 (dont Trotsky) et 6 abstentions, de tout faire pour empêcher toute manifestation dans les casernes et les usines, c'est-à-dire de ne rien faire. La conférence dite démocratique décide de désigner un Préparlement permanent qui doit s'ouvrir le 23 septembre. Les bolcheviks doivent-ils y participer ? Le comité central en débat le 21 : les partisans d'un parti d'opposition au sein de la « démocratie » sont pour, les partisans, même hésitants, de l'insurrection, contre. Sur proposition de Trotsky, le comité central décide, par 9 voix contre 8, de ne pas y participer. Les adversaires de l'insurrection protestent : les « voix se sont partagées à égalité », il faut transmettre la décision définitive à une conférence réunissant le comité central et les représentants du Parti bolchevique... désignés par Kerenski au Préparlement ! Cette conférence repousse le boycott par 77 voix contre 50. De sa retraite, Lénine proteste : « *Il faut boycotter le Préparlement. Il faut se retirer dans les soviets (...), dans les syndicats (...), dans les masses. Il faut les appeler à la lutte (...). Trotsky était pour le boycott. Bravo, camarade Trotsky !* »

Le 23 septembre, jour de l'ouverture solennelle du Préparlement, le Comité exécutif du soviet de Petrograd élit Trotsky à sa présidence. La courbe de la production économique s'effondre, celle des prix grimpe, celle des grèves galope. Devant cet effondrement patent du régime, le 5 octobre, la fraction bolchevique du Préparlement revient sur sa décision initiale ; à l'unanimité moins la voix de Kamenev, elle décide de quitter cet organisme croupion et charge Trotsky de lire une déclaration de rupture.

Le 7 octobre, Trotsky monte à la tribune du Préparlement, accuse la droite de provoquer les révoltes paysannes et de susciter la guerre civile et réclame « *tout le pouvoir aux soviets* ». Le bolchevik Bontch-Brouievitch, comme d'autres, y entend les mots « *insurrection armée* » et « *prise du pouvoir* », qui n'y figurent pourtant pas... mais que tout le monde déduit de son discours.

Bontch-Brouievitch

Trotsky au Préparlement *

Je me rappelle l'une des réunions du Préparlement où j'étais assis dans les galeries au milieu de la foule des ouvriers et où pour la première fois le camarade Trotsky prononça les mots d'« insurrection armée ». Léon Davidovitch parlait avec un grand enthousiasme, il exposait avec une parfaite franchise le point de vue bolchevique, sous les hurlements incroyables des mencheviks. La situation était particulièrement tendue parce que la salle était remplie de gardes blancs, et pourtant, Léon Davidovitch réussit à dominer son auditoire. Dans un silence profond, il martela les mots d'ordre révolutionnaires, il expliqua que la seule issue était la prise du pouvoir.

Dans la galerie, un frisson énorme secoua la foule : on sentit soudain que les paroles de Trotsky reflétaient non seulement les décisions du comité central, mais qu'elles étaient l'expression réelle de l'état d'esprit des masses elles-mêmes ! Ces mots d'ordre agissaient si fortement sur les masses qu'alors arrivèrent quelques camarades qui vinrent nous dire qu'il suffisait de prononcer quelques mots pour que se répètent les journées de Juillet.

* « Souvenirs sur la révolution d'Octobre », *Proletarskaia Revoloutsia*, octobre 1922, pp. 67-68.



Vladimir Dmitrievitch
BONTCH-BROUIEVITCH,
militant bolchevik (1873-1955). D.R.



Trotsky

Souvenirs sur les journées d'Octobre (1)

[*En l'honneur du troisième anniversaire de la révolution, un certain nombre de dirigeants des journées d'Octobre à Petrograd se réunirent le 7 novembre 1920 pour évoquer leurs souvenirs. Le sténogramme de leurs discussions fut publié peu après dans le numéro d'octobre 1922 de la revue Proletarskaia Revoloutsia. Étaient présents : Olminski, Kobezev, Smirnov, Deiman, Bogolepov, Kosmine, Kozlovski, Lozovski, Sadovski, Trotsky, Bontch-Brouevitch, Trotskaia, Podvoiski, Lozovskaia, Elizarova, Lejava, Krassikov, Demian Biedny.*]

Je commencerai mes souvenirs par la session de la section des soldats du soviet de Petrograd (je ne me souviens plus précisément s'il s'agissait du présidium de la section des soldats ou du comité exécutif du soviet de Petrograd). A cette réunion, il nous fut communiqué que l'état-major de la région exigeait des troupes pour le front, environ un tiers des régiments de la garnison de Petrograd. (Il s'agissait manifestement d'une réunion du comité exécutif. Il y avait là le S-R de gauche Verba [2], et des nôtres, Mekhonochine et Sadovski.) Dès que cette exigence nous fut communiquée, nous chuchotâmes entre nous que l'état-major cherchait à éloigner les régiments les plus révolutionnaires, les régiments bolcheviques de Petrograd. Nous devions donc utiliser de toutes les façons possibles cette intention puisque nous avions déjà réglé le problème de l'insurrection armée. Nous déclarâmes que nous étions prêts à nous soumettre à cette exigence si elle était suscitée par des besoins militaires,

mais qu'il nous fallait auparavant vérifier s'il n'y avait là nulle trace d'esprit kornilovien. Et nous décidâmes d'exiger la création d'un organe capable de vérifier du point de vue militaire si cette décision était suscitée par un besoin militaire ou bien si elle était d'ordre politique.

La section des soldats était l'organe politique de la garnison et n'était donc pas adaptée à cette tâche. Aussi, pour effectuer cette vérification nous mêmes sur pied une sorte de contre-état-major, un organisme purement militaire. Les mencheviks nous demandèrent alors si la création de cet organisme ne signifiait pas que nous rompions les liens avec l'état-major de la région de Petrograd. Nous répondîmes que non : nous y maintenons notre représentant ! A cette réunion assistait le S-R de gauche Lazimir (il mourut ensuite sur le front Sud), un jeune camarade qui travaillait dans les services de l'intendance de la vieille armée. C'était l'un des S-R de gauche qui avait d'emblée marché avec nous. A cette réunion, il nous soutint. Ainsi, l'idée de la création d'un Comité militaire révolutionnaire paraissait venir non pas de nous, mais d'un S-R de gauche. Les vieux mencheviks, rompus aux problèmes politiques, commencèrent à dire que cela n'avait qu'un sens : la préparation de l'insurrection armée.

(1) *Proletarskaia Revoloutsia*, n° 10, octobre 1922, pp. 52-55.

(2) Sous la pression du mouvement paysan, une aile gauche qui allait bientôt se constituer en parti distinct se constitua dans le parti S-R au début de l'été 1917, dirigée par Spiridinova, Kamkov, Prochian, Karéline.

Il y avait là un vieux menchevik éminent, ancien membre du comité central, qui nous attaqua avec une vigueur particulière (3). Nous proposâmes à Lazimir d'ébaucher un projet de Comité militaire révolutionnaire, ce à quoi il se mit aussitôt. Se rendait-il compte qu'il s'agissait d'un complot, ou bien réfléchissait-il seulement l'état d'esprit révolutionnaire informe de l'aile gauche des S-R, je n'en sais rien. Je penche plutôt pour la deuxième solution. En tout cas, il prit sur lui ce travail alors que les autres S-R de gauche adoptaient à l'égard de ce projet une attitude de circonspection et de suspicion, sans apparemment chercher à le détourner de cette entreprise.

Lorsque Lazimir présenta son projet, nous le corrigâmes en cherchant à marquer de toutes les manières le caractère révolutionnaire et insurrectionnel de la déclaration annonçant la création du Comité militaire révolutionnaire. Le lendemain soir, nous la présentâmes au soviet de Petrograd, qui l'accepta.

C'est l'Organisation militaire des bolcheviks qui souleva le problème de la création du Comité militaire révolutionnaire. Au mois de septembre 1917, lorsque l'Organisation militaire discuta le problème du soulèvement, elle en vint à conclure qu'il était nécessaire de constituer un organe de direction du soulève-

ment relevant du soviet et non du parti. Je fis part de cette décision au camarade Lénine. Le moment était pour nous particulièrement favorable (...).

Quant au Comité militaire révolutionnaire lui-même, si vous m'en demandiez la composition, je veux bien être pendu si je suis capable de vous l'indiquer, et pourtant, j'y ai joué un grand rôle. Mais le Comité militaire révolutionnaire se transforma en un bloc de trois partis et, au fond, chaque parti fournit des hommes et envoyait des auxiliaires pour remplacer les militants fatigués, de sorte que je ne puis établir qui en était officiellement membre (...).

En ce qui concerne l'armement, voici comment se présentait la situation. Le principal dépôt d'armes était l'usine de Sestroretsk. Lorsqu'une délégation d'ouvriers vint nous déclarer qu'il nous fallait des armes, je leur répondis : « *Mais l'arsenal n'est pas entre nos mains.* » Ils me rétorquèrent : « *Nous sommes allés à l'usine Sestroretsk.* » – « *Et alors ?* » – « *Ils nous ont dit que si le soviet l'ordonnait, ils nous donneraient des armes.* » Ce fut la première expérience : je signai un ordre de livraison de 5 000 carabines qui fut exécuté le jour même.

(3) Broïdo.



Meeting de Léon Trotsky à Petrograd (non daté). D.R.

Podvoiski

Lénine, les bolcheviks et l'insurrection

Quelques jours avant la mi-octobre, Lénine avait convoqué dans sa cachette B. I. Nevski, Antonov-Ovseenko, Racovski et Podvoiski pour se faire une idée définitive de la préparation de l'insurrection. Antonov-Ovseenko déclara qu'il n'avait pas les éléments nécessaires pour juger de l'état d'esprit de la garnison de Petrograd ; il est certain que la flotte se dressera au premier appel, mais il doute qu'elle puisse arriver à temps à Petrograd ! Nevski et Podvoiski indiquent que l'état d'esprit des troupes de la garnison était manifestement favorable à l'insurrection, mais qu'il fallait cependant repousser celle-ci de dix à quinze jours afin de poser le problème clairement et de se préparer techniquement de façon décidée à l'insurrection, d'autant que les troupes qui s'étaient manifestées en juillet (régiments Pavlovski, Grenaderski, Moskovski, premier régiment de réserve et d'autres) ont été dissous en partie et que la préparation à l'insurrection des autres régiments, auparavant réactionnaires, avait besoin de vérification (Preobajenski, Semenovski).

Podvoiski souligna aussi que Kerenski pouvait s'appuyer sur des bataillons spéciaux de marche ramenés du front et où les bolcheviks avaient mené une propagande insuffisante, détachements susceptibles d'empêcher le succès de l'insurrection jusqu'à l'arrivée de renforts du front, où il est toujours possible de trouver des troupes



N.I. PODVOISKY, dirige le journal bolchevique destiné aux soldats, la Soldatskaïa Pravda. D.R.

d'orientation réactionnaire. Nevski souligna que l'on pouvait être certain des marins d'Helsingfors et d'ailleurs, mais que le mouvement de la flotte vers Petrograd rencontrerait des difficultés colossales, car l'insurrection susciterait indubitablement l'opposition des officiers et leur arrestation; or on pouvait douter que les matelots qui les remplaceraient pourraient guider les navires

à travers les champs de mines et seraient capables de livrer combat aux portes de Petrograd.

En général, donc, tout le monde était d'accord pour repousser l'insurrection de quelques semaines et chacun recommandait d'utiliser ce délai pour préparer intensivement le soulèvement à Petrograd, en province et au front. Pour préparer l'armée et la province, on proposa d'envoyer des commissaires sur les fronts ainsi qu'à Moscou, Kiev, Ekaterinoslav, Saratov, Nijny, Iaroslavl, Tver, Toula, Kostroma, Minsk et autres localités pour y organiser des comités militaires révolutionnaires, pour leur communiquer les tâches de l'insurrection et les mesures qu'il faudrait prendre aussitôt après la prise du pouvoir dans la capitale et, en particulier, pour obtenir qu'après le succès de l'insurrection dans la capitale les décrets prévus sur la terre, la paix, la nationalisation et

le transfert des fabriques et des usines aux ouvriers ne soient pas dissimulés aux masses, mais largement diffusés afin de gagner la sympathie des masses à l'égard du nouveau pouvoir.

Tous ces arguments, cependant, ne convainquirent nullement Vladimir Ilitch. Il déclara que les décrets du nouveau pouvoir ne seront au fond que la confirmation de ce qui s'effectue déjà partiellement dans la réalité et donc les premières nouvelles sur le nouveau pouvoir ne feront que renforcer automatiquement ce que les localités et le front attendent depuis longtemps. Tout retard apporté à l'insurrection aboutira, dit-il, à ce que le gouvernement et les partis manifestement informés et

préparés à répondre à l'insurrection se prépareront plus encore pendant ce délai : « *Il est particulièrement important que le soulèvement ait lieu avant le congrès des soviets, ajoute-t-il, afin que ce congrès, quel qu'il soit, se trouve placé devant le fait accompli de la prise du pouvoir par la classe ouvrière et renforce aussitôt ce pouvoir.* »

« *L'organisation militaire du POSDR(b) et le Comité militaire révolutionnaire (1)* », in *Krasnaia Letopis*, n° 8, 1923, note p. 16.

(1) CMR : Comité militaire révolutionnaire.

L'activité du comité de Pétersbourg⁽¹⁾ du Parti bolchevique entre février et octobre 1917

par Jean-Jacques Marie

« *Pétersbourg n'existe pas en tant que localité distincte. Pétersbourg est le centre géographique, politique et révolutionnaire de toute la Russie. Toute la Russie observe de près la vie de Pétersbourg. Toute initiative prise à Pétersbourg apparaît comme un exemple pour toute la Russie* » (2). Ainsi s'exprimait Lénine lors d'une discussion du comité de Pétersbourg sur la nécessité ou non pour ce dernier d'avoir son propre journal en plus de la *Pravda* éditée par le comité central et diffusée pour l'essentiel à Pétersbourg et dans sa région...

C'est cette appréciation qui justifie cette brève étude sur l'activité du comité de Pétersbourg du Parti bolchevique en 1917. Son objet, strictement délimité, porte sur les questions d'organisation et de vie interne de ce comité (3) à une nuance près : cette étude est suivie de la traduction d'une réunion capitale du comité de Pétersbourg du 5 octobre qui discute de la lettre de Lénine appelant à préparer la prise du pouvoir.

Le prolétariat de Petrograd

Rappelons d'abord en quelques lignes les données essentielles sur le prolétariat de Petrograd où le Parti bolchevique est profondément enraciné. C'est ce qui empêche la police tsariste malgré rafles, arrestations, emprisonnements et agents provocateurs de démanteler le comité de Pétersbourg.

Au 1^{er} janvier 1917, il y a 393 000 ouvriers d'usine recensés à Petrograd, soit 150 000 de plus qu'en juillet 1914 : 233 000 dans la métallurgie, 60 % du total ; 44 000 (surtout des femmes) dans le textile, 40 000 dans l'industrie chimique, 26 000 papetiers et polygraphistes. Plus de 70 % travaillent dans des entreprises de plus de 1 000 ouvriers,

(1) Lors de la déclaration de guerre en juillet 1914, le gouvernement tsariste décida de débaptiser Pétersbourg, nom d'origine germanique, donné par Pierre le Grand à sa capitale, en Petrograd, nom russe. Le comité de Pétersbourg du parti bolchevique refusa de céder au chauvinisme dans ce domaine comme dans les autres et garda le nom de comité de Pétersbourg tout au long de l'année 1917, malgré certains de ses membres qui craignaient l'accusation de germanophilie.

(2) Lénine, *Œuvres*, 4^e édition, Paris-Moscou 1958, tome 24, p. 561.

(3) Bien d'autres problèmes mériteraient d'être étudiés : le comité de Pétersbourg et la milice ouvrière, le comité de Pétersbourg et la Garde rouge, le comité de Pétersbourg et le soviet de Petrograd, etc. Mais ils dépassent le cadre choisi. Toutes les citations des débats du comité de Pétersbourg sont extraites du volume *Pervy legalny PK bolchevikov v 1917 (Le premier comité de Pétersbourg légal des bolcheviks en 1917)*, Gosizdat, Moscou-Leningrad, 1927.

60 % dans des entreprises de plus de 2 000. L'usine Poutilov (dans le rayon de Narva) emploie 29 000 ouvriers, Troubotchni, dans le rayon de l'île Vassilievsky, près de 19 000... Ce prolétariat où prédominent les métallurgistes est donc très concentré et très jeune : un ouvrier sur quatre a entre 16 et 21 ans. Les métallurgistes sont concentrés dans les rayons de Vyborg-Narva, Vassilievsky, où le Parti bolchevique est le plus fort, le mieux organisé, le moins ébranlé par la répression : près de 85 % des ouvriers de Vyborg sont des métallurgistes. Plus d'un quart des métallurgistes de Russie travaillent à Petrograd, qui rassemble à elle seule près de 10 % de la classe ouvrière de l'empire...

Le comité de Pétersbourg a été pendant la guerre soumis à une répression qui a amené la police à se vanter à plusieurs reprises de l'avoir démantelé, d'avoir coupé ses liens, de l'avoir réduit à quantité négligeable... Avant même la déclaration de guerre, la police avait arrêté trente-trois responsables et militants de l'arrondissement de Vyborg, puis, du 5 au 7 juillet, vingt du comité de Pétersbourg et des comités d'arrondissement ; le 5 août, arrestation d'autres membres du comité et des comités d'arrondissement. Nouvelle série d'arrestations les 26 et 28 avril 1915 qui emporte seize responsables. La dernière série frappe le comité en cinq vagues successives, les 9, 10, 18 et 19 décembre 1916, puis, le 2 janvier 1917, où la police arrête dix membres du comité. En trois ans et demi, ce dernier a subi près de trente vagues d'arrestations qui l'ont parfois démantelé plus ou moins, paralysé quelques semaines, mais qui n'ont jamais – la répétition des rafles le prouve – pu empêcher les bolcheviks de Petrograd de reconstituer leurs organismes dirigeants. Un vieux bolchevik de l'usine Stary Lessner se souvient :

« Ils démantelaient les organisations du parti, ils arrachaient de nos rangs de nombreux camarades dirigeants. Le lien avec les organismes responsables du rayon et de Piter se rompait de temps à autre » (4). Mais il était toujours rétabli.

La saignée n'en était pas moins profonde : autour de 500 membres du comité de Pétersbourg, du bureau russe du comité central, qui siégeait dans la capitale, et de comités de rayon, ont été arrêtés

et emprisonnés ou déportés au cours des trois années et demi de guerre ; plusieurs centaines de militants – voire des milliers – ont été arrêtés et emprisonnés ou, lorsqu'ils étaient arrêtés dans le cours de grèves, envoyés à la caserne ou au front. Aussi les effectifs du Parti bolchevique ont-ils considérablement fléchi à Petrograd comme dans le reste de la Russie.

Combien de bolcheviks en février 1917 ?

A combien évaluer ses effectifs à la veille de la révolution de Février ? Les historiens soviétiques, depuis longtemps, répondent : 2 000 au moins. Ils s'appuient pour cela sur le rapport d'Ermakov, envoyé de Pétersbourg, au comité de Moscou en juin 1916. Ermakov affirme que le comité de Pétersbourg avait dans ses rangs 2 000 membres payant régulièrement leurs cotisations, dont 600 dans le seul arrondissement de Vyborg. Mais quand on sait que l'assemblée générale de l'arrondissement de Vyborg, à la mi-mars 1917, plus de deux semaines après la révolution triomphante, dans une période d'enthousiasme et de recrutement accéléré, ne rassemble que 232 militants, on a quelque raison de mettre en doute ce chiffre de 2 000... qui est exactement celui que donnent les sources sur le nombre de militants à Petrograd à la fin de la première semaine de mars 1917.

Certains donnent pourtant des chiffres plus élevés encore. Ainsi, l'un des membres du comité, Eremeiev, affirma qu'à Petrograd, « il y avait environ 5 000 bolcheviks organisés dans le parti » au moment de la révolution de Février (5). Un historien soviétique avait évalué en 1927 le nombre des membres du Parti bolchevique dans les quinze grandes agglomérations – le parti

(4) I. Gordienko, *Iz boievovo prochlavo* (1914-1918) (Souvenirs d'un passé de combat [1914-1918]), Moscou 1957, p. 36.

(5) *Dnevnik Revoljutsii Pravda 1917* (*Journal de la Révolution « Pravda 1917 »*), rééd. 1917, fascicule 1, p. XVII, cité par Mints, *Istoriia velikoyvo oktiabria* (*Histoire du Grand Octobre*), Moscou 1967, t. I, p. 319.

était alors inexistant dans les campagnes – à un chiffre entre 4 260 et 5 100 (K. Chelavine, *Rabotchii klass i VKP (b) Fevral'skoï Revolioutsii*, [La classe ouvrière et le Parti communiste russe dans la révolution de Février], Leningrad 1927).

Le recensement de 1922 donnait le chiffre de 10 483 membres avant la révolution de Février, et, en particulier, 817 à Petrograd (6). Mais ce chiffre est trompeur. Des milliers de militants et cadres des années 1902-1907 (entre autres parmi ceux qui avaient adhéré pendant la révolution de 1905) avaient quitté ensuite le parti pour n'y plus revenir avant 1917... et, parmi eux, des membres du comité central. Rappelons l'exemple de Krassine (7), membre du premier comité central et dirigeant de la fraction bolchevique du soviet de Petrograd jusqu'au retour de Lénine en 1905, qui s'éloigna du parti avec toute la fraction ultra-gauche en 1909, cessa toute activité politique ensuite et ne revint proposer ses services qu'un jour de décembre 1917 : le fait d'avoir adhéré avant 1917 ne signifie nullement que l'on militait en février 1917. L'académicien Mints, auteur d'une officielle et énorme *Istoriia Velikovo Oktiabria* publiée à Moscou en 1967, rappelant ces chiffres pour les juger insuffisants (sauf celui d'Eremeiev), affirme qu'il y avait, en juin 1916, « plus de 2 000 membres du parti à Petrograd » (8) et que, « dans la seconde moitié de 1916, le développement du parti s'était renforcé ». Il dénonce l'idée de compter « le nombre des membres du parti pendant la guerre au moyen du nombre de ceux qui se sont présentés après la victoire de la révolution de Février » (9).

Or Mints affirme le contraire ; comme les enregistrements des premiers jours de mars sont assez faibles, il assure :

« Il est difficile de supposer que, dans les premiers jours de la révolution, surtout au début de la campagne de calomnie contre les léninistes, des gens totalement neufs soient entrés dans le parti. Il faut supposer que la majorité d'entre eux avaient participé jusqu'alors à l'activité du parti et qu'après la révolution ils ont soit rétabli soit formalisé leur qualité de membre. Il ne faut pas confondre le nombre de ceux qui se sont présentés à la première réunion avec le nombre effectif de membres du parti » (10).

Ainsi Mints considère-t-il comme militants ceux qui payaient leur cotisation en janvier ou février 1917, ceux qui l'avaient payée avant (jusqu'à une date fort reculée dans le temps ; depuis 1902 ou 1903 peut-être !) et ceux qui *auraient pu la payer* s'ils n'en avaient été empêchés par des circonstances et des considérations diverses... ! Le fait qu'un bolchevik de 1913 (ou de 1914 adhère en mars 1917 ne permet pas de le comptabiliser comme militant en janvier et février 1917, même si alors – et c'est souvent le cas – il agit et intervient aux côtés des militants de son ancien et futur parti.

L'exemple de l'arrondissement de Vyborg

La *Pravda* des 7 et 18 mars 1917 a publié le rapport d'activité du comité de l'arrondissement de Vyborg qui indique un recrutement certain à compter d'octobre 1916 : ainsi, la cellule de l'usine Nobel a versé au comité d'arrondissement 6, 30 roubles de cotisation en octobre, 11 roubles en novembre, 22, 60 roubles en novembre, 43 roubles et 75 kopecks en décembre, l'usine Russo-Balt 16 roubles en octobre, 18 en novembre... (11). Mais

(6) L. B. Krassine (1870-1926), ingénieur très qualifié, avait milité clandestinement à partir de 1887 et avait été l'un des principaux dirigeants bolcheviques. Il avait abandonné le militantisme en 1908 et reprit du service en 1917. Il fut notamment ambassadeur à Paris.

(7) *Vserossiiskaia perepis tchlenov RKP 1922 goda* (Recensement panrusse des membres du PCR de 1922, fasc. 3, Moscou 1922, p. 21.)

(8) Mints, *op. cit.*, p. 319.

(9) *Ibidem*.

(10) *Ibidem*, p. 320. Souligné par nous (JJM).

(11) Il s'agit là d'entreprises de la métallurgie où les salaires mensuels vont, selon l'âge, l'ancienneté, la qualification, de 30 à 250 roubles. La cotisation au Parti bolchevique est de 0,5 % du salaire mensuel, plus, pour le nouvel adhérent, une cotisation d'entrée de 50 kopeks. La cotisation pour un métallurgiste peut donc aller de 50 kopecks à 10 roubles. Les bolcheviks ne recrutent évidemment guère dans la couche bien payée. Cela dit, les chiffres des recettes ne permettent guère de calculer le nombre réel d'adhérents.

on ne saurait extrapoler ces données – d’ailleurs difficiles à interpréter – à l’ensemble de l’organisation de Pétersbourg. L’arrondissement de Vyborg est le bastion du parti dans la capitale ; il n’a jamais été démantelé ; il a toujours préservé l’essentiel de ses cellules d’usine et le développement du mouvement gréviste, à compter d’octobre 1916, est particulièrement puissant à Vyborg comme dans l’arrondissement de Narva où se trouve l’usine Poutilov et celui de Vassilievsky où se trouve l’usine Troubotchni... ces trois sections du Parti bolchevique que la répression n’a jamais disloquées et qui constituent l’ossature du comité. Rien d’étonnant que le développement des grèves se traduise par des adhésions au parti qui a assuré une continuité sans faille et nourri politiquement ce mouvement.

Si l’on considère que cadres et militants libérés de prison les 27 et 28 reprennent aussitôt leur poste (ce qui est vérifié) et qu’il y en avait plusieurs centaines dans les prisons de Petrograd (Kresty, où se trouvaient de nombreux anciens membres du comité de Pétersbourg, la maison d’arrêt de la rue Chpalernaia où étaient internés ceux de ses dirigeants et des comités d’arrondissement arrêtés en 1916, dont V. Zalejsky [12], etc.), si l’on ajoute que, dès la première heure, il y eut une première vague de nouveaux adhérents (même s’il s’agissait d’anciens militants ayant abandonné à un moment ou un autre), en constatant qu’à la fin de la première semaine le comité de Pétersbourg avait comptabilisé 2 000 militants, on peut tenir pour probable que le nombre de militants effectifs organisés dans le comité de Pétersbourg à la fin de 1916 et au début de 1917, devait être de l’ordre du millier, voire un peu moins.

Une influence sans commune mesure avec le nombre des militants

Mais le réseau tissé au fil des ans, en particulier par l’activité ininterrompue au cours de la guerre, et surtout par la place qu’occupent les militants bolcheviques de Petrograd dans les grèves qui déferlent à

dater d’octobre 1916, permettent au comité d’avoir une influence sans commune mesure avec le nombre de ses militants. C’est pourquoi, malgré les illusions qu’un grand nombre d’ouvriers et de soldats entretiennent jusqu’en juillet à l’égard de la majorité des soviets (socialiste-révolutionnaire et menchevique) et malgré la campagne menée dès le début de mars 1917 contre les bolcheviks, le mouvement d’adhésion au comité est énorme et – à quelques exceptions près – constant : il compte 2 000 militants le 7 mars, 16 000 le 30 avril, 32 200 au début juillet, 35 000 à l’ouverture du VI^e Congrès bolchevique, au début août, 40 000 en septembre, presque 50 000 à la veille de la révolution d’Octobre.

Le comité a donc été confronté tout au long de ces huit mois à un gigantesque travail de construction et d’organisation qu’il a eu beaucoup de mal à mener à bien.

Les premiers pas

Le comité de Pétersbourg avait résisté mais reçu aussi des coups sévères et avait vu son activité désorganisée plusieurs fois. Il reprend en février 1915 la publication d’un organe clandestin, qui suppose évidemment une imprimerie clandestine. *Proletarski Golos (La Voix du prolétaire)* ne sort que quatre fois entre février 1915 et décembre 1916 ; encore le n° 4 a-t-il été en partie saisi par la police au cours d’une impression « en douce » par des ouvriers imprimeurs bolcheviques d’une imprimerie privée. Le comité réussit également à tenir, en juillet 1915, une conférence de ville de 50 militants déguisée en excursion dominicale dans la grande banlieue à Oranienbaum, mais il ne pourra rééditer cet exploit.

Les 9-10 et 18-19 décembre 1915, quatre descentes de police déciment le comité et son organisation matérielle : la police saisit cinq typographies clan-

(12) V. N. Zalejsky (1880-1957), dit Vladimir, professeur de physique, militant en 1902, avait passé des années en exil et en prison et avait été condamné à une lourde peine de prison en 1916. A partir de 1922 il se consacra à l’enseignement et à la recherche.

destines, deux équipements de matériel pour fabriquer de faux papiers, le n° 4 de *Proletarski Golos*, deux kilos de plomb préparé pour l'impression. Le coup est si sévère que, pour l'anniversaire du Dimanche rouge, le comité est incapable de diffuser le moindre tract. Seul le comité de Vyborg réussit à sortir un tract à un petit nombre d'exemplaires. Le comité est tout aussi incapable de publier le moindre tract à l'occasion de la Journée internationale des femmes du 23 février, qui va marquer le point de départ des journées révolutionnaires.

Un bureau russe au fonctionnement intermittent

De Suisse, Lénine maintient une correspondance avec le bureau russe du comité central qui est censé diriger l'activité du parti dans tout l'empire. Mais, décimé lui aussi par les arrestations, ce dernier ne fonctionne que par intermittence : de fin juillet à début novembre 1914, puis, après neuf mois d'interruption, de septembre 1915 à février 1916, puis, après une nouvelle interruption presque aussi longue, de novembre 1916 à la révolution de 1917. Il est alors constitué de Piotr Zaloutsky, Viatcheslav Molotov et Alexandre Chliapnikov (13), qui sont également une partie de la direction effective du comité de Pétersbourg.

Le comité, pour résister à la répression, ne s'est pas contenté de mettre en place une structure clandestine. Il use de toutes les possibilités légales. Ses militants sont très actifs dans les caisses de maladie et tous les organismes de mutuelle et assurance sociale. Il édite la revue légale *Voprossy Strakhovania (Questions d'assurance)*. Dès que les grèves commencent et que se créent les comités de grève, ses militants y jouent en général un grand rôle, ce qui leur vaut d'être fréquemment arrêtés, mais lui donne une autorité incontestée dans le prolétariat de la capitale, même dans les usines où il ne lui reste qu'un ou deux militants actifs.

Ce n'est pas un hasard si le signal de l'affrontement entre les masses et la

monarchie, le 23 février, est donné par les ouvrières du textile de Vyborg qui montent vers le centre de Petrograd aux cris de : « *A bas la guerre ! Du pain !* » Lorsque le 25, le gouvernement, qui a cru jusqu'alors n'avoir affaire qu'à des manifestations de mécontentement, décide de réagir brutalement, la police arrête dans la nuit du 25 au 26 deux collaborateurs du comité central et trois membres de la commission exécutive du comité de Pétersbourg. Ce dernier est démantelé et cinq de ses membres restés en liberté décident que le comité de l'arrondissement de Vyborg, dont le secrétaire, Tchougourine (14), est membre du comité de Pétersbourg, fera provisoirement fonction de comité de ville. Le 27 au matin, le comité de Vyborg organise d'ailleurs une réunion élargie où il rassemble une quarantaine de représentants de la plupart des usines de l'arrondissement. Mais Vyborg, quelle que soit son importance politique, est à la périphérie de la capitale, où la direction du parti se trouve en fait réduite aux trois membres du bureau russe du comité central, privés de leur secrétariat mis sous les verrous le 25 au soir...

Cette absence d'une structure centrale et centralisée explique que, dans l'après-

(13) P. A. Zaloutsky (1886-1938), cheminot S-R était devenu bolchevik en 1907 et avait travaillé en usine à Petrograd à partir de 1911. Arrêté, exilé, évadé en 1913, il était revenu clandestinement dans la capitale. Il fut membre de l'Opposition unifiée et fut fusillé en 1938. A. G. Chliapnikov (1884-1943), dit Belenine, avait commencé à militer en 1900 et rejoint le parti en 1901 ; il avait fait plusieurs années de prison et avait vécu en exil en France de 1908 à 1914. Muni de faux papiers, il était venu travailler en 1914 à l'usine Lessner et assurait la correspondance avec Lénine. Plus tard leader de l'Opposition ouvrière, il renonça au combat politique, fut néanmoins arrêté en 1937 et mourut en prison sous Staline. Viatcheslav M. Skriabine, dit Molotov (1890-1986) était membre du parti depuis 1906. Il devait plus tard, en tant qu'homme de confiance de Staline, occuper les plus hautes responsabilités dans le parti et l'Etat. Exclu sous Khrouchtchev, il a été réintégré en 1984 dans le parti.

(14) I. D. Tchougourine (1883-1947), ouvrier, membre du parti en 1902, déporté, évadé, émigré, élève de l'école du parti à Longjumeau, dirigeait depuis 1916 le rayon de Vyborg. A partir de 1924, il fut directeur d'usine.

midi du 27 février, le principal dirigeant bolchevique Chliapnikov, qui rencontre chez Gorki le menchevik de gauche Soukhanov (15), soit informé par un coup de téléphone de l'arrondissement de Vyborg que le soviet de Petrograd est en cours de constitution et que les ouvriers dans les entreprises sont en train d'élire des délégués.

La reconstruction du Parti bolchevique à Petrograd

C'est la fin de la monarchie : le lendemain, les prisons s'ouvrent et les militants retrouvent la liberté. Le Parti bolchevique entreprend de se reconstruire sur Petrograd. Le 1^{er} mars au soir se tient à Vyborg la première réunion publique légale organisée par des bolcheviks de la capitale. La réunion a été convoquée dès le soir du 28 par le comité de Vyborg. Elle se tient dans les locaux de la « Fraternité chrétienne » et, selon Latsis (16), qui était présent, rassemble 200 militants : à l'appel du secrétaire, Tchougourine et des orateurs du comité, Choutko (17) et Zalejsky, ces derniers votent une résolution demandant au soviet de Petrograd de prendre le pouvoir entre ses mains. Les bolcheviks de Vyborg avaient invité, par tracts collés sur les murs et dans les usines, les travailleurs de l'arrondissement à participer à cette réunion, bien entendu sans droit de vote. Le même jour, dans un autre secteur, le militant bolchevique F. N. Dingelstedt (18) prend la parole dans un meeting, organisé en commun par plusieurs organisations, de 2 000 ouvriers et soldats au cinéma Ouran. A la suite de l'arrondissement de Vyborg, le comité prend des mesures urgentes pour assurer existence et fonctionnement du parti dans la capitale.

La reconstitution du comité

Le 2 mars se tient la réunion (re)constitutive du comité avec deux points à l'ordre du jour : 1) le rétablissement de l'existence du comité, 2) l'attitude à

l'égard du soviet de Petrograd. Elle élit un comité provisoire, formé de membres cooptés par les membres existants et de représentants des rayons, au total une vingtaine de membres, puisqu'à la date du 2 mars le comité enregistre l'existence de quatorze sections d'arrondissement (dix sections géographiques et quatre de « nationalités », letton, lituanien, estonien et polonais). Il décide de lancer une campagne de recrutement. Le lendemain, il constitue une commission militaire bientôt transformée en « organisation militaire », qui recrute les soldats et les organise en tant que tels. C'est enfin le dimanche 5 mars que sort le n° 1 de la *Pravda*, tiré à 100 000 exemplaires et distribué gratuitement, avec tout de même l'information que le journal sera payant à partir du n° 2. On peut juger du tour de force réalisé si on se rappelle que les S-R, qui dirigent le soviet, ne vont publier leur premier numéro de *Dielo Naroda* que le 15 mars. A partir du n° 2, publié le 7 mars, la *Pravda* paraît comme organe central du comité central et du comité de Pétersbourg qui assure l'essentiel de sa diffusion.

En même temps commence la reconstitution effective, voire la création de sections d'arrondissement : le 5 mars, une réunion de vingt-trois militants crée

(15) Il s'agit de l'écrivain Maxime Gorki (1868-1936), alors directeur du journal *Novaia Jizn* et ancien du Parti bolchevique. N. N. Himmer, dit Soukhanov (1873-1940), militant menchevik, historien, dont l'appartement fut souvent utilisé par les bolcheviks en 1917 et qui, condamné à une lourde peine de prison, fut fusillé sous Staline.

(16) Y. F. Sudrabs, dit M. I. Latsis (1878-1938), enseignant, avait rejoint le parti en 1905 en Lettonie ; déporté en 1915, il s'évada et milita clandestinement à Petrograd. Il passa ensuite dans la Tchèque dont il fut l'un des hauts responsables, puis occupa des fonctions dans l'appareil économique. Arrêté en 1937, il a été exécuté en 1938.

(17) K. I. Choutko, dit Mikhail (1884-1941), membre du parti en 1902, plusieurs fois arrêté avant d'être, en 1916, un des dirigeants de Vyborg. Nous ne savons rien sur les conditions de sa mort.

(18) F. N. Dingelstedt (1897-1936) adhère au Parti bolchevique en 1914. L'un des organisateurs du Parti bolchevique en 1910 à Cronstadt. Commissaire politique, pendant la guerre civile, membre de l'Opposition de gauche, puis de l'Opposition unifiée, déporté en 1928, mort au goulag en 1936.

la section du 2^e arrondissement ; le 6, le journal du soviet de Petrograd, *Izvestia*, publie un communiqué du comité invitant les militants qui avaient jusqu'alors milité dans une série d'arrondissements, dont il donne la liste, à prendre contact avec lui le jour même à son secrétariat, Bourse du travail, pour discuter de la reconstitution des rayons dans le 2^e arrondissement, de ceux de Petrograd, Moscou, Liteini, Kolpino, Sestroresk et du dépôt des tramways. Cette annonce prouve à la fois que, dans la période de la clandestinité, il n'existait plus de section d'arrondissement du parti dans ces arrondissements et qu'aucun militant ou ancien militant de ces secteurs n'avait, depuis le 27 février, pris contact avec le comité et que l'assemblée constitutive du 2^e arrondissement, la veille, s'était tenue en dehors des instances dirigeantes du parti...

Les assemblées se multiplient

C'est manifestement là un cas d'exception. Dans les jours qui suivent, les assemblées se multiplient, ainsi que les créations de cellules : le 15 mars, la section d'arrondissement de l'île Vassilievsky compte soixante cellules dont la grande majorité ne regroupe que quelques adhérents, de trois à cinq. A cette date, la section de Vyborg tient son assemblée générale qui réunit 232 militants, représentant 26 entreprises que le comité de rayon élu, de 30 membres, répartit en quatre sous-sections. A la fin de la première semaine de mars, le comité peut se targuer de rassembler 2 000 militants, inégalement répartis : 800 dans l'arrondissement de Narva, où se trouve Poutilov, qui a 40 délégués au soviet et a élu 8 bolcheviks, 500 pour Vyborg, 300 pour Vassilievsky.

La question aiguë du local

Se pose très vite une question aiguë, celle du local indispensable pour une activité planifiée. La réunion constitutive du comité de Pétersbourg, le 2 mars, se

tient dans le grand bureau du directeur de la Bourse du travail de Petrograd, L. Mikhailov (19), militant bolchevique. Il s'installe ensuite pour quelques jours dans deux petites pièces mansardées sous les combles. Le 9 mars, il y tient une réunion des représentants des syndicats déjà constitués et des comités d'initiative d'organisation de syndicats, sans doute dans la grande salle. Pourtant l'exiguïté des deux petites pièces qui lui sont attribuées entrave son activité normale. Il faut un local plus vaste.

Or le gouvernement provisoire et le soviet ont saisi et occupent un certain nombre de palais, abandonnés par leurs hôtes déchus. Les bolcheviks de Petrograd repèrent celui de la ballerine Kchesinskaia (20) ancienne favorite du tsar, qui lui a offert ce luxueux hôtel particulier baptisé pompeusement « palais », et situé en face de la forteresse Pierre-et-Paul.

Les soldats d'une division blindée occupent le rez-de-chaussée : le premier étage est libre. Le 10 mars, le comité vote la résolution suivante :

« En ce qui concerne le nouveau local du comité, ce dernier mandate la commission exécutive pour ouvrir des négociations avec les soldats de la division blindée et leur demander de lui céder une partie de la demeure de la Kchesinskaia, après avoir reçu l'accord à ce sujet du soviet de Petrograd » (21).

Trois jours plus tôt, la ballerine, par son avocat, avait porté plainte auprès de l'exécutif du soviet contre le comité pour « occupation illégale » de son palais et vol de ses biens ! Les soldats occupants ne pouvaient être que bolcheviks. Le comité désigna Chliapnikov pour régler

(19) L. M. Mikhailov (1872-1928), journaliste, social-démocrate en 1896, rejoignit le Parti bolchevique en 1910. Il était malade et fut transféré dans la diplomatie ; il militait à la Société des vieux bolcheviks.

(20) Matilda Kchesinskaia (1872-1971) était une très grande danseuse de ballets, « probablement la meilleure de son époque », selon Brian Pearce. Elle avait été la maîtresse de Nicolas II avant son mariage et son accession au trône. Sa maison ou « palais » est devenue le Musée de la révolution d'Octobre.

(21) *Pervy legalny...* p. 38.

l'affaire. Dès le lendemain, il s'installe au premier étage. Le 13, la commission exécutive élargie décide de « *rester dans l'immeuble de la Kchesinskaia, lequel a été proposé au comité par la division blindée, et de confier à la commission exécutive les moyens d'y permettre un libre accès à tous les camarades* » (22). Plus tard, elle propose de payer un loyer si l'exécutif du soviet n'arrive pas à fournir un autre local.

Mais la bourgeoisie a décidé de mener campagne contre les bolcheviks usurpateurs. Ainsi, la ballerine et son avocat refusent-ils tout accord et la majorité du soviet, étrangement, ne parvient à aucune solution. Les partisans de la coalition avec la bourgeoisie utilisent la question du local et la procédure autour d'elle comme moyen de pression politique, faisant ainsi planer sur le comité un sentiment d'incertitude et le danger d'un départ imminent.

Un hôtel très occupé

Au fil des jours, d'autres organismes vinrent s'installer aussi dans l'hôtel, le comité central du Parti bolchevique, le bureau central des syndicats, contrôlé par les bolcheviks, l'organisation militaire, également contrôlée par eux, de même que le Club des organisations militaires et même – chose plus étonnante – le bureau régional du Parti socialiste révolutionnaire. Le 5 mai, le tribunal donna raison à l'avocat de Kchesinskaya, qui réclamait l'expulsion de tous les occupants avec l'argument que la révolution « *n'avait pas supprimé le droit de propriété* », et il décida donc l'expulsion, avec un délai de grâce de vingt jours.

L'intérêt du gouvernement provisoire

Le comité de Pétersbourg s'adressa alors avec insistance à l'exécutif du soviet pour obtenir un local approprié et organisa lui-même sa recherche. Le 25 mai, le ministre de la Justice, Pereverzev, consentit à la demande du comité à faire

pression sur l'avocat pour un délai supplémentaire qui fut fixé au 5 juin. Mais on ne trouva aucun local. Le 30 mai, Boky (23), secrétaire du comité, informe ses camarades d'une proposition du soviet qui ne peut se concrétiser qu'en cas d'« *attitude favorable du gouvernement provisoire* » : loger le comité de Petrograd et les syndicats que dirigent les bolcheviks dans l'Institut Kchessinsky. Mais le gouvernement provisoire a tout intérêt à laisser pourrir. Le 5 juin, l'avocat de la danseuse se présente au « palais » avec commissaire et miliciens. Les occupants refusent de partir, mais leur situation est intenable... Au moment en effet où, sous la pression de secteurs ouvriers entiers de Petrograd, de nombreux régiments et de sa propre base, le Parti bolchevique lançait un appel à manifester le 10 juin, pendant le congrès des soviets, et alors que cet appel suscitait une violente campagne de la majorité S-R-mencheviks et de l'ensemble de la bourgeoisie contre les bolcheviks, il était impossible pour ces derniers de se laisser dénoncer comme organisateurs d'expropriations sauvages. Le comité central ne voulait à aucun prix tomber dans le piège ainsi tendu. En son nom, Iakov Sverdlov (24) signa donc l'engagement de quitter les lieux le dimanche suivant à 16 heures au plus tard.

Les débats de la réunion du comité du 6 juin permettent de juger combien cette question empoisonna son existence et constitua un facteur de désorganisation... ajouté à d'autres d'ordre interne. Le comité était convoqué à 6 heures de l'après-midi. A 7 heures 35, le secrétaire constate qu'il n'y a que vingt-deux présents sur cinquante

(22) *Ibidem*, p. 41.

(23) G. I. Boky (1879-1941) était étudiant à l'École des mines de Pétersbourg quand il rejoignit le parti clandestin en 1900. Il devint membre du bureau russe du comité central en 1916. Passé dans la Tcheka au temps de la guerre civile, il fut arrêté et mourut en prison sous Staline.

(24) Jacob. M. Sverdlov (1885-1919), militant à 15 ans, arrêté pour la première fois en 1901, devenu tuberculeux après de trop longs séjours en prison et exil, était secrétaire du comité central du parti, puis premier président de l'exécutif des soviets après Octobre. Il était alors, tout de suite après Lénine et Trotsky, le troisième dirigeant bolchevique.

et le quorum n'est atteint que vingt minutes plus tard. Le rapporteur constate avec une amertume manifeste :

« *Dimanche prochain, nous devons partir, même pour la rue* » (25).

Le 11 juin, Boky ouvre la réunion du comité par une information sur la question : nous devrions, dit-il, avoir quitté ce palais ce jour à 4 heures de l'après-midi. N'ayant nulle part où aller, les bolcheviks sont restés. Un nouvel accord a été conclu : les bolcheviks quitteront le palais le 18 juin à midi, dernier délai... c'est-à-dire le jour de la grande manifestation que la direction des soviets a décidé de convoquer après avoir annulé celle des bolcheviks le 10 juin (26). Le ministre de la Justice a promis un local, une suite de sept pièces dans le palais du prince Andréi Vladimirovitch. Boky commente :

« *Cette offre ne nous convient pas, car on ne peut installer dans ce local que le comité de Pétersbourg et le comité central, mais il n'y a pas de place pour l'Organisation militaire ni le Club ; ensuite, il ne sera libre que dans cinq jours et il se peut que le jour fixé pour notre départ nous n'ayons qu'une seule pièce à notre disposition* » (27).

Le comité de Pétersbourg en désaccord avec le comité central

Certains membres du comité, contre l'avis du comité central, sont partisans d'engager l'épreuve de force en restant. Mais, même si leurs arguments sont d'ordre pratique ou technique, il est évident qu'au lendemain d'une épreuve de force politique entre la majorité du soviet et les bolcheviks qui avaient finalement reculé en s'inclinant devant l'annulation de la manifestation du 10 juin – ce nouveau défi à la décision du soviet sur la « libération » du palais Kchesinskaya apparaîtrait comme la recherche d'une revanche. C'est bien ce que semblent chercher certains membres du comité de Pétersbourg qui formulent les plus vives critiques contre la décision

prise par le comité central d'annuler la manifestation du 10 juin et d'appeler à la manifestation organisée par le soviet le 18. Ainsi, à la réunion du 11 juin, Tomsky (28) affirme :

« *Il vaut mieux être écrasés et opposer ses propres forces aux autres que de se retirer du combat [...]. Ce n'est pas important qu'il soit apparu dans de larges cercles de la méfiance à l'égard du comité central, ce qui est important, c'est que, chez nous, militants responsables, la confiance dans la direction soit sapée* » (29).

Naoumov (30) déclare :

« *En ce qui concerne le fait que la confiance dans les chefs soit sapée, je dirai : Dieu fasse qu'elle le soit complètement ! Il ne faut croire qu'en soi-même et dans les masses !* » (31).

Une majorité rejette une motion de Podvoisky (32) déclarant impossible de partir, faute de local, et adopte la motion

(25) *Pervy legalny*, p. 127.

(26) En fait, le gouvernement avait interdit toutes les manifestations pendant trois jours : cette mesure, dirigée contre les bolcheviks, invoquait le risque d'une initiative contre-révolutionnaire ! Commentant la décision des mencheviks, après ce coup de barre à droite, d'organiser une manifestation le 18, Trotsky écrit : « *En décidant une manifestation pour le 18 juin, on ne se tournait pas, bien entendu, vers les bolcheviks, mais on essayait de se tourner vers les masses, contre les bolcheviks.* » Mais ces derniers avaient aussitôt relevé le défi.

(27) *Pervy legalny*, pp. 146-147.

(28) M. P. Efremov, dit Tomsky (1880-1936), ouvrier imprimeur, bolchevik en 1904, avait purgé sept années de prison sous le tsar. Il devait devenir le président des syndicats soviétiques après la révolution, et, avec Rykov et Boukharine, un des trois chefs de file des « droitiers ». Il se suicida en août 1936 à la veille de son arrestation, après avoir été mis en cause au premier procès de Moscou.

(29) *Pervy legalny*... p. 161.

(30) I. K. Naoumov (1895-1938), ouvrier de Pétersbourg, membre du parti en 1913, plus tard membre de l'Opposition unifiée et du groupe Zinoviev, arrêté en 1935 et exécuté en prison.

(31) Procès-verbaux, p. 163.

(32) N. I. Podvoisky (1880-1948), étudiant en théologie, rejoignit le parti en 1901. Organisateur d'un groupe de combat en 1905, il devint un spécialiste des questions militaires ; après la révolution, il se tint à l'écart des oppositions et fut membre notamment de la commission centrale de contrôle. Il prit sa retraite en 1935.

de Volodarsky (33) décidant de mettre en œuvre la décision du comité central.

Le 12 juin, le comité et le comité central quittent le palais Kchesinskaia dont le Club de l'organisation militaire occupe toujours le premier étage avec l'accord du comité central, confronté à la volonté proclamée de nombreux comités de régiments de manifester si on expulsait leur club, ouvert à tous les soldats et fort de plusieurs milliers d'adhérents.

Pendant deux jours, le comité de Pétersbourg et l'Organisation militaire s'installent dans les locaux du personnel de l'usine Troubochni de l'île Vassilievsky située dans son extrémité nord, assez loin du centre.

Un comité sans siège

Le comité n'a donc plus de siège et, le même jour, la réunion qu'il a convoquée se disperse faute de quorum (dix-sept présents sur cinquante). Il convoque une autre réunion au siège du comité de l'arrondissement de l'île Vassilievsky le 13 juin, cinq jours avant la grande manifestation du soviet, où la question du local est repoussée avec brutalité. Rakhia (34) assure :

« *Il nous est difficile, sans local, de déployer nos forces pour préparer la manifestation* » (35).

Boky dresse un tableau rapide, mais évocateur, des difficultés du comité, ainsi suspendu en l'air sans siège ni toit :

« *Le succès de la manifestation dépend des autos, du téléphone, etc. Sans autos, on ne peut envoyer l'agitateur nécessaire au moment voulu, sans téléphone, on ne peut communiquer d'urgence avec un rayon, une usine, et sans grande table, on ne peut préparer de banderoles ! [...] il est indispensable de trouver un local avant la manifestation. Je demande donc au comité de donner à la commission exécutive toute liberté d'agir pour trouver un local, ou alors nous allons réquisitionner un bâtiment, ou bien nous retournerons au palais Kchesinskaia* » (36).

Tomsky, lui, ironise :

« *Nous avons décomposé la grande question de l'organisation de la manifestation en une série de petites questions ;*

un bon appareil technique est nécessaire, mais nous n'avons pas l'essentiel : pas de local, pas de téléphone, et nous n'avons qu'une seule auto bancale. Les gens nous cherchent partout, mais ne viennent pas ici [...]. Nous n'avons pas l'appareil qui nous permettrait d'agir et c'est cela qui décide de notre travail » (37).

Aussi, deux jours après avoir quitté le palais Kchesinskaia, les deux organismes l'ont-ils réintégré dès le 14 juin, officiellement, sous la couverture du Club des organisations militaires. A ce sujet, Boky précise :

« *Etant donné qu'il était impossible d'organiser la manifestation du 18 juin en étant dans le local de l'usine Troubochni, le comité de Pétersbourg et l'Organisation militaire, tout en restant officiellement sur l'île Vassilievski, se sont en fait réinstallés dans le palais Kchesinskaia.* »

Il fait alors connaître qu'en plus de la proposition de prendre la villa Dournovo, destinée, dit-il, « *à nous lancer à l'assaut des anarchistes* », le bruit court que le gouvernement provisoire offrirait comme immeuble commun à tous les partis l'Institut Smolny, que Boky juge éloigné du centre de la ville et qui, de plus, n'est pas meublé. « *En attendant, dit-il, nous sommes situés dans une sorte d'espace interplanétaire, ce qui désorganise fortement notre travail* » (38).

La manifestation terminée, avec un raz-de-marée de mots d'ordre bolcheviques brandis par des dizaines de milliers d'ouvriers et de soldats, la question du local se pose toujours aussi brûlante. Le ministre de la Justice propose un local de cinq pièces, suffisant pour le seul comité

(33) M. M. Goldstein, dit Volodarsky (1891-1918), militant du Bund, puis menchevik, émigré en 1913 aux Etats-Unis où il milita dans les IWW, était revenu en 1917. Extraordinaire orateur, il était l'un des principaux atouts des bolcheviks à Petrograd et fut assassiné par des S-R le 20 juin 1918.

(34) Y. A. Rakhia (1887-1920), ouvrier métallo de Cronstadt, membre du parti en 1902, un des fondateurs du parti communiste de Finlande. Il fut également assassiné le 31 août 1920 par des tueurs S-R.

(35) *Pervy legalny...* p. 181.

(36) *Ibidem*, pp. 182-183.

(37) *Ibidem*, p. 180.

(38) *Ibidem*, p. 209.

central. Le procureur-adjoint de Petrograd assure que tous les palais existants sont occupés par des organismes gouvernementaux, sauf un qu'il considère comme juridiquement libre, le palais Dournovo, en plein Vyborg, occupé depuis mars par les anarchistes, le syndicat des boulangers et le commissariat de la milice ouvrière de Vyborg, dirigé par des bolcheviks : le procureur-adjoint incitait donc le comité de Petrograd à expulser les anarchistes auxquels le gouvernement provisoire s'était déjà heurté à deux reprises (la seconde fois, un militant anarchiste avait trouvé la mort), et, de plus, un syndicat et des militants de son propre parti, s'il désirait trouver un toit !

La crise de juillet

Le premier dénouement de la crise politique va « régler » cette question par la négative. Les 3 et 4 juillet, près de 400 000 ouvriers, soldats, marins se rassemblent dans Petrograd et convergent vers le siège de l'exécutif des soviets pour exiger de sa majorité qu'elle prenne le pouvoir entre ses mains. Attachée à la coalition avec les partis bourgeois, celle-ci refuse et organise la contre-offensive... Le 5 juillet au matin, un membre du comité de Pétersbourg note dans son carnet :

« *Ce matin, le local du comité de Pétersbourg a été encerclé par les soldats ; tout a été dévasté et mis à sac* » (39).

En réalité, ce jour-là, l'exécutif des soviets, encore incertain, a conclu un accord avec le comité central : en contrepartie du retrait des soldats et militants armés de la milice ouvrière ou de la Garde rouge qui protègent le palais Khesinskaia, l'exécutif le laissera à la disposition du Parti bolchevique jusqu'au moment où il pourra lui procurer un autre local. Mais le même jour, l'ex-député bolchevique Alexinsky (40), devenu agent provocateur des services secrets français... et roumains, diffusait ses prétendues révélations sur les « liens » entre Lénine et le gouvernement allemand, fournissant ainsi un beau prétexte à la réaction pour se déchaîner et à l'exécutif du soviet pour piétiner ses engagements. Le 6 juillet, des troupes gouver-

nementales et des groupes réactionnaires saccagent le palais Khesinskaia, le bureau de la rédaction de la *Pravda*, l'imprimerie Troud, où cette dernière est fabriquée. Le comité de Pétersbourg, principale cible de la répression, devait se réfugier dans une semi-clandestinité, dans l'arrondissement de Vyborg, ainsi que les membres du comité central poursuivis par le gouvernement Kerensky.

Ainsi la commission exécutive du comité se réunit-elle le 9 juillet dans la loge du gardien de l'usine Renault de Vyborg. Latsis, dans son « Journal », note : « *L'arrondissement de Vyborg est devenu le refuge de tout le monde* » (41). C'est là qu'il se réunit désormais et, dans *Soldat*, qui remplace la *Pravda* interdite au mois d'août, les convocations publiques au comité invitent ses membres à se réunir au siège de la section d'arrondissement de Vyborg qui lui sert de siège provisoire.

Cette affaire du local n'est pas anecdotique. Elle montre comment les adversaires des bolcheviks l'ont utilisée pour tenter de désorganiser leur activité, en plaçant le comité de Pétersbourg dans une permanente situation d'instabilité et de transitoire. Ses finances lui interdisaient en effet l'achat d'un local et le paiement de tout loyer – à supposer qu'il ait pu trouver un grand propriétaire conciliant ! – aurait pesé bien lourd sur des finances très fragiles.

Les mesures d'organisation

« *Notre tâche est d'abord une tâche d'organisation* », déclarait l'un des membres du comité de Pétersbourg lors de sa réunion du 18 mars (42). C'est effectivement l'un des aspects essentiels des

(39) « Journal » de Latsis, *Proletarskaia Revolioutsia* n° 5, 1923, p. 114.

(40) G. A. Alexinsky (1879-1957) était dans l'émigration le responsable du groupe bolchevique de Paris. Devenu social-patriote du jour au lendemain, il collabora avec l'extrême-droite et la police contre ceux qu'il avait trahis.

(41) « Journal » de Latsis, *Proletarskaia Revolioutsia* n° 5, 1923, p. 114.

(42) *Ibidem*, p. 50.

discussions qui s'y mènent. Le comité est constitué sur une base fédérative (un ou deux représentants de chaque comité d'arrondissement, local ou de nationalité) ; il élit une commission exécutive restreinte dont le nombre variera (de six à quinze membres suivant les moments), qui doit se réunir tous les jours. Dès la première réunion, chacun se voit attribuer une responsabilité spécifique : il y a secrétaire et trésorier, mais aussi un responsable chargé de constituer une bibliothèque du parti ouverte aux militants, un responsable de l'édition de la littérature du parti (brochures, livres) et un responsable, différent, de la commission littéraire (chargée du contenu), un responsable à l'organisation et le responsable de la mise en place d'un collège d'agitateurs.

C'est sur ces deux derniers points que le comité se penche tout particulièrement. Il constitue un collège d'agitateurs dirigé par un bureau central, dont il confie la responsabilité à l'étudiant Tolmathev (43), ancien membre du comité de Pétersbourg dans l'illégalité, mais qui n'est pas membre du nouveau... ce qu'il revendiquera bientôt, car il lui apparaît difficile de diriger le travail d'agitation du comité auprès de milliers de travailleurs et de soldats sans être membre de l'organisme qui élabore cette politique. Sa requête ne sera pas satisfaite, sans que l'on sache pourquoi. Il met aussi sur pied un institut d'organisateur. Les agitateurs sillonnent les arrondissements pour organiser des réunions de masse dans les usines, au coin des rues, dans les casernes, ou intervenir dans les meetings des autres partis. Les organisateurs vont dans les rayons pour aider à leur construction, leur fonctionnement, la mise en place des cellules. Les deux tâches, remplies par des permanents payés par le parti (cinq au départ dans chacun des deux collèges, puis une quinzaine à la veille de la révolution d'Octobre) sont strictement séparées (44). Ce chiffre est très bas et ne répond pas aux besoins du comité et surtout des sections d'arrondissement. Ainsi le 20 mars, on pose devant lui la question urgente : « *Envoyer à Cronstadt des organisateurs.* » Le comité répond à l'objectif de « *chercher un organisateur expérimenté* » (45). Lors de la réunion

précédente, le représentant de l'arrondissement de Kolpino se plaint de « *la situation lamentable des affaires de l'arrondissement due à l'absence de cadres* » (46).

Le comité (ou le bureau central du collège) prépare des résumés ou des schémas de discours pour les agitateurs. Ces derniers doivent rendre compte chaque jour à la commission exécutive de leur activité et de ses résultats. Quant aux « organisateurs responsables », ils sont membres de droit de la commission exécutive puisqu'ils sont chargés de la construction et du développement des rayons qui constituent le maillon essentiel du travail d'organisation.

La reconstruction des syndicats

Dans le même temps, le comité s'attelle à la reconstruction des syndicats. Il avait maintenu quelques syndicats clandestins pendant la guerre et, dans plusieurs corporations, ces derniers servent de point de départ à la construction de syndicats de masse. Mais le comité prend une initiative centralisée en ce sens. Le 9 mars, il organise dans ses locaux une première réunion constitutive qui rassemble plusieurs dizaines de représentants de syndicats ou comités d'initiative. Quelques jours plus tard, la *Pravda* du 15 mars publie un

(43) N. G. Tolmathev (1882-1919), étudiant à l'Institut polytechnique, entre au parti bolchevique en 1913. Première arrestation pour le 1^{er} mai, organisateur à Vyborg. En 1916 et 1917 séjourne dans l'Oural pour le parti. Chef de détachement en 1918, puis commissaire politique. Encerclé avec ses troupes dans le cours de l'offensive Ioudénitch contre Petrograd, il s'est suicidé. Victor Serge lui a fait une place dans *Vie des révolutionnaires*.

(44) La commission exécutive du 6 avril, dans son projet de budget, indique cinq « *organisateur responsables* » et autant d'« *agitateurs responsables* » payés les uns comme les autres 250 roubles par mois. Sur un budget mensuel de 5 000 roubles, la rémunération de ces dix militants absorbait donc exactement 50 % des dépenses prévues. On ne saurait mieux souligner le caractère central de cette double activité aux yeux des dirigeants du comité, « *Journal* », p. 72.

(45) *Ibidem*, p. 58.

(46) *Ibidem*, p. 144.

appel de V. V. Schmidt (47), alors secrétaire du comité de Pétersbourg, qui est l'ancien secrétaire du syndicat des ouvriers métallurgistes de Pétersbourg : il invite tous les anciens secrétaires et présidents des organisations syndicales dissoutes par le régime tsariste et tous les responsables de groupes syndicaux ou comités d'initiative à se réunir autour de lui le même jour 15 mars en fin d'après-midi à la Bourse du travail pour élaborer des statuts provisoires. Cette seconde réunion constitue l'acte de renaissance du mouvement syndical à Pétersbourg, dès le début sous l'influence des bolcheviks, étant donnée la prédominance des métallurgistes dans la capitale. Les mencheviks vont contrôler les cheminots, les postiers, les ouvriers typographes, mais leur poids est réduit par rapport aux 233 000 métallurgistes. Schmidt abandonne le secrétariat du comité de Pétersbourg pour assumer ses charges syndicales. Ce travail sera contrôlé par une commission syndicale du comité qui semble cependant s'être rarement réunie, vu la surcharge croissante des tâches militantes. En revanche, chaque réunion sera précédée d'une réunion de fraction des militants du comité de Pétersbourg, du moins de ceux qui seront présents et à l'heure.

C'est qu'il y a dans ce domaine de nombreuses difficultés...

Problèmes généraux d'organisation

La préfacière des procès-verbaux du volume *Pervy legalny PK bolchevnikov v 1917*, Koudelli, affirme :

« Dans les séances suivantes du comité de Pétersbourg, on met de temps en temps à l'ordre du jour le problème de la constitution du comité de Pétersbourg. Mais il ne reçut pas de solution définie tout au long de l'année 1917. »

L'auteur donne de cet état de choses aisément vérifiable une explication :

« Le développement de la révolution mettait au premier point de l'ordre du jour ce que l'on appelle "la situation politique du moment", qui exigeait le maximum d'attention et suscitait de longues et brûlantes discussions » (48).

Certes, certes... mais c'est régler un

peu vite le problème que de l'attribuer à la seule longueur des discussions et à leur caractère acharné.

Absentéisme et retards

Parmi les problèmes les plus aigus, on peut détacher d'un côté l'absentéisme et les retards, de l'autre l'instabilité de la composition des organismes dirigeants du comité.

En ce qui concerne l'absentéisme et les retards aux réunions, on peut lire régulièrement dans la *Pravda*, jusqu'au début de juillet, sous la rubrique « Réunions », des annonces comme celles qui figurent par exemple dans les n° 22 (31 mars) et 23 (1^{er} avril).

N° 22 : « *Le 1^{er} avril, à 10 heures du matin, se tiendra la réunion du comité de Pétersbourg du POSDR (b), rue Dvorianskaia n° 2. Nous prions les camarades de ne pas être en retard.* »

N° 23 : « *La réunion du comité de Pétersbourg du POSDR (b) fixée le 1^{er} avril dans le local du comité de Pétersbourg se tiendra à 10 heures du matin, dans l'immeuble de la Douma d'Etat, dans la salle du buffet de la galerie, côté droit. Nous prions les camarades de ne pas arriver en retard.* »

L'invitation n'est pas due au hasard. Mais, même répétée ou quoique répétée, elle n'est guère suivie d'effets. La réunion extraordinaire du 30 mai, convoquée à 6 heures du soir, commence à 7 h 20, avec vingt-trois présents sur cinquante. Leur nombre s'élève à trente en cours de réunion. La réunion normale du 6 juin, convoquée à 6 heures du soir, ne s'ouvre qu'à 7 h 55 : à 7 h 35, le secrétaire constate qu'il n'y a encore que vingt-deux présents et que le quorum n'est pas atteint. Les présents décident d'attendre, puisqu'en l'absence du quorum, aucune

(47) V. V. Schmidt (1886-1937), métallo, membre du parti en 1905, émigré de 1907 à 1911, puis organisateur des métallos de Pétersbourg, plusieurs fois emprisonné. Après la révolution, commissaire du peuple et membre du comité central « averti » pour ses contacts avec des opposants en janvier 1933, exclu du parti et arrêté en 1937, mort en prison.

(48) Préface, *ibid.*, p. X.

décision n'est réglementairement valable d'après le règlement du comité. A 7 h 55 on parvient à vingt-cinq présents, soit juste le quorum. Il arrivera encore quatre militants en cours de réunion. Le secrétaire du comité signale que c'est la troisième réunion de suite à laquelle ne se présentent pas les deux représentants de l'arrondissement de l'île Vassilievsky, celui du 2^e arrondissement (urbain) celui de Kolpino, celui de Schlüsselbourg, membres du comité ! La réunion du 11 juin ne commence qu'avec cinquante-cinq minutes de retard, mais avec seulement vingt-six présents sur cinquante. Celle du 12, convoquée à 4 heures de l'après-midi, ne peut se tenir puisqu'à 6 h 40, il n'y a que dix-sept présents qui se constituent en réunion privée, se déclarent incompetents pour trancher des problèmes en cours qui ne sont pas de petits problèmes, puisqu'il s'agit du lendemain de l'interdiction de la manifestation bolchevique du 10 juin, de la préparation de la manifestation appelée par le soviet le 18 juin. On mesure là les conséquences de ces retards. Il est sans doute vrai qu'à cette époque le comité de Pétersbourg n'a plus de local et que la réunion du 13 est convoquée précipitamment dans une loge de concierge d'usine. Pire, la réunion prévue le 22 entre le comité de Petrograd, le comité central et l'Organisation militaire pour discuter des mesures à prendre après le succès de la manifestation du 18 et l'ébullition grandissante à Petrograd doit se proclamer « réunion privée à but d'information », le quorum n'étant pas atteint. Deux mois plus tard, la situation n'a pas changé.

Soldat n° 17 du 2 septembre note :

« La réunion régulière du comité de Pétersbourg du POSDR (b) qui n'a pu se tenir le 31 août étant donné que le quorum n'était pas atteint, est reportée au 3 septembre à 10 heures du matin... »

Or nous sommes au lendemain de la tentative de coup d'Etat de Kornilov !

Tensions politiques et gâchis

Les conséquences ? La désorganisation qui engendre à la fois des tensions politiques néfastes et un énorme gâchis :

la productivité du travail effectué est souvent faible ! Le secrétaire du comité le souligne dans la réunion du 11 juillet :

« Nous avons tous conscience du caractère anormal des relations entre le comité de Petrograd et le comité central, mais, en l'occurrence, le comité de Petrograd en est responsable. Cette question a en effet été mise à l'ordre du jour de plusieurs de nos réunions mais n'a jamais été discutée étant donné le retard énorme avec lequel nous commençons nos réunions » (49).

Cette « maladie » n'affectait pas le seul comité de Pétersbourg...

Elle touchait les autres organismes de direction et la représentation au soviet ou à la Douma. C'est ainsi que, le 16 mars, le procès-verbal de la réunion du bureau russe du comité central qui doit se tenir tous les jours de 10 heures à midi se contente de noter :

« Etant donné le nombre extrêmement réduit de présents, la rencontre ne s'est pas tenue » (50).

La réunion du lendemain s'ouvre par une déclaration du représentant du comité au bureau du comité central, Boky. Il proteste contre « le fait que les membres du bureau du comité central se réunissent avec un grand retard, puisque les séances commencent une heure et demie après l'heure prévue, ce qui, ou bien enlève la possibilité à ceux qui se présentent à l'heure de participer à la réunion, ou bien les contraint à ne pas effectuer d'autres tâches » (51).

Conclusion ? « Tous les malentendus sont suscités par l'état de désorganisation de notre travail, note le bureau du comité central le 12 mars » (52). « On nous décore du titre de "parti le mieux organisé". Mais que de choses nous laissons passer ! », déclare y (53) trois mois plus tard au comité de Pétersbourg. A la même réunion du 7 septembre, Latsis, membre du comité de Vyborg, affirme :

« Les camarades qui ont constitué l'ancienne commission exécutive ont

(49) *Ibidem*, p. 263.

(50) *Voprosy Istorii KPSS*, n° 3, 1962, p. 114.

(51) *Ibidem*, p. 149.

(52) *Ibidem*, p. 114.

(53) *Pervy legalny...*, p. 225.

beaucoup travaillé, ils ont même beaucoup trop travaillé, mais nous ne voyons pas beaucoup de résultats. Pourquoi ? Parce que ces gens ont été placés dans une situation où ils devaient tout faire et il est bien compréhensible qu'ils n'aient pu effectuer leur travail de façon efficace. Il faut extirper cet état de choses. Il nous faut élire à la commission exécutive de bons organisateurs car ce qui boîte chez nous, c'est l'organisation » (54).

C'est peut-être ce diagnostic qui vaut à Latsis d'être élu – et d'assez loin – avec le plus de voix à la commission exécutive du comité.

Le rapport d'activité du comité présenté par Boky à l'ouverture de la 2^e conférence urbaine des bolcheviks de Petrograd est éloquent, sur les difficultés :

« L'organisation de Pétersbourg se trouve en pleine période de construction. C'est pourquoi les insuffisances que l'on peut noter dans son activité sont compréhensibles. »

Notant qu'il existe alors vingt et un rayons, Boky précise :

« Il est impossible de préciser le nombre exact de membres du parti, car le nombre des adhérents change constamment et parce que les rayons informent très mal le comité sur leurs listes d'adhérents. On peut fixer un chiffre approximatif de 25 000 à 30 000 membres. »

Mais c'est surtout la direction même du comité qui est désorganisée et donc facteur de désorganisation...

« Ces derniers temps, le comité se composait de cinquante membres. Nous avons d'abord élu une commission exécutive de neuf membres. Cette commission exécutive s'est révélée incapable de fonctionner : elle s'est réunie une seule fois. Nous avons fait des élections complémentaires : sept camarades ont été élus, deux places sont restées vacantes. La commission exécutive s'est ensuite trouvée réduite à six membres à cause du départ d'un camarade. Depuis lors, ses réunions se tiennent une fois tous les deux jours. Il faut ranger l'absentéisme parmi les plus grandes insuffisances de notre organisation : nous ne rassemblons pas plus de trente camarades lors des réunions du comité, le collège des organisateurs n'a pas pu se réunir une seule fois, l'absen-

téisme a considérablement freiné la mise sur pied du collège des agitateurs » (55).

Une floraison d'organismes

Ainsi, le collège des agitateurs dont le bureau élu devait répartir les membres par rayons, préparer les conférences, les meetings les plus importants, n'a pu fonctionner. La bonne marche des écoles d'agitateurs créées dans les rayons en a beaucoup souffert.

Reste à comprendre le pourquoi de cet absentéisme et ces retards désorganisateur qui ne viennent pas de laisser-aller ou de dilettantisme, et pourquoi, sauf ces rappels aussi réguliers qu'inefficaces, les responsables du comité et des autres instances ne prennent contre eux aucune mesure effective. La vérité est que la révolution a engendré une floraison d'organismes dans lesquels ouvriers, soldats – surtout à Petrograd – s'organisent et discutent et où, au fil des semaines, les bolcheviks jouent un rôle toujours plus important. Il y a les soviets d'usine et de fabrique où les bolcheviks ont partout, dès mars, des élus et où, à chaque réélection, le nombre de leurs élus augmente (quarante délégués au soviet de Petrograd le 1^{er} mars, ils sont déjà soixante-cinq à la fin du mois et le mouvement va s'amplifiant). Il y a les soviets d'arrondissement ou de district, leur conférence de Petrograd, où les bolcheviks deviennent majoritaires dès juin. Il y a la milice ouvrière et ses commissariats d'arrondissement où les bolcheviks assument de nombreuses responsabilités et les milices d'usine où ils en assument de plus grandes encore. Il y a la Garde rouge qu'ils ont créée dès mars. Il y a les syndicats, créés ou recréés dès la première semaine de mars, le plus souvent à l'initiative des bolcheviks qui dirigent la majorité d'entre eux à Petrograd, dès le début de leur existence, en particulier celui des métallos, le plus nombreux, le plus puissant. Il y a les comités d'usine et de fabrique où les bolcheviks sont majoritaires.

(54) *Ibidem*, p. 267.

(55) *Ibidem*, p. 207.

ritaires dès juin. Il y a les clubs ouvriers qui se multiplient à partir de mars et où les bolcheviks militent activement car ils y voient un lieu de propagande efficace. Il y a l'Organisation militaire qui recrute les soldats et son club qui organise diverses activités pour adhérents et sympathisants. Il y a les caisses de maladie et d'assurances sociales, où les bolcheviks étaient solidement implantés dès la période de clandestinité et où ils continuent à militer activement. Il y a les 85 000 à 100 000 exemplaires de la *Pravda*, dont la diffusion doit être organisée tous les jours et avant tout à Petrograd et dans la région. Il y a, dans cette période d'intense maturation politique, les innombrables réunions, meetings, débats où les bolcheviks envoient toujours un, deux, trois orateurs. Et la liste n'est pas complète...

Une masse de militants... et une pénurie de cadres

Or, si le nombre des adhérents du parti ne cesse de croître, à part un très léger et fugace fléchissement après les journées de Juillet et la répression qui les suit, le nombre des cadres politiques ne croît ni proportionnellement ni au même rythme. Il y a donc une surcharge qui pèse sur les quelques centaines de cadres formés avant et pendant la guerre. Comme le dit Latsis, ce sont souvent les mêmes qui doivent assumer une grande variété de tâches. Pourtant, le comité s'attache à diversifier les responsabilités, à multiplier les commissions particulières, confiées à des responsables différents. Ainsi, la commission chargée du travail chez les femmes ouvrières qui édite la revue *Rabotnitsa (La Travailleuse)* est-elle uniquement constituée de militantes bolcheviques, dont, à l'exception de Kollontai, membre du comité central et qui n'en est pas la dirigeante effective, c'est la tâche principale. De même l'Organisation militaire est dirigée par des responsables (Povdoisky, Nevsky [56]) dont c'est quasiment l'unique tâche. Commissions et comités fonctionnent bien en général, mais la centralisation de leur activité par le comité se fait de façon chaotique et cahotante (Boky se plaint un

jour que le comité n'arrive jamais à rencontrer les responsables de l'Organisation militaire alors qu'ils occupent les mêmes locaux). C'est une source de malentendus et de flottements politiques nombreux.

Trop peu de cadres pour trop de tâches

Quand on examine les documents du comité de Petrograd de mars à octobre 1917, on ne peut manquer d'être frappé par la vitesse de rotation de ses cadres et le manque de continuité dans l'exécution des tâches, en particulier des tâches d'organisation, qu'elle entraîne. La composition du comité et de sa commission exécutive change au moins une demi-douzaine de fois en huit mois...

Cette rotation rapide est due à des raisons diverses, mais aux effets cumulés. Il y a d'abord les défections politiques : deux membres du comité élu en mars (Boris Avilov [57] et Parjello) rejoignent l'un les mencheviks, l'autre le groupe pro-mencheviks de Gorky. Il y a ensuite les mises à l'écart de responsables qui piétinent la discipline politique du parti : ainsi, Serge Bogdatiev (58), lors des manifestations des 20 et 21 avril contre le ministre bourgeois du gouvernement provisoire Milioukov (59), rédige de sa propre autorité, fait imprimer et diffuser au nom du comité un tract qui s'achève par

(56) V. I. Krivobokov, dit Nevsky (1876-1937), étudiant à Moscou, exclu en 1898, rencontre Lénine en 1904 en Suisse, militant clandestin, plusieurs fois arrêté et exilé ; après la révolution, il se consacre à l'histoire du parti. Il fut arrêté en 1935 et mourut en prison en mai 1937.

(57) B. V. Avilov (1874-1938), avocat, un des dirigeants des bolcheviks « conciliateurs », quitta les bolcheviks pour les mencheviks en avril, rompit avec ces derniers en 1918 et abandonna la politique. Arrêté et mort en prison sous Staline.

(58) S. Ia. Bogdatiev (1876-1946), militant fort indiscipliné en 1917, peut-être en raison de ses qualités et de sa popularité.

(59) P. N. Milioukov (1859-1943) historien, dirigeant du Parti constitutionnel démocratique (KD ou « cadet ») ; ministre des Affaires étrangères du gouvernement provisoire et partisan de la poursuite de la guerre aux côtés des Alliés : c'est « l'offensive Milioukov », qui provoqua la colère des masses.

le mot d'ordre : « *A bas le gouvernement provisoire* », que le comité central juge aventuriste parce que prématuré ; il intervient sans mandat contre les décisions de son propre parti sur des problèmes politiques ou sur la délicate question du local. Il s'ajoute à tout cela la mise à l'écart d'un des animateurs du comité, Khakharev, dont la commission exécutive apprend – ainsi que lui – que sa femme, ex-secrétaire du comité de Pétersbourg en 1908 (Ioulia Serova) était un agent provocateur, responsable de la perte de cent dix-neuf militants livrés par elle à la police. Il y a enfin la découverte de l'agent provocateur Tchernomor qui avait en son temps rempli les fonctions de trésorier. Il y a ceux qui s'effacent, comme le premier président de la commission exécutive, Mikhailov, sans doute par lassitude.

Car il y a surtout cette ampleur croissante des tâches qui aspirent les cadres du parti dans la construction des cellules, des rayons, dans, les soviets d'entreprise, d'arrondissement, de ville, dans la milice ouvrière, la Garde rouge, les comités d'usine et de fabrique, les syndicats, l'organisation militaire, les tâches « littéraires »... En huit mois en tout cas, le comité voit se succéder trois secrétaires, Schmidt, Zalejsky et Boky.

Les finances

La situation financière du comité est l'un des sujets de préoccupation constants de ses responsables. La première source de revenus pour le parti est constituée par ses cotisations. Mais elles sont très basses et ne rentrent qu'irrégulièrement. La réunion du comité les avait d'abord fixées à 0,5 % du salaire mensuel et avait supprimé la cotisation spéciale de 50 kopeks existant jusqu'alors (60). Lors de sa conférence d'avril, l'organisation de Petrograd adopte l'article 5 des statuts qui stipule :

« *Les membres du parti paient une cotisation d'adhésion de 50 kopeks plus une cotisation mensuelle égale à 0,5 % de leur salaire [...]. Les comités de rayon reversent 25 % de la cotisation perçue aux caisses du comité de Pétersbourg* » (61).

Même si le comité passe de 2 000 adhérents à la fin de la première semaine de

mars à près de 16 000 fin avril, ces cotisations ne lui permettent pas de vivre, d'autant que les comités d'arrondissement les centralisent de façon irrégulière. Aussi le comité tente-t-il de trouver des formes de financement. Il décide d'organiser dans les arrondissements une série de conférences politiques, avec entrée payante, dont il fournira les orateurs. L'intense activité politique de ces semaines révolutionnaires qui met en mouvement des centaines de milliers d'hommes et de femmes désireux de comprendre pour agir devrait fournir un large public à ces conférences. Mais si l'idée est bonne, on verra que la réalisation en sera lamentable financièrement, faute d'un responsable ou d'un organe chargé de suivre cette activité.

Un ultimatum au comité central

Les problèmes financiers ne sont pas résolus avant la révolution d'Octobre. Leur gravité obère l'accomplissement des tâches du comité, crée des tensions politiques en son sein et avec le comité central. Ainsi, le parti social-démocrate finlandais (62) ayant au début de mars décidé de faire un don de 10 000 roubles au parti russe – qu'il divise lui-même en deux, 7 000 pour les bolcheviks et 3 000 pour les mencheviks – le comité de Petrograd, pris à la gorge, adresse au comité central un véritable ultimatum. Le procès-verbal de la réunion du 12 mars de ce dernier note en effet :

« *Le comité de Pétersbourg adresse au bureau du comité central la demande de lui fournir de l'argent ; c'est en effet le comité de Pétersbourg qui supporte le poids du travail en-dehors de la capitale elle-même ; le comité se verra dans l'obligation d'interrompre ses activités s'il ne reçoit pas d'argent, étant donné qu'il ne*

(60) 50 kopeks = 1/2 rouble. Pour juger de ce que représente cette somme, signalons qu'en avril, lorsque le comité de Pétersbourg décide d'embaucher des permanents techniques, il décide de rémunérer un secrétaire administratif à 300 roubles par mois, son adjointe et une employée de bureau à 150.

(61) Préface aux *Pervy legalny*, p. 9.

(62) Le parti social-démocrate finlandais avait décidé en outre une levée de fonds de solidarité.

lui reste, que 120 roubles en caisse ! Le comité de Pétersbourg exige (sic) que lui soient attribués 5 000 roubles sur les 10 000 qui ont été transmis par le parti social-démocrate de Finlande par l'intermédiaire du comité de Petrograd » (63).

Le bureau russe du comité central refusa de déférer à cette exigence en affirmant qu'il avait toujours eu lui-même de bons rapports avec les social-démocrates finlandais et que le comité de Pétersbourg ne pouvait dès lors s'attribuer aucun mérite particulier dans la décision des Finlandais et que sa réclamation était donc déplacée. Le bureau du comité central attribua cependant une aide matérielle de 1 000 roubles au comité.

On peut remarquer que les questions d'organisation financière n'occupent qu'assez peu de place dans les ordres du jour du comité et de sa commission exécutive. La sanction ne se fait pas attendre. A la commission exécutive du 20 juin, Boky conclut en rappelant aux responsables d'arrondissements :

« L'argent arrive en retard dans les caisses du comité, qui sont vides. De nombreux arrondissements n'ont pas encore payé à ce jour les cotisations dues » (64).

Une comptabilité dans un état lamentable

A la réunion commune du comité de Pétersbourg, du comité central et de l'Organisation militaire du 22 juin, « purement informative » du fait du petit nombre de présents, Boky présente le projet de rapport qu'il compte soumettre à la prochaine conférence du parti de la ville. Sur ce point, il déclare :

« La comptabilité est dans une situation lamentable. La réunion commune des secrétaires et trésoriers d'arrondissement a montré qu'il n'y avait pas de méthode uniforme d'enregistrement des adhérents et, dans certains arrondissements, le système d'enregistrement est extrêmement insatisfaisant. Nous avons décidé de mettre en place un système de cartes : chaque arrondissement garde l'original et envoie une copie au comité de Pétersbourg. Là où existe un système

autonome d'enregistrement par les sous-sections et les collectifs d'entreprise (ce qui est le cas du rayon de Vyborg), les cartes doivent être éditées en quatre exemplaires. Les rayons doivent communiquer leurs données à ce sujet au comité de Pétersbourg au moins une fois tous les quinze jours... » (65). Mais, après avoir présenté la mise en place de ce système, Boky constate : « Les finances du comité de Pétersbourg sont dans une situation très irrégulière. Pour les conférences payantes, le comité de Pétersbourg, au lieu de recevoir plusieurs milliers de roubles, en a encaissé 50 ! L'état financier détaillé du comité n'est pas prêt » (66).

Mais le comité de Pétersbourg ne se contente pas de faire les comptes et de réclamer. Il prend des initiatives. Le 9 mars, il lance une double initiative. Il « propose aux travailleurs de Pétersbourg de sacrifier une journée de travail au bénéfice de la Pravda », ce qui ne pouvait rapporter un kopeck au comité lui-même, d'où une seconde proposition : il lance un appel à tous les travailleurs de Pétersbourg pour qu'ils versent une contribution à l'organisation du parti (67).

Cet appel, qui sera renouvelé, semble avoir permis au comité de recueillir une somme de 15 000 roubles dont une bonne partie va à la Pravda. Cela lui permet d'avoir, fin mars, 2 000 roubles en caisse. Mais il doit établir un budget de 5 000 roubles par mois environ, une misère pour une organisation qui va compter 20 000 militants dans les semaines qui suivent. Le comité, ayant besoin d'une voiture pour les déplacements rapides des agitateurs et organisateurs, demande au comité central de lui en fournir une qui, utilisée à tout-va, a panne sur panne. Aussi, deux mois plus tard, pour répondre à la nécessité de préparer la manifestation de masse du 18 juin, le comité lance aux adhérents un appel urgent leur demandant de lui prêter pour la journée du samedi dix-sept camions, voitures (pour ces véhi-

(63) *Voprosy Istorii...*, Moscou 1962, n° 2, p. 144.

(64) *Pervy legalny...* p. 199.

(65) *Ibidem*, p. 208.

(66) *Ibidem*, p. 209.

(67) *Pervy legalny...* p. 31.

cules, l'appel devait viser surtout les régiments ou les sous-officiers bolcheviques), bicyclettes et chevaux (cet appel destiné aux adhérents individuels).

Des levées plus importantes que les cotisations

Les finances du comité de Pétersbourg, comme celles des autres comités du parti, reposaient donc sur une faible cotisation demandée aux militants et, par compensation, sur un large appel aux masses ouvrières sympathisant avec son action : les rentrées extérieures obtenues par ces levées sont plus importantes que les rentrées (désordonnées, nous l'avons vu) représentées par les cotisations. Elles dépendent de la mobilisation militante... et de la situation financière des masses ouvrières que la décomposition de l'économie russe tout au long de l'année 1917 compromet de plus en plus gravement. Malgré l'énorme augmentation du nombre de militants (multiplié par quarante entre le 7 mars et le 24 octobre), la situation financière du comité de Pétersbourg est donc fragile et le laisse dans un grand dénuelement matériel. Ainsi, lorsqu'en juin l'un de ses membres, Podvoisky, découvre une « affaire » et propose au comité d'acheter pour 170 000 roubles une belle rotative qui permettrait au comité d'imprimer sans délai et sans dépendre d'un bon vouloir qui peut se révéler à éclipses, son propre matériel d'agitation et de propagande, les autres membres du comité doivent lui rappeler que l'état de la caisse ne permet pas un instant de rêver à pareille acquisition. Un mois plus tard, les soldats du gouvernement provisoire vont mettre à sac l'imprimerie coopérative Troud où le comité central faisait imprimer la *Pravda* et qui, vu son manque de matériel, ne pouvait guère répondre à des demandes supplémentaires, le comité de Pétersbourg et le comité central cherchent pendant deux semaines un imprimeur pour publier leur nouveau quotidien. Ils devront attendre le 23 juillet pour éditer à nouveau à 20 000 exemplaires le remplaçant de la *Pravda*.

La division du travail pour le journal

Le journal a été l'une des questions centrales de la vie du comité, mais d'une façon parfois inattendue. Dès son numéro 2, la *Pravda* est publiée comme organe du comité central et du comité de Pétersbourg.

Cette définition est présentée comme provisoire et ne signifie pas que le quotidien dépend de deux instances sur pied d'égalité. La rédaction dépend du comité central et la diffusion surtout du comité de Pétersbourg. Cette division du travail est aisément compréhensible : la *Pravda* a vocation « nationale » mais elle est diffusée surtout dans la capitale tant pour des raisons politiques évoquées plus haut que pour des raisons matérielles : la désorganisation des transports et... le sabotage vigilant dont est victime le colportage de la presse bolchevique restreignent l'acheminement de la *Pravda* à la capitale, ses alentours et Moscou où existe d'ailleurs un autre organe bolchevique local comme dans tous les centres. La *Pravda* circule certes dans tout le pays, mais ses numéros n'atteignent certaines villes ou les tranchées qu'avec des semaines de retard. Sa diffusion incombe avant tout au comité. Si c'est le comité central qui décide d'accorder aux petits vendeurs de la *Pravda* la ristourne de 2 kopecks accordée par le reste de la presse, c'est le comité de Pétersbourg qui organise les campagnes de diffusion de masse. Ainsi, le 22 avril, la journée de la presse : courts meetings centrés sur la *Pravda*, son rôle, sa place le soir après le travail dans les quartiers et à la porte des usines ou dans les usines ; manifestations et meetings le lendemain pour recueillir le soutien financier. Le lien entre agitation et finances est sans cesse souligné.

Lénine mis en minorité

Cette division du travail va poser problème. La majorité du comité juge en effet nécessaire d'avoir son propre organe, pour, dit-elle, éclairer, ce que la *Pravda* ne peut faire, les aspects locaux et particuliers de la lutte sociale et politique et l'ac-

tivité propre du comité dans la capitale. Le comité central est hostile à cette division, et c'est à cette occasion que Lénine – c'est très rare – vient prendre part à une réunion du comité de Pétersbourg consacrée à ce débat qui occupe trois mois de son existence.

Lénine explique :

« *On ne comprend pas pourquoi cette question se pose au moment précis où le parti monte une imprimerie à lui et au moment où une entente s'esquisse avec les "Mejrayontsy" afin d'assurer la collaboration du camarade Trotsky à l'édition d'un organe populaire [...]. Le comité central ne conteste pas la nécessité d'un organe populaire pour expliquer ses mots d'ordre aux masses. Mais la création d'un journal populaire est chose compliquée et demande une riche expérience.*

C'est pourquoi le comité central invite le camarade Trotsky, qui a su si bien organiser le sien, la Gazette russe, à participer au lancement d'un organe populaire. La tâche de l'organe populaire est d'amener le lecteur à comprendre l'organe dirigeant du parti. Si nous ne créons pas un organe populaire, la masse tombera sous l'influence des autres partis » (68).

Lénine est mis en minorité, sa résolution étant repoussée par seize voix contre douze. Aussi s'adresse-t-il par lettre à tous les comités d'arrondissement de Petrograd. Il souligne que l'existence d'un organe propre du comité de Pétersbourg générerait la cohésion et pourrait même engendrer des divergences (ou des nuances) dans la ligne politique, ce qui serait extrêmement nuisible, surtout en période de révolution.

« *Pourquoi diviserions-nous nos forces ? Nous sommes tous terriblement surchargés de travail, nous avons peu de forces : ceux qui écrivent nous quittent de plus en plus pour se joindre aux jusqu'aboutistes. Est-il admissible de diviser nos forces dans ces conditions ? » (69).*

Lénine n'emportera pas l'adhésion de la majorité du comité qui tend à laisser la charge du journal à la rédaction de la *Pravda* et au comité central. Ainsi, le journal est-il rarement à l'ordre du jour des réunions en dehors de longs débats sur cette question brûlante que l'adversaire va régler lors des journées de Juillet en sacca-

geant les locaux du comité, en détruisant l'imprimerie de la *Pravda* et en multipliant les obstacles à la publication du seul organe bolchevique dans la capitale.

Un comité débordé par une croissance vertigineuse ?

Sur ce point comme sur les autres, le comité donne l'impression d'avoir été débordé, voire submergé par les difficultés qu'engendraient une croissance vertigineuse (d'un millier environ à près de 40 000 en huit mois) et sa responsabilité centrale. Mais cette impression est en partie trompeuse. Sa capacité à tenir le choc lors du reflux qui suit les journées de Juillet et la répression qui se déchaîne alors, sa capacité encore à mobiliser le prolétariat de Petrograd contre le coup d'Etat de Kornilov, fin août, ou dans les journées préparatoires à la révolution, montrent que le tableau que l'on peut tirer des débats du comité est unilatéral. Ses responsables mettent l'accent systématiquement sur ce qu'il faut redresser, corriger, changer. Et deux facteurs décisifs ont permis au comité de surmonter politiquement ses insuffisances ou ses défaillances en matière d'organisation : la force politique et organisatrice que représentait le millier de militants, plus exactement de cadres, sortis de la clandestinité et rescapés de la répression tsariste, et l'orientation impulsée par Lénine à chacun des moments tournants de la révolution russe.

Jean-Jacques Marie

(68) *Ibidem* et Lénine, *Œuvres complètes*, 4^e édition, Moscou, 1958, tome 24, pp. 561 et 562. A l'époque, Trotsky n'était pas encore membre du Parti bolchevique.

(69) *Ibidem* et Lénine, *ibidem*, p. 571.

L'Irlande et la révolution bolchevique (1916-1923)

par Roger Revuz

Un an avant que n'éclate la révolution en Russie, à Pâques 1916, le soulèvement des nationalistes irlandais inaugure la crise révolutionnaire que l'Europe va connaître au lendemain de la Première Guerre mondiale. En 1916, l'Irlande liée au Royaume-Uni depuis 1800 par l'Acte d'union, est une nation opprimée. Un courant nationaliste s'est développé tout au long du XIX^e siècle. Son aile droite, expression de la bourgeoisie irlandaise, défend le principe du *Home Rule*, une autonomie au sein du Royaume-Uni, tandis que son aile gauche représentée par l'Irish Republican Brotherhood (IRB), dirigée par la petite-bourgeoise urbaine et s'appuyant sur la paysannerie, veut arracher l'indépendance par la lutte armée. Peu avant 1914, l'IRB a mis sur pied une milice armée de 200 000 hommes, l'Irish Volunteer Force.

Un mouvement ouvrier s'est développé dans les villes de Dublin, Cork et Belfast. En 1913 a lieu le mouvement social le plus important d'avant la guerre : la grève générale de Dublin (1) en réponse au lock-out (2) décidé par William Murphy, propriétaire de la compagnie de trams. Le but du patronat est de briser le syndicat créé en 1908 par le syndicaliste révolutionnaire James Larkin dit Big Jim, un syndicat indépendant des syndicats britanniques, l'Irish Transport and General Workers' Union (ITGWU). La grève générale de Dublin dure d'août 1913 à janvier 1914. Elle est dirigée par James Larkin et le socialiste James

Connolly. C'est au cours de cette grève dure où chaque jour les grévistes doivent affronter la police que James Connolly met sur pied un service d'ordre chargé de protéger les locaux du syndicat et les manifestations des grévistes. Le service d'ordre se transforme en Irish Citizen Army (ICA) que Lénine salue comme la « première armée rouge d'Europe » (3). Pour James Connolly, le prolétariat doit être le fer de lance de la lutte pour l'indépendance et la République : « Si dès demain, vous chassez l'armée anglaise et hissez le drapeau vert sur le château de Dublin, vos efforts s'avèreront vains si vous n'édifiez pas la république socialiste. »

L'insurrection de Pâques 1916

Pour le socialiste James Connolly et les dirigeants nationalistes révolutionnaires, il faut profiter de la guerre mondiale pour arracher l'indépendance. Le lundi de Pâques 1916, 200 membres de l'ICA de James Connolly et 500 membres

(1) Voir dans les *Cahiers du mouvement ouvrier* n° 30 (2^e trimestre 2006), article de Sam Ayache, « 1913 : le lock-out de Dublin ».

(2) Le lock-out est la grève patronale, c'est-à-dire la fermeture provisoire d'une entreprise par l'employeur pour répondre à une grève ouvrière.

(3) L'Irish Citizen Army compte 1 000 hommes. Seuls les syndiqués peuvent en être membre.

de l'*Irish Volunteer Force* s'emparent de la Poste centrale et de plusieurs points stratégiques de Dublin mais échouent à s'emparer du Château, siège de l'administration britannique. Les combats durent six jours. L'armée britannique déploie 16 000 soldats et bombarde la ville. L'insurrection est un échec. Quinze dirigeants sont fusillés dont James Connolly qui, blessé, est amené devant le peloton d'exécution sur un brancard. La direction républicaine est décapitée. Les insurgés n'ont pas bénéficié du soutien du mouvement ouvrier anglais « *largement contrôlé par une aristocratie ouvrière dont le chauvinisme anti-irlandais est une constante dans son histoire* » (4). Lénine prend la défense des insurgés contre ceux qui, dans le mouvement ouvrier, les condamnent en qualifiant l'insurrection de « *putsch* » : « *Quiconque attend une révolution sociale "pure" ne vivra jamais assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une véritable révolution [...]. Le malheur des Irlandais, c'est qu'ils se sont insurgés dans le moment inopportun, alors que l'insurrection du prolétariat européen n'était pas encore mûre [...]* » (5).

L'écho de la révolution russe en Irlande

La révolution bolchevique bénéficie d'un énorme prestige en Irlande. Les Républicains nationalistes, qui après l'échec de l'insurrection de Pâques 1916, ont fondé l'IRA, de même que l'aile la plus radicale du mouvement ouvrier représentée par l'IGTWU, apportent un soutien sans réserve à la révolution bolchevique. « *Pour les syndicalistes éduqués à l'école de Connolly, c'est la confirmation que la victoire du socialisme est possible, et, pour les nationalistes, la politique des bolcheviks concernant les minorités nationales attire la sympathie* » (6).

Le 4 février 1918, un meeting de soutien à la révolution russe rassemblant 10 000 personnes est organisé à Dublin. Une résolution de solidarité publiée dans l'*Irish Worker*, le journal de l'IGTWU, « *salue avec enthousiasme l'avènement de la révolution bolchevique en Russie* » (7).

Au moment même où l'IRA déclenche la guerre d'indépendance, une vague de troubles sociaux, aussi bien industriels qu'agaires, secoue l'Irlande depuis plusieurs mois. Influence directe de la révolution russe, quand les paysans entrent en lutte et quand les ouvriers se mettent en grève, ils s'organisent et désignent leurs comités de grève du terme de « *soviets* ».

Il y eut, à partir de novembre 1918, une centaine d'organisations de type « *soviétique* » (8). La plus célèbre est le soviét de Limerick dans la province de Munster dans le sud-ouest de l'Irlande. Limerick était connu depuis longtemps comme un centre d'activités révolutionnaires. En avril 1919, les autorités britanniques déclarent la ville « *zone militaire spéciale* » et instaurent un permis pour pouvoir y accéder et en sortir. Le 14 avril, la direction locale de l'IGTWU décrète alors la grève générale et le conseil des syndicats met en place un comité de grève qui, rapidement, est désigné comme « *le soviét* ». Celui-ci prend en charge la propagande en éditant son journal, *The Workers' Bulletin*, organise le ravitaillement en fixant les prix maximums et en vient à émettre sa propre monnaie. Mais les directions du mouvement ouvrier n'organisent pas la solidarité autour de Limerick. Quand la hiérarchie militaire lève la loi martiale, le « *soviét* » de Limerick est dissous (9).

Une autre expérience « *soviétique* »

(4) Roger Faligot, *La Résistance irlandaise*, p. 27, Maspero, 1977.

(5) Lénine, *Œuvres complètes*, tome 22, Editions sociales, Paris, 1960.

(6) Roger Faligot, *op. cit.*, p. 30.

(7) Emmet O'Connor, *Reds and the Green, Ireland, Russia and the Communist Internationals, 1919-1943*, p. 15, University College Dublin Press, 2004 (il n'existe pas de traduction en français de ce livre).

(8) Pour plus de détails sur les « *soviets* » en Irlande, voir : Olivier Coquelin, *Soviets irlandais : expériences autogestionnaires dans l'Irlande révolutionnaire (1918-1923)*, site de l'Association Autogestion, octobre 2016.

(9) Pour plus d'informations sur le soviét de Limerick, voir *Les Cahiers du Cermtri* n° 127, décembre 2007 *Irlande : le mouvement national, le mouvement ouvrier et le mouvement communiste 1913-1941*.

est celle de l'entreprise Cleeve. La famille Cleeve était à la tête « d'un réseau de plus de cent laiteries, minoteries et usines dédiées à la fabrication de lait condensé et de pain situées dans les comtés de Limerick, Tipperary et Cork de la province de Munster [...]. Elle employait 3 000 personnes et se faisait fournir par environ 5 000 céréaliers et producteurs laitiers » (10). L'entreprise est le théâtre de plusieurs conflits sociaux portant sur les salaires et les conditions de travail entre 1920 et 1922 et chaque fois les ouvriers nomment leur comité de grève « soviétique » ; puis face à la menace de grève patronale, les ouvriers de 39 usines Cleeve décident de reprendre la production sous contrôle ouvrier – l'expérience dure trois mois – et de hisser le drapeau rouge sur le toit des établissements. A Bruree, les ouvriers inscrivent sur la façade de leur établissement « *Soviet des ouvriers de la minoterie de Bruree. Nous faisons du pain pas des profits* » ! (« *Bruree Workers Soviet Mills. We made bread not profits* ».)



Usine de Bruree, « Nous faisons du pain pas des profits », DR.

L'Internationale communiste et l'Irlande

« La structure du mouvement ouvrier en Irlande s'apparente à celle du mouvement ouvrier britannique. La Confédération syndicale (ILP-TUC) (11) avait son expression politique : le Irish Labour Party. Il avait été constitué comme tel en 1912, mais son existence restait formelle dans la mesure où il n'existait pas d'instances distinctes de celles de la Confédération. Organisation fédérative, l'Irish

Labour Party intégrait le Parti socialiste d'Irlande (SPI) » (12). Le SPI, reconstitué en 1910, avait été dirigé par James Connolly jusqu'en 1916. Reconstitué par O'Brien et O'Shannon, la ligne du SPI après la guerre mondiale est une ligne centriste (13) : bien qu'ayant apporté son soutien à la révolution russe, le SPI appelle dans un premier temps à la reconstitution de la Deuxième Internationale. Mais c'est en son sein que vont apparaître les premiers militants se revendiquant du communisme. C'est d'une part les Groupes communistes de Roddy Connolly et Eamon MacAlpine. Roddy est le fils de James Connolly et à 15 ans, il a participé à l'insurrection de Pâques 1916 ; Eamon MacAlpine a milité dans le mouvement ouvrier américain et est lié à John Reed (14). Les Groupes communistes agissent clandestinement à l'intérieur du SPI. Une autre tendance communiste est dirigée par Sean McLoughlin qui lui aussi est un vétéran de l'insurrection de Pâques de 1916. En mai 1920, McLoughlin fonde l'Irish Communist Labour Party (ICLP), un petit groupe un peu plus important cependant que les Groupes communistes mais surtout mieux organisé.

Alors que le SPI mandatait deux délégués dont O'Shannon pour participer au II^e Congrès de l'Internationale communiste (15) devant se dérouler en juillet 1920 à Petrograd, Roddy Connolly et Eamon MacAlpine prennent de vitesse la délégation officielle du SPI. Se rendre en Russie à cette

(10) Olivier Coquelin, op. cit.

(11) Irish Labour Party and Trade Union Congress.

(12) *Les Cahiers du Cermtri*, op. cit.

(13) Au sein du mouvement ouvrier, le centrisme désigne les courants qui oscillent entre réformisme et révolution.

(14) John Reed (1887-1920), journaliste et militant communiste américain, arrive à Petrograd en septembre 1917. Auteur des *Dix jours qui ébranlèrent le monde*.

(15) Le SPI va finalement se rallier à l'Internationale communiste (ou III^e Internationale ou Komintern) fondée en 1919 lors de son premier congrès.

époque est une aventure périlleuse alors que la guerre civile y fait rage et que par ailleurs depuis janvier 1919, c'est la guerre en Irlande entre l'IRA et l'armée britannique. Financés par l'émissaire finlandais de l'Internationale communiste Erkki Veltheim, ils arrivent à Mourmansk après avoir voyagé dans la soute d'un premier bateau puis d'un bateau postal. Là, ils sont témoins des dévastations infligées au port par l'aviation britannique en soutien aux armées blanches. Durant le voyage de trois jours qui les mènent à Petrograd, leur train subit un bombardement de l'aviation britannique (16). Ils sont accueillis à Petrograd par John Reed et Zinoviev quelques jours avant l'ouverture du congrès. John Reed introduit Roddy Connolly auprès de Lénine. Connolly et MacAlpine seront photographiés avec Lénine lors de la parade précédant l'ouverture du II^e Congrès de l'Internationale communiste.



Lénine avec les délégués irlandais (Roddy Connolly, à droite, et Eamon MacAlpine, à gauche) lors du II^e Congrès de l'Internationale communiste (1920), DR.

Roddy Connolly n'est pas considéré par le Congrès comme membre du SPI mais comme communiste irlandais représentant d'une part les Groupes communistes, agissant clandestinement à l'intérieur du SPI et d'autre part l'Irish Citizen Army. MacAlpine se présente comme « *membre du Parti communiste américain* » (17). Le II^e Congrès de l'Internationale communiste se réunit dans une période de montée révolutionnaire de

la classe ouvrière dans toute l'Europe. Il accorde beaucoup d'importance à la question coloniale et aux mouvements d'émancipation nationale. Lénine préside la commission du congrès sur la question nationale et coloniale. Sur cette question, c'est lui qui a préparé les thèses présentées au congrès. Connolly et MacAlpine interviennent dans le débat. Dans son intervention, MacAlpine insiste sur le rôle des communistes britanniques qui doivent soutenir activement « *l'Irlande, [mener] une agitation au sein des troupes britanniques en Irlande, [empêcher] l'envoi de renforts de munitions* » (18).

De la guerre d'indépendance à la guerre civile

Le gouvernement britannique, face au soutien de plus en plus important que les Républicains rencontrent et face aux pertes subies par l'armée britannique qui rendent la guerre d'indépendance de plus en plus impopulaire en Angleterre même, cherche une solution politique au conflit. Par ailleurs, comme on l'a vu, les revendications sociales s'imposent dans le cours même de la guerre. En juillet 1921, le gouvernement britannique propose une trêve aux Républicains et l'ouverture de négociations à Londres. Ce qui est proposé par Londres, c'est le *Home Rule*, la création d'un

Etat libre dans les 26 comtés du Sud mais excluant le nord de l'Irlande, l'Uster. L'Etat libre demeure membre du Commonwealth, donc dépendant de la couronne britannique et les députés irlandais élus au Parlement

(16) Emmet O'Connor, *op.cit.*

(17) Emmet O'Connor, *op.cit.*

(18) Le numéro 107 des *Cahiers du Cermtri* de décembre 2007 reproduit les interventions de Connolly et MacAlpine.

de Londres devront prêter serment de fidélité à la couronne.

Un Parlement irlandais, le *Dail Eireann*, est élu qui doit débattre de la proposition d'un traité instaurant le *Home Rule*. En décembre 1921, à une courte majorité, les députés irlandais votent pour accepter le traité donc la partition de l'Irlande. Du côté du traité on trouve la bourgeoisie industrielle irlandaise, les propriétaires terriens, la direction centrale du mouvement républicain (19), les Eglises de toutes confessions et la direction du mouvement syndical et de l'Irish Labour Party. Le Parti communiste d'Irlande (CPI), récemment créé (voir plus loin) se prononce contre le traité et explique que la guerre civile est inévitable et que la majorité de l'IRA (20) qui était anti-traité devait s'y préparer. Mais celle-ci tergiverse, cherchant à s'entendre avec les partisans de l'Etat libre ce qui a pour conséquence de démobiliser les soldats de l'IRA, dans leur grande majorité des ouvriers et des paysans.

A Dublin, des partisans anti-traité de l'IRA occupent militairement la Cour de Justice, les *Four Courts*. En juin 1922, avec le soutien logistique de l'armée britannique, ils sont écrasés par les troupes du gouvernement de l'Etat libre. C'est le début de la guerre civile, une guerre de guérilla, qui va durer jusqu'en 1923, une guerre au cours de laquelle le gouvernement de l'Etat libre exécutera plus de Républicains que les Britanniques pendant la guerre d'Indépendance (21) !

La guerre civile, le Parti communiste d'Irlande et l'Internationale communiste

La trêve avait laissé entrevoir des conditions politiques plus apaisées et avait décidé les communistes à paraître au grand jour. En septembre 1921, Roddy Connolly est élu président du Parti socialiste d'Irlande (SPI). En octobre, la majorité vote pour l'affiliation à l'Internationale communiste, O'Brien et O'Shannon sont exclus et le Parti socialiste d'Irlande devient le Parti communiste d'Irlande

(CPI, section de l'Internationale communiste). Le CPI est formellement reconnu comme tel par l'Internationale communiste en janvier 1922. C'est un petit parti : 22 membres en septembre 1921, 300 en octobre mais seulement 120 en novembre à la suite de nombreuses exclusions (22). Les militants sont jeunes. Plusieurs dont Roddy Connolly sont des vétérans de l'insurrection de Pâques 1916, beaucoup sont des émigrés revenus au pays, certains ont milité aux Etats-Unis dans les Industrial Workers of the World (IWW), l'organisation syndicaliste révolutionnaire.

Début 1922, quand commence la guerre civile, le CPI met ses militants à la disposition de l'IRA (23). Sean McLoughlin prend le commandement d'une colonne volante de l'IRA opérant dans la province de Munster. Des démarches pour obtenir des armes, non couronnées de succès, sont faites par Roddy Connolly, *via* le truchement du Parti communiste allemand (KPD), auprès de Moscou. Connolly pense que les sections de l'IRA hostiles au traité se rangeront derrière la bannière communiste. Peadar O'Connell, membre de l'exécutif de l'IRA, rejoint le CPI. En juillet 1922, Connolly et le trésorier du CPI Georges Pollock se réunissent à Londres avec Mikhaïl Borodine, envoyé par l'Internationale communiste pour aider le CPI ; des dirigeants du Parti communiste de Grande-Bretagne (CPGB) assistent à la réunion. Pour Borodine, les communistes doivent proposer aux Républicains l'adoption d'un programme social qui, seul, pourra permettre de rallier les ouvriers et les paysans à la cause républicaine. Borodine

(19) La direction centrale de l'IRA, avec Michael Collins, était pro-traité mais la base était majoritairement contre (voir note suivante).

(20) D'après Roger Faligot, lors d'une convention extraordinaire de l'IRA, 85 % des Volontaires se prononcèrent contre le traité.

(21) Voir le film de Ken Loach, *Le Vent se lève*, 2006. « *Le Vent se lève est un grand film, sans concessions, ni didactisme, qui ne cache pas son drapeau, et qui allie justesse politique et efficacité narrative* », Lucien Logrette dans *Jeune Cinéma* n° 303/304, été 2006.

(22) Emmet O'Connor, *op. cit.*, p. 51.

(23) Les dirigeants pro-traité de l'IRA ont quitté celle-ci pour rejoindre l'armée régulière de l'Etat libre.

et Connolly mettent au point ce programme social en dix points dont la nationalisation de l'industrie lourde, des transports et des banques, la réforme agraire, la journée de huit heures, l'indemnisation des chômeurs et l'armement universel des travailleurs. Le programme est publié dans le journal du CPI, le *Workers' Republic* le 29 juillet 1922. Mais Borodine est arrêté peu de temps après à Glasgow, emprisonné et finalement expulsé vers la Russie. C'est un coup dur pour le jeune parti communiste (24).

Le programme social est proposé officiellement à la direction de l'IRA Liam Mellows, un des dirigeants de l'IRA emprisonné recommande la formation d'un gouvernement civil provisoire à Cork dans la province de Munster où plusieurs « soviets » avaient surgi lors des grèves, gouvernement sur la base d'une plateforme reprenant le programme social du CPI (25). Il laisse entendre qu'il pourrait rejoindre celui-ci mais il est exécuté avec trois autres dirigeants en représailles de l'assassinat d'un dignitaire de l'Etat libre et la direction de l'IRA ne donne pas suite à ses recommandations.

Le IV^e Congrès de l'Internationale communiste et la question irlandaise

Le IV^e Congrès de l'Internationale communiste s'ouvre en novembre 1922 à un moment où le rapport de forces militaires est en nette défaveur des Républicains. Roddy Connolly et l'Écossais McLay (26) sont les délégués du CPI au congrès. Formellement le recrutement dans les rangs de l'IRA reste la priorité, une résolution est adoptée condamnant la répression par l'Etat libre mais le congrès opère un tournant. Dorénavant les partis communistes devront adopter une double tâche : organiser à la fois la lutte pour l'indépendance et le combat de la classe ouvrière. Boukharine qui préside la commission sur l'Irlande prédit la défaite des Républicains et Connolly et McLay se voient reprocher d'avoir négligé le combat de classe et de

ne pas avoir préservé l'indépendance du parti (27). Ainsi, pour l'Internationale communiste, le CPI devait dorénavant concentrer son activité sur le prolétariat et adopter une position de *soutien moral* envers les Républicains. Parallèlement elle adressa une « *lettre énergique* » CPGB lui rappelant ses devoirs envers la lutte des Irlandais. En vain, le délégué anglais, J. T. Murphy plaida qu'un seul « *soutien moral* » n'impressionnerait pas les Républicains et que cela compliquerait la tâche pour recruter à l'intérieur de l'IRA. En ce qui concerne Roddy Connolly « *caractéristiquement, [il] passa d'un extrême à l'autre. En janvier 1923, il publia trois articles dans le Workers' Republic appelant les Républicains à accepter la défaite militaire [...]* » (28).

En avril 1923, Eamon de Valera, le leader des Républicains, appelle au cessez-le-feu. La répression bat son plein ; en juillet 1923, « *on dénombre 11 316 prisonniers. L'ordre règne dans l'Etat libre* » (29). Le Parti communiste est en crise. Roddy Connolly est contesté et au congrès de janvier 1923, il a perdu son poste de président (30). Depuis le IV^e Congrès de l'Internationale communiste, le CP) a été placé sous le contrôle du CPGB. En octobre 1923, le bureau politique du CPGB adresse une lettre à Moscou conseillant à l'Internationale

(24) Charlie McGuire, *Roddy Connolly and the Struggle for Socialism in Ireland*, Cork University Press, p. 62, 2008 (il n'existe pas de traduction française de cet ouvrage).

(25) Charlie McGuire, *op. cit.*, p. 65.

(26) Emmet O'Connor, dans l'ouvrage déjà cité (p. 76), explique qu'il y avait tellement d'Écossais qui intervenaient dans le Parti communiste d'Irlande qu'à Dublin la blague consistait à le surnommer « *Parti communiste d'Écosse* » !

(27) Emmet O'Connor, *op. cit.*, p. 77.

(28) Emmet O'Connor, *op. cit.*, p. 77.

(29) Roger Faligot, *op. cit.*, p. 51.

(30) La personnalité de Roddy Connolly ne faisait pas l'unanimité au sein du CPI, certains lui reprochaient son égoïsme, son arrogance, ses sarcasmes et son refus de faire le travail militant de base, voire son comportement comme s'il était un officier bourgeois lors de son intégration dans l'IRA en juin 1922 (voir Emmet O'Connor, pp. 77-78, *op. cit.*).

communiste de dissoudre le CPI. Cette décision ne s'appuyait pas seulement sur la situation désastreuse dans laquelle se trouvait le CPI. En fait le CPGB se trouvait en contact avec Jim Larkin de retour en Irlande (31) après avoir été emprisonné aux Etats-Unis. Dans ses discussions avec les leaders britanniques, il s'était montré intéressé par la création d'un puissant mouvement communiste en Irlande mais il ne voulait rien avoir à faire avec les militants du CPI (32). En janvier 1924, le congrès du Parti communiste vote sa dissolution, officiellement pour cause de banqueroute financière !

Avec la victoire de l'Etat libre, Etat néocolonial, la situation révolutionnaire initiée en 1916 prend fin. L'Irlande est néanmoins, avec l'Allemagne, un des pays où la révolution bolchevique a eu le

plus d'écho, le pays où des perspectives révolutionnaires ont été à l'ordre du jour jusqu'en 1923.

Roger Revuz

(31) Jim Larkin (1876-1947) : avant 1914, principal dirigeant avec James Connolly du mouvement ouvrier irlandais. En 1914, il émigre aux Etats-Unis, se déclare communiste dès 1917, est emprisonné en 1920 pour « *anarchie criminelle* » ; gracié, il retourne en Irlande en avril 1923. En septembre 1923, il fonde l'*Irish Workers League* qui sera reconnue un peu plus tard comme la section irlandaise de l'Internationale communiste après la dissolution du CPI. C'est un personnage controversé et l'historien Emmet O'Connor intitule un article du *Ireland's History Magazine* (sur le Net) : *Big Jim Larkin : héros et naufrageur (Hero and wrecker)*.

(32) Emmet O'Connor, *op.cit.*, p. 87.



Aux origines du mouvement révolutionnaire balkanique (1916-1923)

par Christophe Chiclet

Au début du XIX^e siècle, le Printemps des peuples touche les Balkans. Serbes, Roumains, Grecs puis Bulgares, Crétois, Macédoniens et enfin Albanais, se libèrent du joug ottoman. C'est aussi l'époque où commence à émerger un mouvement révolutionnaire engagé dans un combat national et social. Mais rapidement, il y aura des fractures entre le national et le social. Les nouveaux pays indépendants sont tous devenus des royautes sous la pression des Puissances de l'époque, alors que les premiers révolutionnaires des Balkans souhaitaient des républiques multiethniques et démocratiques.

Les précurseurs

Les premiers penseurs d'une démocratie sociale multiethnique sont le Grec Rigas Féraios-Vélestinis et le Valaque macédonien Pitu Guli. Le premier est né à Vélestino en 1757 dans une Thessalie ottomane aux mains des grands propriétaires fonciers turcs (les Tchiflikis). Fils d'un commerçant aisé, il fait ses études à Constantinople dès 1774. Il va ensuite travailler pour les élites grecques de Valachie en 1780. Élites (les Phanariotes) proches de l'empire russe qui prépare les indépendances des provinces roumaines et de la Grèce. En 1796, il s'installe à Vienne, entre dans la Franc-Maçonnerie qui l'influence sur les idées de la Révolution française. Il écrit alors *Thourios* et *Nouvelle constitution*. Il y dénonce les grands propriétaires fonciers turcs de Thessalie, appelle le Magne (Péloponnèse) et le Souli (Épire) à se soulever et souhaite un « État

balkanique » qui serait une République démocratique multiethnique avec le respect de toutes les langues et religions pour les Grecs, Bulgares, Albanais, Valaques, Arméniens et Turcs. Craignant pour sa vie, il part à Trieste, mais la police autrichienne le retrouve en décembre 1797 et le livre aux Turcs à Belgrade qui le torturent et l'étranglent le 25 juin 1798.

Quant à Pitu Guli, il est né en 1865 dans une famille valaque (aroumaine ?) de paysans pauvres à Kruševo en Macédoine septentrionale. En 1882 il s'installe à Sofia où il rencontre les nationalistes bulgares. Trois ans plus tard il rentre en Macédoine ottomane. Comme révolutionnaire, il est arrêté par la police turque et passe sept ans de prison à Trébizonde sur les bords de la mer Noire. En 1895, il rentre à Kruševo et devient membre de la VRMO (ORIM : Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne). En 1902, il rejoint la Bulgarie pour préparer la révolte de la Macédoine, qui va créer en août 1903 l'éphémère République de Kruševo, la première République des Balkans, mettant sur pied d'égalité toutes les ethnies. Il sera tué par la terrible répression turque à la tête de ses hommes, les fameux Comitadjis. On peut aussi citer Giannis Makrigiannis (1797-1864), dont le père avait été tué par les Ottomans, qui fut un des principaux généraux de la guerre d'indépendance grecque (1821-1832) et qui s'est battu avec ses soldats paysans contre la faction de la haute bourgeoisie commerçante grecque. C'est lui qui fit un coup d'État militaire en 1843 contre le roi bavarois imposé, Othon.

Anarchistes, socialistes et minorités nationales

Ce sont les anarchistes qui vont fonder les premiers groupes révolutionnaires de la Péninsule, dans la Grèce occidentale et les îles Ioniennes sous l'influence des anarchistes italiens, chez les slavomacédoniens de Salonique aidés par le puissant mouvement libertaire bulgare, lui-même influencé par les anarchistes russes. Les anarchistes grecs sont essentiellement implantés à Patras et Pyrgos avec des militants comme Ambelopoulos, D. Arnelos, D. Badounas, Bompotis, Evmorphopoulos, Michalis Iamvlikos qui a rencontré Bakounine en Suisse, Nikolaos Konemonos, un des premiers défenseurs du droit des femmes, et surtout Emmanouïl Dadaoglou. Ce dernier est un marchand grec de Smyrne. Il découvre les idées anarchistes auprès des réfugiés italiens à Patras en 1849. Il fonde avec l'anarchiste italien Amilcare Cipriani le « Club Démocratique ». Il participe à la révolte contre le roi Othon en 1862. Il s'installe dans la région de Naples de 1864 à 1867 et adhère à l'AIT (Association Internationale des Travailleurs). Il rentre en Grèce où il meurt en 1870. Sa compagne, Maria Pantazi, rejoindra la Commune de Paris où elle sera tuée par les Versaillais en 1871. A noter que Salonique, ottomane jusqu'en 1912, puis occupée par le royaume de Grèce après la Première Guerre balkanique, était une ville multiethnique majoritairement juive sépharade ladino venue d'Espagne aux XV^e-XVI^e siècles, avec des macédo-bulgares, des Turcs, des Grecs, des Arméniens. Ce sont des Juifs qui ont fondé les bases du socialisme politique et du syndicalisme en Grèce.

En 1848, la Grèce est touchée par les révolutions en Europe. Les paysans de l'Heptanèse se révoltent contre l'occupation anglaise et ceux de Macédoine, Thessalie, Épire contre le joug ottoman. En octobre 1862, des émeutes populaires dans Athènes obligent le roi bavarois Othon, imposé par les Puissances en 1833, à quitter le pays. Ces dernières le remplaceront par un prince danois, alors que la majorité du peuple grec souhaite une république.

C'est le 1^{er} mai 1878 qu'est publié à Patras le premier journal socialiste : *Elliniki Dimokratia* (Démocratie Grecque). En février 1879 est fondé le premier « *Centre Ouvrier* » dans l'île de Syros qui lance les premières grèves ouvrières de la Grèce moderne en février-mars. Athènes s'organise en septembre 1882 avec la création de la Fédération ouvrière des typographes, ouvriers tailleurs et cordonniers. L'année suivante, tailleurs, cordonniers et mineurs du Laurion organisent leurs premières grèves. Les mineurs, à la pointe du combat, remettent cela en juillet 1887, avril 1896, mars 1906. Au Pirée, les marins commencent à s'organiser en fondant en 1889 la Fédération des mécaniciens navigants. En juillet 1890, le petit groupe Assemblée Centrale Socialiste, dirigé par Stavros Kallergis, publie le journal *Socialistis* (Le Socialiste) jusqu'en 1902. Mais dès 1891, l'ACS éclate en trois groupes. Le 1^{er} mai 1894 est organisée à Athènes la première manifestation ouvrière célébrant le 1^{er} mai. L'année suivante, les ouvriers du tabac, fer de lance des revendications ouvrières dans toute la Grèce, fondent leur syndicat à Patras, puis à Salonique en août 1908. Leurs collègues ouvriers des conserveries de Patras entrent en grève en août 1896. En octobre 1898, les grèves touchent pour la première fois en même temps plusieurs villes de Grèce : Athènes, Patras, Volos. Les publications socialistes commencent alors à se multiplier : *Néos Phos* (Nouvelle Lumière) à Pyrgos en 1899, *Anastasis* (Résurrection) à Céphalonie de 1900 à 1907, dirigée par Marinos

(1) Marinos Antypas (1873-1907) : Né à Ferentinata dans l'île de Céphalonie. Son père était charpentier. Fait ses études à Athènes et adhère à « *L'Assemblée Centrale Socialiste* ». En 1896, il s'engage dans l'insurrection crétoise où il sera blessé. Il dénonce le manque d'aide du Roi de Grèce aux insurgés crétois. Il est alors arrêté et mis en prison dans l'île d'Égine. En 1900, il rentre à Céphalonie où il publie son journal et ouvre une bibliothèque populaire. Avocat, journaliste, c'est un précurseur du mouvement agraire socialiste utopiste. Tolstoïen, il est le représentant du courant anarcho-socialiste. En 1907, il part à Larissa en Thessalie pour faire de l'agitation agrarienne. Les grands propriétaires paient 30.000 drachmes à un certain Kyriakou pour le tuer, ce qu'il fera le 9 mars 1907.

Antypas (1). En février 1909, les ouvriers du tabac font grève à Volos et Karditsa. Le 1^{er} mai 1909 voit la première grande manifestation ouvrière à Salonique à laquelle participent des Juifs, des Bulgares, des Grecs et des Turcs. Cinq mois plus tard, les ouvriers juifs fondent *Federacion*, ou *Fédération socialiste* et publient un journal en grec : *Ephiméreis ton Ergaton* (Journal des Ouvriers) et un autre en ladino, *Avanti*. Ce groupe est divisé en quatre sections : juive, bulgare, grecque, turque. En novembre, elle adhère à la II^e Internationale et les militants bulgares la quittent. Le mois suivant, les socialistes grecs d'Athènes s'organisent en fondant l'ESK (Parti Socialiste Grec), dirigé par P. Drakoulis. Le 19 mars 1910, l'insurrection paysanne de Kileler en Thessalie éclate contre les grands propriétaires, largement réprimée par l'armée royale grecque. Mais elle conduira l'année suivante à la réforme agraire mise en place par le gouvernement libéral d'Elefthérios Vénizélos. Lors du 1^{er} mai 1911, *Federacion* mobilise 20.000 personnes dans les rues de Salonique, une première. Par ailleurs en mars 1912, elle signe un accord électoral avec deux partis arméniens, *FRA-Dashnaktsioutsioun* et Hentchak (deux partis socialistes) lors des dernières élections ottomanes à Salonique. En effet la Première Guerre balkanique commence le 18 octobre 1912 et le roi de Grèce entre dans Salonique le 8 novembre. Georges I^{er} de Grèce sera assassiné par un anarchiste le 18 mars 1913.

L'anarchisme macédonno-bulgare

C'est en 1898 que les anarchistes macédonno-bulgares s'organisent. La Bulgarie est devenue indépendante, mais la Macédoine comme l'Albanie et la Thrace restent sous le joug ottoman. Les anarchistes slavo-macédoniens de Salonique organisent le congrès fondateur de leur mouvement : « *Les Bateliers* ». La même année est créée en Bulgarie le Comité Révolutionnaire Macédonien, dirigé par Mikhaïl Guerdjikov (janvier 1877-mars 1947). Ce dernier est né à Plovdiv. Il a fait ses études en Suisse. Il dénonce le nationalisme balkanique et se prononce pour une fédération balka-

nique. En 1889, il est professeur à Bitola-Monastir, ville à majorité grecque. Il devient membre de la VMRO et sera un des chefs de la révolte d'Iliden en 1903. A noter que nombre d'anarchistes vont participer à l'épopée de la République de Kruševo.

Les anarchistes bulgare-macédoniens vont dès le début opter pour le terrorisme et la lutte armée, mêlant le combat contre le joug ottoman et la révolution sociale. « *Les Bateliers* » organisent une série d'attentats à Salonique du 28 au 30 avril 1903. Il s'agit d'un petit groupe de jeunes militants très déterminés : Jordan Pop-Jordanov (né en 1881, au lycée bulgare de Salonique en 1894), Kostandin Kirkov, Milan Arsov (né en 1886), Dimitar Metev (né en 1870), Gueorgui Bogdanov (né en 1882, déporté par les Turcs en 1908 dans le désert du Fezzan en Libye), Iliya Trtchkov (né en 1885, sabotier à Salonique), Vladimir Pingov (né en 1885), Trayka Tsvetkov (né en 1878 à Resen) et surtout Pavel Šatev à l'incroyable destin (2). « *Les Bateliers* » passent à l'action le 28 avril 1903 vers midi. Il s'agit d'une protestation contre les excès des autorités ottomanes et l'indifférence des puissances européennes. Šatev fait exploser le vapeur français *Guadalquivir* ancré dans le port de Salonique. Dans la nuit, Metev et Arsov font sauter la voie ferrée entre

(2) Pavel Šatev (1882-1951) : Né le 15 juillet 1882 à Kratovo, lycée bulgare de Salonique en 1896. Arrêté par les Turcs, déporté dans le désert du Fezzan en Libye. Après la révolution des Jeunes turcs en 1908, il est amnistié et rentre en Bulgarie où il obtient un diplôme de droit à l'université de Sofia. En 1912, il est professeur au lycée bulgare de Salonique. Il est mobilisé dans l'armée bulgare durant la Première Guerre mondiale. En 1923, il émigre à Vienne où il est recruté par le Komintern et fonde une branche de la VMRO pro Moscou. Mais déçu par les Bolcheviks, il s'installe à Istanbul où il fonde une nouvelle branche de la VMRO. Il rentre en Bulgarie en 1930 et devient avocat. Il adhère alors au POGB (Parti ouvrier communiste bulgare). Arrêté, il est condamné à quinze ans de prison. Il sera libéré par l'armée rouge en 1944. Il rejoint alors la Macédoine yougoslave où il est nommé ministre de la justice à Skopje. En juin 1948, lors de la rupture Tito-Staline, il prend position pour la Bulgarie et Staline. Il est arrêté par la police politique titiste et passe un an en prison. En 1950, il rentre chez lui à Bitola où il meurt le 30 janvier 1951.

l'ancienne et la nouvelle gare. La nuit suivante, les conduites de gaz de l'éclairage urbain sont dynamitées, plongeant Salonique dans l'obscurité. Pop-Jordanov fait sauter la Banque impériale ottomane. Ils lancent aussi des bombes contre un café, un hôtel et deux théâtres. Au total, une centaine de morts. Pop-Jordanov, Metev, Trtchkov, Pingov et Tsvetkov sont tués lors d'affrontements avec la police. Quatre autres seront arrêtés et condamnés aux travaux forcés à perpétuité.

Les attentats des « *Bateliers* » vont accélérer l'insurrection d'Ilinden et la proclamation de l'éphémère « *République de Kruševo* ». Vont y participer des anarchistes, des socialistes, des nationalistes voulant une grande Bulgarie, des nationalistes voulant une grande Macédoine indépendante regroupant le Vardar, le Pirin et l'Égée, des Slaves et des Valaques. Les Grecs n'y ont pas participé car les « *Andartes* » (partisans) combattaient autant la gendarmerie turque, que les « *Comitadjis* » (partisans) slaves et les milices albanaises supplétives d'Istanbul.

L'insurrection débute le 2 août 1903 avec 25 000 *Comitadjis*. Ils occupent la ville de Kruševo de 10 000 habitants et créent un gouvernement provisoire. La Porte mobilise 300 000 hommes qui reprennent la ville le 12, détruisent 200 villages et tuent 5 000 personnes, combattants et civils. L'anarchiste bulgare Mikhaïl Guerdjikov a commandé un bataillon d'insurgés. Quelques mois plus tard, il organise un soulèvement anarchiste avec Kilifarski et Stoinov en Thrace à Tsarevo.

Les anarchistes bulgares publient en 1907 *Société libre*, puis l'année suivante *Anarchie*. En 1909, ils fondent la Fédération anarchiste macédonienne et bulgare. Après les guerres balkaniques, les deux tiers de la Macédoine passent sous la domination des royaumes de Grèce et de Serbie. Ainsi en 1919, la FAMB se transforme en FACB (Fédération anarchiste communiste bulgare). Son premier congrès est organisé par Mikhaïl Guerdjikov où se retrouvent 150 délégués répartis en trois groupes : groupe d'études, groupe anarcho-syndicaliste, groupe de combat. Dès sa fondation, elle publie *Probuda* (Le Réveil) et crée plusieurs fédérations : des étudiants, de la jeunesse

et des artistes-écrivains-intellectuels-médecins-ingénieurs. Son dirigeant le plus connu est Georgui Cheïtanov. Il est né le 14 février 1896 à Yambol. Il est arrêté dès l'âge de seize ans. Un an plus tard, il réussit à rejoindre la France. Il rentre en Bulgarie en 1914 où il est aussitôt arrêté et torturé. Il s'évade et rejoint le maquis anarchiste de la Stara Zagora en juillet 1917. Il passe en Russie et participe aux événements révolutionnaires russes aux côtés des anarchistes russes. Il rentre en Bulgarie en 1918, arrêté de nouveau, il s'évade en 1920 et rejoint une fois encore les maquis anarchistes. Il est tué le 2 juin 1925. La particularité des anarchistes bulgares est d'avoir organisé des maquis en zone rurale. Quand l'armée rouge va entrer en Bulgarie à l'automne 1944, les premiers emprisonnés et fusillés seront les membres de la FACB. Une petite poignée pourra rejoindre Paris où elle publiera la revue *Iskra* (L'Étincelle).

L'organisation et le développement du socialisme et du syndicalisme en Grèce

C'est le 10 décembre 1911 que, dans une Grèce qui n'a pas encore libéré l'Épire, la Macédoine méridionale et la Thrace occidentale, est né le premier syndicat réunissant plusieurs branches : la Confédération Ouvrière Panhellénique. A la veille de la Première Guerre mondiale, les grèves se multiplient : ouvriers du tabac en mars 1914, cheminots en juin. Malgré la guerre, les mineurs de l'île de Sérifos lancent une grève insurrectionnelle en août 1916. Quatre grévistes sont tués, ainsi que trois gendarmes. En novembre 1917 est fondé le « *Centre Ouvrier de Salonique* » qui publie *Ergatikos Agon* (Lutte Ouvrière). La deuxième « *Conférence socialiste panhellénique* » a lieu dans cette même ville en février 1918.

Tous les centres ouvriers et autres organisations syndicales professionnelles décident de s'unir et fondent la GSEE (Confédération Générale du Travail de Grèce). Ils tiennent au terme « *de Grèce* » et non « *grecque* », pour incorporer les différentes minorités nationales.

Le premier congrès se tient du 21 au 28 octobre 1918. Le syndicat est divisé en deux courants, l'un socialiste, l'autre républicain-libéral. Deux ans plus tard, il y aura une troisième tendance : communiste. En novembre 1918, dans la foulée, les socialistes se regroupent et fondent le SEKE (Parti Socialiste Ouvrier Grec) qui tient son congrès fondateur du 17 au 23 novembre. Il regroupe cinq « *Groupes Socialistes* » (Athènes, Le Pirée, Volos, Corfou, Kavala), trois « *Centres socialistes* » (Athènes, Volos, Larissa), trois associations de jeunesse (Athènes, Le Pirée, Volos) et bien sûr *Federacion*. Son journal officiel est l'*Ergatikos Agon* de Salonique qui sera remplacé en septembre 1919 par le *Rizospastis* (Radical).

L'un des artisans de cette double fondation, GSEE-SEKE, est un militant au parcours exceptionnel. Il s'agit d'Abraham Bénaroïa (1887-1979). C'est un juif sépharade né à Vidin en Bulgarie dans une famille de commerçants. Il sera instituteur puis typographe. Il s'installe à Salonique à l'été 1908 juste après la révolution des Jeunes Turcs. Il entre dans le groupe des « *anarchistes-libéraux* » de la ville dès l'automne. En mars 1909, il fonde une ébauche de syndicat-bourse du travail, le « *Club des Ouvriers* » avec une trentaine de membres. Il va rompre avec les militants du Parti Socialiste Ouvrier Bulgare. Quatre mois plus tard il transforme le « *Club* » en « *Association des Ouvriers de Salonique* ». Le même mois, il fonde *Federacion*. Arrêté par les autorités ottomanes, il sera libéré au printemps 1911 puis arrêté de nouveau deux mois plus tard et exilé en Serbie. Il revient à Salonique en février 1912, aussitôt remis en prison, il est libéré quand les Grecs prennent la ville. Il sera déporté quelques mois dans l'île de Naxos pour fait de grève en juin 1914 par la police grecque. Membre fondateur de la GSEE dont il est au Comité exécutif puis du SEKE où il siège à la Commission de contrôle de 1918 à 1922. En février 1921, il est arrêté une fois encore pour avoir organisé une grève à Volos. En 1922, il entre au Comité central du SEKE. Depuis avril 1920, le SEKE s'appelle SEKE-K (Parti Socialiste Ouvrier Grec-Communiste). En 1924-25, il dirige la succursale de la compagnie

soviétique *Sovflot* qui est une officine du Guépéou, à Salonique. Avec l'occupation allemande, il est arrêté en 1941. Alors que 80 % de la population juive périt en déportation, lui bizarrement reste en prison à Salonique jusqu'à la libération de la ville par la résistance en novembre 1944. Les 20 % de survivants dont le grand rabbin Bartzilaï ont été sauvés car ils ont rejoint les maquis communistes dans les montagnes. D'août 1945 à janvier 1946, il devient le Secrétaire général d'un petit groupe socialiste (SEE : Union Socialiste Travailliste) dont est membre le grand écrivain Nikos Kazantzakis. En janvier 1946, le SEE et Bénaroïa rejoignent le SKELD (Parti Socialiste-Union des Démocrates Populaires). En 1953, il émigre en Israël et s'installe à Hollon. Antisioniste, il fonde un groupe socialiste anti Ben Gourion et le « *Cercle des études sépharades socialistes* ». Il meurt en Israël en mai 1979. Il a publié en 1972 *Le début du mouvement socialiste parmi les Juifs de Thessalonique* et en 1975 : *Les premiers pas du prolétariat grec*. Il parlait six langues. Son fils a été tué sur le front d'Albanie en 1940 lors de la guerre gréco-italienne.

Le 1^{er} mai 1919 est déclaré grève générale par la GSEE et les manifestants dénoncent la présence de troupes grecques en Ukraine aux côtés des Russes blancs. En janvier 1920, le SEKE adhère à la Fédération Communiste Balkanique se rapprochant ainsi de Moscou. Donc tout naturellement elle adhère à la III^e Internationale le 25 avril de la même année. Dans cette « *gauchisation* » du mouvement ouvrier grec, la tendance républicaine-libérale de la GSEE est exclue lors du deuxième congrès du syndicat en septembre 1920. Au même moment le SEKE-K vit sa première scission avec le départ de militants résolument pro-bolcheviks (Dionyssis Pylotis et Frantz Tzoulati) qui fondent le « *Groupe Communiste* » qui rentrera au bercail un an plus tard.

À l'automne 1922 l'armée grecque est battue par les troupes kémalistes. Plus d'un million de Grecs d'Anatolie seront renvoyés en Grèce. Parmi ces réfugiés, nombre vont rejoindre le SEKE-K qui devient KKE (Parti Communiste de Grèce) en novembre 1924. Ils seront l'ossature d'un KKE stalinisé à partir de 1931.

C'est le 1^{er} mai 1923 que le SEKE-K connaît sa plus importante scission avec la fondation du KOMLEA (Organisation Communiste Marxiste-Léniniste de Grèce), plus connu sous le nom d' « Archéo-marxiste » ou « Archives du marxisme », avec deux militants qui deviendront les figures du trotskysme grec : Dimitri Giotopoulos-Vitte et Michalis Raptis (1911-1996) plus connu sous le nom de Pablo, mais aussi Miltiadis Anagnostaras, Christos Anastasiadis, Leftéris Apostolou, Michalis Bézantakos, Avraam Dervisoglou, Giorgos Doxas, Lukas Kaliaftis, Kostas Ladas, Giannis Makris, Nikos Mouskas, Spyros Priftis plus connu sous le pseudonyme d'Agi Stinas, Dimitri Soulas, Frantz Tzoulati, Giorgos Vitsoris... Les Archéo-marxistes seront puissants à Athènes, Le Pirée, Salonique, Patras, Agrinion. Ils contrôlent aussi les syndicats des boulangers et des cordonniers, ainsi que l'association des anciens combattants victimes de guerre. Outre l'agitation révolutionnaire, les Archéo-marxistes passent leur temps à casser les meetings des staliniens par la violence. Des cadres A-M se mettent au service de Trotsky quand ce dernier sera dans les îles aux Princes dans la mer de Marmara. Jusqu'en 1931, c'est le parti ouvrier le plus important de Grèce. Mais il connaîtra plusieurs scissions en 1927 (groupe 3^e Situation), 1929 (*Les Fractionnistes*), 1934 (Groupe *Bolchevikos*), 1936 (Groupe *Nouvelle Voie*). Les militants A-M seront massacrés par les partisans communistes en 1943 et 1944.

L'influence des Archéo-marxistes va dépasser les frontières du pays. Ils vont réussir à implanter un groupe dans le sud de l'Albanie au sein de la minorité grecque du pays, dirigé par un certain Djep ou Tzépi (*La Poche*). Le nouveau révolutionnaire apparaît tardivement dans ce pays indépendant depuis 1912. L'Albanie est peuplée de paysans pauvres et de grands propriétaires terriens. La société est dirigée par la Besa (parole donnée) et le Kanum (code d'honneur et organisation stricte du code de la vendetta) qui régissent la vie des clans. Par ailleurs, il existe très peu d'ouvriers. Les premières grèves ont

lieu en 1920 et 1923. Les premiers syndicats locaux sont fondés entre 1925 et 1927 dans la capitale, Tirana et dans les deux grandes villes du sud : Gjirokastër et Korçë, deux cités à forte minorité grecque. Le premier groupe communiste est fondé à Korçë en 1928.

Dans les Balkans, le mouvement révolutionnaire aura été riche de ses diversités idéologiques, ethniques et philosophiques. Il sera largement réprimé par l'autocratie ottomane et les polices des nouveaux royaumes issus des indépendances. Quant aux révolutionnaires indépendants, archéo-marxistes, trotskystes, anarchistes, socialistes, ils seront exterminés à partir de 1945, par les monarcho-fascistes en Grèce, les titistes en Yougoslavie et les staliniens en Bulgarie et en Albanie.

Christophe Chiclet,

membre du Comité de rédaction
de la revue *Confluences Méditerranée*.

Bibliographie :

Michel Bruneau : *De l'Asie Mineure à la Turquie* ; Paris, CNRS ed., 2015.

Christophe Chiclet : *Les communistes grecs dans la guerre* ; Paris, L'Harmattan, 1987.

Christophe Chiclet : *La République de Macédoine* ; Paris, L'Harmattan, 2^e ed. 1999.

Olivier Delorme : *La Grèce et les Balkans du V^e siècle à nos jours* ; Paris, Gallimard, 2013.

Nikos Papadatos : *Les communistes grecs et l'Union soviétique* ; Paris, L'Harmattan, 2016.

• *Le mouvement révolutionnaire chypriote (grec et turc), lui aussi très riche, n'a pas été abordé dans cette étude car il s'est surtout développé dans le cadre de la lutte anticolonialiste contre les Britanniques, même si nombre de révolutionnaires chypriotes grecs ont participé aux luttes en Grèce continentale. A noter que les volontaires chypriotes membres des brigades internationales en Espagne se sont battus au sein de la brigade anglaise et non dans la brigade balkanique.*

Le pacifisme des instituteurs syndicalistes

entretien avec Loïc Le Bars

*Les Cahiers du mouvement ouvrier ont interrogé Loïc Le Bars, auteur de l'ouvrage *Le pacifisme des instituteurs syndicalistes*, Éditions du Croquant, 2015.*

Peux-tu d'abord nous rappeler quand et comment est né le syndicalisme dans l'enseignement primaire et ce qu'il représentait en 1914 ?

Les premiers syndicats d'instituteurs ont été créés dès 1904, quelques années seulement après l'apparition des « amicales » qui regroupaient une grande partie du personnel de l'enseignement primaire. Ils ont constitué l'année suivante la Fédération nationale des syndicats d'instituteurs et d'institutrices (FNSI), alors qu'à l'époque le droit syndical n'était pas reconnu aux fonctionnaires. Les gouvernements refusèrent d'être mis devant le fait accompli, d'autant plus que ces syndicats avaient adhéré aux Bourses du travail et s'apprêtaient à rejoindre la CGT. Les ministres de l'Instruction publique les sommèrent, à plusieurs reprises, de se dissoudre. Les menaces se révélant insuffisantes, ils essayèrent la répression. Mais ces pionniers du syndicalisme enseignant résistèrent et préservèrent leur organisation qui adhéra à la CGT en 1909. La plupart d'entre eux partageaient les conceptions syndicalistes révolutionnaires de la confédération ouvrière. En 1914, leurs syndicats, encore peu nombreux, ne regroupaient donc qu'une petite minorité de la profession ; mais les instituteurs syndicalistes intervenaient aussi dans les amicales et pouvaient y exercer des fonctions importantes. Ces militants (et militantes, car les institutrices

jouèrent toujours un rôle essentiel dans la FNSI, en particulier pendant la guerre) avaient démontré leur aptitude à résister à la répression et aux violentes campagnes de presse dont ils avaient été la cible.

Comment ces militants réagissent-ils à la déclaration de guerre et au ralliement à l'Union sacrée des dirigeants de la CGT et du Parti socialiste ?

C'est d'abord la stupeur puis le désarroi et l'abattement. Un grand nombre est mobilisé. Certains sont emportés, au moins pour un temps, par l'élan patriotique qui suit la déclaration de guerre et l'invasion de la Belgique et d'un cinquième du territoire national. C'est notamment le cas des deux membres du bureau de la FNSI, Hélène Brion et Fernand Loriot, encore présents à Paris. Mais beaucoup entendent en revanche rester fidèles à leurs idéaux d'avant-guerre. Parmi eux, Ismaël Audoye et Louis Lafosse, responsables de *L'Ecole émancipée*, la revue hebdomadaire de la FNSI éditée à Marseille. Le 1^{er} octobre, ils publient un « Appel aux institutrices, aux instituteurs », rédigé par Marie Guillot, appelant « à conserver aussi net que possible le terrain sur lequel peut germer et se développer le syndicalisme ». Mais, déjà, cet appel paraît en partie censuré et, au bout de trois numéros, la revue est suspendue. Il en faut plus pour décourager les Marseillais qui la font immédiatement reparaitre, d'abord sous le titre de *L'Ecole*

puis sous celui de *L'Ecole de la Fédération*. La revue va dès lors servir de point d'appui et de ralliement à tous ceux qui refusent de se renier. Et pas seulement aux syndicalistes de l'enseignement, car, pendant presque un an, comme l'affirmera Louis Lafosse, elle va être « *le seul organe de la presse française à ne pas abandonner l'idéal socialiste et internationaliste* » et à affirmer son pacifisme.

En quoi consiste précisément ce pacifisme ?

Il est d'abord une protestation contre les « paroles de haine » proférées contre le peuple allemand. Il exprime ensuite la conviction que la responsabilité de la guerre n'incombe pas uniquement à l'Allemagne et à ses alliés. Que la guerre ait été déclarée par ce pays, que celui-ci ait violé la neutralité de la Belgique, envahi une partie du territoire national ne saurait faire oublier que tous les gouvernements des pays belligérants portent une part de responsabilité dans le déclenchement du conflit. Il faut donc, comme le dit Marie Guillot, l'une des figures les plus attachantes de ce syndicalisme enseignant, « *détruire la légende de la guerre du droit, de la guerre civilisatrice, qui empêche beaucoup d'esprits d'adhérer* » au pacifisme. Cette guerre n'est et ne peut être que « *le retour à la brutalité ancestrale* ».

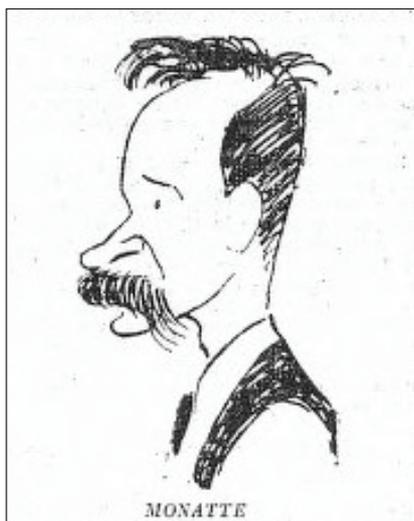
Les syndicalistes enseignants refusent par conséquent de prodiguer à leurs élèves cet « enseignement de la haine » que les gouvernements s'efforcent d'intégrer aux programmes scolaires. Ils partagent l'indignation avec laquelle Marie et François Mayoux s'élèvent, dans l'une de leurs brochures, contre le rôle que leur hiérarchie voudrait leur voir jouer : « *Mais ce que nous n'accepterons jamais (...), c'est cette prétention du gouvernement à nous transformer en agents politiques de la plus basse espèce, en propagandistes "anti-boches" et en bourreurs de crânes à l'usage de nos propres élèves.* » C'est là l'aspect le plus original, et aussi le plus décrié, de leur pacifisme.

Ils reprochent essentiellement aux dirigeants de la CGT d'avoir renié leurs convictions et rallié l'Union sacrée, car ils ne croient pas que l'appel à une grève générale aurait pu empêcher le déclenche-

ment du conflit. Certains, comme François et Marie Mayoux, défendent un pacifisme que l'on peut qualifier de patriotique, ce qui explique qu'ils ne se soient exprimés qu'après l'arrêt de l'offensive allemande. D'autres, comme Louis Bouët puis Fernand Loriot, se réfèrent plus volontiers à l'internationalisme et à la lutte de classe. Mais les uns et les autres estiment, comme le reconnaîtra Louis Bouët, qu'ils sont obligés, dans « *un pays belligérant dont le sixième du territoire est envahi, de mettre à la base de la lutte pour la paix, la paix sans annexions ni indemnités, selon la formule de Zimmerwald* », et de bien faire comprendre qu'ils mènent « *une action commune avec les forces des autres pays opposées à la guerre pour nuire en même temps à toutes les puissances impérialistes* ». Tous ces militants rejettent donc l'accusation de défaitisme.

En revanche, ils s'opposent parfois rudement sur les objectifs qu'ils doivent se fixer. Les Mayoux sont par exemple persuadés que la poignée de pacifistes que comptent la CGT et le Parti socialiste ne peut avoir aucune influence réelle sur la marche des événements. Il s'agit essentiellement pour eux d'une « *question de conscience* » qui les oblige à proclamer, sans s'embarrasser de considérations tactiques, leur refus de voir les gouvernements faire « *couler le sang en leur nom* ». D'autres veulent croire au contraire que les peuples s'opposeront de plus en plus à la continuation de la guerre et que l'action des organisations pacifistes peut aider cette aspiration à la paix de s'exprimer au grand jour.

Ces divergences, ces militants et ces militantes les expriment ouvertement dans leur correspondance et en particulier dans celle reçue par Louis et Gabrielle Bouët, responsables du syndicat du Maine-et-Loire, que j'utilise d'ailleurs abondamment dans mon livre. Car ces lettres mettent aussi en évidence les difficultés auxquelles ils sont confrontés, leur isolement et leurs interrogations sur la portée d'un combat inégal mené avec des moyens qui peuvent paraître dérisoires ; elles laissent bien souvent percevoir leur lassitude et même parfois leur découragement. Certaines émanent d'Alfred Rosmer et de Pierre Monatte qui font



partie du « noyau » de *La Vie ouvrière* autour duquel la minorité pacifiste va se regrouper et s'organiser.

Quand la FNSI rejoint-elle cette minorité ?

Les pacifistes de la Fédération mettent plusieurs mois à y parvenir. Certains n'ont pas voulu s'exprimer alors que la France devait affronter « l'attaque brutale de l'Allemagne ». D'autres ont mis longtemps à abandonner l'espoir que le ralliement des dirigeants du PS et de Jouhaux à la politique de « défense nationale » n'était que provisoire et qu'ils n'allaient pas tarder à se reprendre. C'est la parution, le 1^{er} mai 1915, du premier numéro depuis le début de la guerre de l'organe de la Fédération des métaux, dirigée par Alphonse Merrheim, avec en particulier une résolution se prononçant en faveur d'une paix sans conquête ni annexion, qui les incite à agir. En juin, une première réunion de syndiqués opposés à l'Union sacrée se tient à Tours à l'initiative de Marie Mayoux. Puis celle-ci fait adopter par son syndicat de la Charente *Le Manifeste des instituteurs syndicalistes*, résolument pacifiste. Ce manifeste, contresigné par plusieurs autres syndicats, est imprimé, sans être soumis préalablement à la censure. Le conseil fédéral de la FNSI condamne cette initiative mais se voit contraint de convoquer, le 14 août, une « réunion officieuse » qui se transforme en un véritable congrès. A l'issue d'un long débat, la déclaration pacifiste et internationaliste présentée

par le Maine-et-Loire et les Bouches-du-Rhône obtient une large majorité. Ce texte donne mandat aux délégués de la FNSI à la conférence de la CGT, qui doit se tenir le lendemain, « de réclamer de cette organisation une action pour l'entente immédiate avec les organisations ouvrières des pays belligérants et neutres en vue de mener au rétablissement de la paix ». Hélène Brion, secrétaire fédérale, se rallie à cette position, de même que Lorient. Dès lors, les militants et militantes de la FNSI vont occuper une place déterminante, aussi bien dans les minorités zimmerwaldiennes de la CGT et du Parti socialiste que dans le mouvement pacifiste dans son ensemble.

Peux-tu préciser ?

Ils participent à la création du Comité pour la reprise des relations internationales (CRRRI) au lendemain de la tenue de la conférence de Zimmerwald de septembre 1915. Beaucoup d'entre eux sont aussi membres du PS, contrairement aux syndicalistes révolutionnaires et aux anarcho-syndicalistes parisiens avec qui ils ont fondé ce comité. Ils jouent donc un rôle essentiel dans sa « section socialiste », en particulier Lorient, qui devient le principal porte-parole de la minorité zimmerwaldienne dans le parti. En province, on retrouve fréquemment des syndicalistes enseignants parmi les responsables des groupes qui se rattachent au CRRRI et diffusent ses tracts et ses brochures. La désignation de Marie Mayoux pour représenter le CRRRI, avec Merrheim et Bourderon, à la conférence de Kienthal d'avril 1916 est en quelque sorte la reconnaissance de l'importance du rôle de la Fédération dans la minorité pacifiste du mouvement ouvrier. Ces délégués sont dans l'impossibilité de se rendre à Kienthal, le gouvernement ayant refusé de leur délivrer leurs passeports. Mais il faut rappeler que les trois députés français qui assistent à cette conférence avaient été enseignants et que deux d'entre eux, Alexandre Blanc et Jean-Pierre Raffin-Dugens, sont toujours membres de la FNSI.

Beaucoup de militantes de la Fédération mènent aussi une propagande active contre la poursuite de la guerre dans les organisations féministes auxquelles elles

appartiennent. Certaines rejoignent la section française du Comité international des femmes pour une paix permanente issu du Congrès international des femmes pour la paix, qui s'est tenu en avril 1915 à La Haye.

Le militantisme pacifiste de ces enseignants ne devait pas être particulièrement apprécié par les gouvernements de l'époque !

En effet. Dès le printemps 1917, les instituteurs et plus encore les institutrices de la Fédération deviennent, pour reprendre le titre d'un chapitre de mon livre, « *les cibles privilégiées de la répression* ». Beaucoup sont déplacés d'office ou censurés. Sept d'entre eux, cinq institutrices et deux instituteurs, sont révoqués de l'enseignement et, pour certains, poursuivis pour « *propagande défaitiste* », arrêtés et condamnés à des peines de prison, généralement avec sursis. Mais François et Marie Mayoux effectueront leurs deux années de détention. L'arrestation d'Hélène Brion est suivie d'une violente campagne de presse contre « *l'institutrice défaitiste de Pantin* », qui suscite de nombreuses protestations. A son procès, de nombreuses personnalités viennent témoigner en sa faveur, confirmant ainsi le rôle essentiel qu'elle a joué dans le mouvement pacifiste. Elle est condamnée à deux ans de prison avec sursis et immédiatement révoquée.

La répression s'accroît au moment même où Merrheim officialise son rapprochement avec Jouhaux et rompt avec la minorité dont il a été longtemps le leader incontesté. La défection du secrétaire de la Fédération des métaux provoque un réel désarroi dans la FNSI. La Fédération participe cependant au congrès minoritaire de Saint-Etienne de mai 1918. En août, son congrès réaffirme son « *opposition irréductible à la guerre* » et envoie son « *fraternel salut aux révolutionnaires russes qui avaient fait la paix dans leur pays et s'efforçaient de réaliser le socialisme* ».

Dans la CGT, la FNSI est donc, comme l'a relevé Pierre Monatte, « *la seule fédération restée fidèle durant toute la guerre à l'internationalisme ouvrier* ».



Marie et François Mayoux, un couple d'instituteurs révolutionnaires.



Hélène Brion, institutrice révolutionnaire à son procès au conseil de guerre pour propagande antimilitariste. D.R.

Des grèves spontanées et massives en Amérique du Sud en 1917

par Odile Dauphin

1917 fut, en Amérique du Sud, marquée par des mouvements de mobilisation sociale de grande ampleur, en particulier en Argentine, au Brésil et au Chili.

Au Brésil, éclate début juillet une grève connue sous le nom de « *Commune de São Paulo* ». Elle rassemble rapidement 20 000 travailleurs et les femmes en grève rédigent un tract à l'adresse des soldats : « *Vous ne devez pas persécuter vos frères de misère. Vous appartenez aussi à la masse populaire. La faim règne chez nous, et nos enfants demandent du pain. Pour étouffer nos revendications, les patrons comptent sur les armes qu'ils vous ont données.* » La grève s'étend malgré la répression. Le 11 juillet, 50 000 personnes venues des quartiers populaires suivent l'enterrement d'un ouvrier savetier battu à mort par la police, dans un silence lourd de sens. Dès la nuit suivante des assemblées se réunissent dans les quartiers ouvriers et décident de former des Liges ouvrières. Le 14 juillet, ces Liges se réunissent avec des délégations élues dans plusieurs usines en lutte et des membres de la COB (1) pour former un Comité de défense prolétarienne qui établit une liste de onze revendications. Celles-ci portent sur les conditions de travail (augmentation des salaires, qui doivent être payés tous les quinze jours, journée de huit heures et semaine anglaise, limitation du travail des enfants et interdiction du travail de nuit des femmes...), mais aussi sur le respect du droit d'association et de grève, et la libération des grévistes

emprisonnés. La ville est pratiquement en état de siège, car ordre a été donné de tirer sur toute personne dans la rue, des charges de cavalerie se succèdent, répandant la panique. « *L'autre São Paulo* » se protège par des barricades et organise le ravitaillement en privilégiant les hôpitaux. Un comité de journalistes se propose pour négocier avec le gouvernement, et finalement, face à la détermination des grévistes, une partie des exigences est satisfaite.

Entre-temps, la grève a gagné tout l'État du Rio Grande do Sul et Curitiba, puis Rio, où des assemblées générales de grévistes ont rassemblé jusqu'à 70 000 personnes.

En Argentine, à partir de la fin novembre 1916, éclatent successivement plusieurs mouvements de grèves dans des secteurs différents. D'abord dans les compagnies maritimes de cabotage, empêchant les grands transatlantiques d'accoster. Puis la grève des employés municipaux en mars 1917. Le licencié-

(1) La Confédération ouvrière brésilienne (COB) fut fondée en 1906, avec une orientation anarcho-syndicaliste très nette, prônant comme méthode la grève, les sabotages, le boycott, les manifestations publiques. Ce qui entraîna une augmentation de la répression policière et la loi d'expulsion des étrangers de 1907 permettant de se débarrasser des leaders syndicaux.

ment pour raisons disciplinaires de deux cheminots déclenche une série de grèves puissantes et spontanées dans différentes régions du pays entre juin et septembre, accompagnées parfois de destruction de matériel. A partir du 22 septembre, et pendant trois semaines, une grève générale touche une grande partie du réseau du Chemin de fer central argentin appartenant à une compagnie britannique, paralysant ainsi toute activité liée à l'exportation. Enfin, fin 1917 un mouvement de grèves débute dans les compagnies frigorifiques nord-américaines dans la province de Buenos Aires. La Fédération ouvrière des chemins de fer, la Fraternité (2) et l'Association argentine des télégraphistes et employés des Postes centralisèrent la direction du mouvement à travers une commission mixte de grève du 24 septembre au 17 octobre.

Au Chili en 1917, les syndicats ouvriers prennent de plus en plus d'importance et un puissant mouvement de revendications se développe. Des grèves générales du prolétariat de l'industrie du salpêtre font pour la première fois la jonction avec des mouvements paysans et urbains. Une grève générale des ouvriers des ports commence le 24 juillet 1917. Massivement suivie, elle paralyse l'activité portuaire pendant deux mois. En décembre, le syndicat des marins de Valparaiso prépare une grève générale par la diffusion d'un journal *Mar y Tierra*, « journal pour la défense des travailleurs », afin de diffuser les idées socialistes. Des syndicats de marins lancent la grève dans plusieurs ports de Valparaiso, à Antofagasta, des entreprises cessent le travail à Santiago, notamment les usines Ferrer de fabrication de chaussures (grève qui va durer cinq mois), et la FOCH (Fédération ouvrière du Chili), organise un vaste mouvement de solidarité avec les grévistes.

Dans ces trois pays, les conséquences économiques et sociales de la guerre sont le facteur déclenchant. Au Chili, la ruine de l'économie du salpêtre (auparavant exporté essentiellement vers l'Allemagne), conduit les ouvriers de ce secteur et leur famille à venir grossir un prolétariat

urbain déjà dans une situation de survie... Dans ce pays où la production de salpêtre représentait 50 % des entrées fiscales de l'Etat et conditionnait l'existence de nombreuses petites entreprises, on comprend le séisme économique et social que sa paralysie a entraîné. Chômage accru, conditions de vie déjà misérables aggravées par une inflation galopante...

Le Brésil devient exportateur de produits alimentaires vers les pays de la Triple Entente, et dès 1915 la quantité de nourriture disponible pour la population est tellement réduite, et la pénurie intérieure telle, que l'augmentation des prix devient insoutenable pour de nombreuses familles, dont les enfants sont contraints au travail pour ne pas mourir de faim. La police intervient avec une grande brutalité à chaque tentative de réunion des travailleurs, arrêtant des familles entières dont les habitations sont saccagées. La situation devient d'autant plus explosive que pendant ce temps les entreprises prospèrent.

En Argentine, à la baisse des investissements européens dès avant le début de la guerre, en fonction de la crise financière en Europe, s'ajoute dès 1914 la baisse des exportations, et par contre la hausse du prix du charbon à l'importation. D'où une diminution des activités économiques, avec toutes ses conséquences sur l'emploi et les salaires, et parallèlement une hausse de l'inflation.

Les grèves portent donc, dans ces trois pays, d'abord sur des revendications économiques : augmentation de salaire, meilleures conditions de travail, régulation du travail des femmes et des enfants, et au Chili, pour obtenir une législation sur les accidents du travail. Revendications de base dans des pays où les conditions de travail et de vie étaient, même avant le début de la guerre, proches de celles du prolétariat européen des débuts de la révolution industrielle.

(2) La Fraternité regroupe depuis 1895 des syndicats de base dans les chemins de fer, dans un but de résistance, mais aussi d'aide mutuelle. La Fédération ouvrière des chemins de fer (FOF), fondée en 1912, a pour but d'établir des liens avec les marins, syndiqués dans la Fédération ouvrière maritime (FOM), et de contrôler le cœur du système économique fondé sur l'exportation.

Ces trois pays avaient déjà connu des grèves importantes, et les travailleurs s'étaient dotés d'organisations ouvrières, mutuelles, syndicats. En Argentine et au Brésil, la forte émigration italienne et espagnole explique le rôle important des mouvements anarchistes. Alors qu'au Chili, les socialistes eurent eux aussi un impact décisif dans les organisations ouvrières (3).

Mais ce qui est nouveau en 1917 c'est la simultanéité de ces mouvements de grève, leur caractère souvent spontané, leur ampleur et les liens qui s'établissent entre ouvriers et employés de différents secteurs et parfois avec des mouvements paysans.

C'est aussi l'aspect politique qu'elles prennent, surtout au Brésil et au Chili, le gouvernement argentin radical ne sévisant que rarement en 1917, en fonction de ses intérêts électoraux, et seulement quand les intérêts de la bourgeoisie argentine sont menacés (4). Yrigoyen réprime la grève des employés municipaux, puis décide finalement d'intervenir dans celle des chemins de fer quand elle paralyse les secteurs de l'économie nationale liés à l'exportation. Par contre, il intervient en faveur des employés des compagnies de navigation, et fait preuve d'une attitude très compréhensive, voire laxiste (la troupe présente n'intervient pas quand des biens de la compagnie anglaise et de ses employés anglais sont brûlés), pendant une grande partie du mouvement de grève des cheminots, ce qui lui valut d'être accusé par les Alliés de sympathies pro-germaniques.

Au Chili, ces grèves eurent « un impact décisif sur le développement de la conscience politique de classe parce que les travailleurs affrontèrent non seulement les patrons mais aussi l'Etat lui-même et les Forces armées, au service de la classe entrepreneuriale » (5).

Au Brésil, « *“La Commune de São Paulo” ne fut pas une grève générale préparée, organisée, elle fut une irruption spontanée due à la situation désespérée dans laquelle se trouvait le prolétariat pauliste, dans une situation proche de l'état de siège, produit d'une maturation d'une prise de conscience, de la solidarité, de la combativité, dans les rangs*

ouvriers. Ce mouvement, sans perdre ses caractéristiques économiques prit rapidement un caractère politique, à travers un affrontement direct avec l'Etat » (6).

Mais il est certain que le contexte international (révolution mexicaine de 1911, révolutions russes de 1917), a joué un rôle décisif, même s'il n'est pas toujours facile de l'évaluer de façon précise.

Au Brésil, la révolution russe de 1905 avait eu une grande répercussion : meetings de solidarité, rassemblement à Rio, réunion de solidarité à Santos. Un puissant mouvement anti-guerre s'était développé dès 1914, et un Congrès international pour la paix auquel participèrent anarchistes, socialistes, syndicalistes, militants argentins, uruguayens et chiliens fut organisé à Rio en octobre 1915 par des militants anarchistes, et adressa au prolétariat d'Europe et d'Amérique un appel à « *abattre les groupes de puissants et d'assassins qui maintiennent les peuples dans l'esclavage et la souffrance* » et à entamer « *une action décisive contre la guerre* ».

En 1917, les nouvelles venues d'Europe sur la révolution de février en Russie

(3) En 1900, la grande association « Mancomunale » ouvrière regroupe des sociétés de secours mutuel, mais aussi de résistance et de propagande dans le secteur du salpêtre, puis des ports, et un mouvement anarchiste se développe. Il est difficile de traduire « *mancomunale* », qui évoque l'idée de se rassembler, d'avoir une action concertée ... Puis, en 1909, la Fédération ouvrière du Chili (FOCH) regroupe de nombreux syndicats existant depuis la fin du XIX^e siècle, et, en 1912, naît le Parti ouvrier socialiste (POS), auquel son leader, Luis Emilio Recabarren, donne une consistance idéologique.

(4) « *Las huelgas. 1916-1919* », www.oocities.org/druca/historia2/radicalismo/lh.htm

(5) Luis Vitale *Interpretacion marxista de la historia de Chile*, Santiago, 1967. Luis Vitale est un historien et militant trotskyste d'origine argentine. Installé au Chili, il enseigne à l'Université de Conception, et milita dans le MIR de 1964 à 1970. Arrêté et torturé en 1973, il s'exila de 1974 à 1993. Ses ouvrages font l'objet de rééditions depuis quelques années au Chili.

(6) *Los ecos de la Revolucion Rusa de 1917 en America Latina : Brasil 1917-19*, *Revista internacional* n° 151-1^{er} trimestre de 2013.

stimulèrent le mécontentement et l'indignation croissante chez les travailleurs et eurent un rôle déterminant dans le déclenchement des grèves.

Au Chili, dès 1904, les *Mancomunales* s'étaient organisées nationalement dans le cadre d'une convention, manifestant une réelle prise de conscience de classe. Et en 1905, l'Association *Mancomunal de Tocopilla* salua la révolution russe de 1905 : « *Notre désir de liberté nous amène à faire des vœux afin que les camarades de Russie érigent l'effigie de la liberté sur les ruines de l'arrogance de l'autocratie russe et de son ignorante et risible monarchie.* » La révolution mexicaine et les révolutions russes de 1917 eurent une influence significative sur des militants politiques, surtout au sein du Parti ouvrier socialiste. Son leader, Luis Emilio Recabarren, jusque-là influencé par les membres de la Deuxième Internationale rencontrés lors d'un voyage en Europe, et partisan d'un accès progressif au socialisme, changea radicalement de position après le triomphe des soviets. Or Luis Emilio Recabarren n'était pas seulement un penseur réfléchissant à l'adaptation du marxisme à la situation particulière des pays d'Amérique latine, mais aussi un homme d'action, à la tête du Parti ouvrier socialiste, qu'il avait fondé, éditant des tracts et organisant des cours de formation politique. En 1917 il devient président de la Fédération ouvrière du Chili, qu'il transforme en centrale syndicale d'envergure nationale par le rôle qu'elle joue dans les grèves.

Ainsi ces grèves d'une ampleur sans précédent et ces mouvements quasi insurrectionnels en Argentine, au Brésil et au Chili participèrent de la vague révolutionnaire qui ébranla le monde à partir de 1917.

Les grévistes obtinrent parfois, en partie, satisfaction.

Au Brésil, face à cette grève générale qui fut l'une des plus longues et globales de l'histoire du pays, les industriels promirent de ne pas sanctionner les grévistes et d'améliorer leurs conditions de travail, avec une augmentation des salaires de 20 %. Le gouvernement dut s'engager à libérer les ouvriers emprisonnés, à reconnaître le droit de réunion, et à préparer une loi pour interdire le travail des femmes et des enfants de moins de 13 ans.

En Argentine, l'appui du gouvernement radical Yrigoyen amena la Compagnie anglaise de chemins de fer à céder une augmentation de 10 % des salaires, et promit une loi prévoyant des négociations en vue de la mise en place de la journée de huit heures dans ce secteur.

Mais malgré ces quelques acquis, les mouvements de grèves parfois accompagnés d'un climat insurrectionnel et de tentatives d'organisation d'un pouvoir populaire se poursuivirent et se développèrent dans les mois et les années qui suivirent. En 1918 (au Brésil, en particulier en novembre à Rio de Janeiro), en 1919 (« *Semaine Tragique* » en Argentine), et jusqu'en 1920 (« *Marches de la faim* » et Assemblée ouvrière d'alimentation nationale au Chili). Ces moments de lutte importants et fondateurs dans le mouvement ouvrier latino-américain, développés en écho à la Révolution d'octobre, feront l'objet d'un futur article.

Odile Dauphin



Emilio Recabarren (1876-1924), fondateur du PC argentin, puis dirigeant du PC chilien

A propos de « *La Guerre des Russes blancs* »

entretien avec Jean-Jacques Marie, directeur de publication des *Cahiers du mouvement ouvrier*, qui vient de publier *La Guerre des Russes blancs, 1917-1920* (1)

Tu as déjà écrit un livre sur la guerre civile russe. Pourquoi écrire un livre spécifiquement sur la guerre des Blancs ? Pour le premier livre que tu as écrit sur la guerre civile, tu donnais les dates de 1917-1922 ; pour ton dernier livre, tu donnes 1917-1920. Pourquoi cette variation ?

Pourquoi un ouvrage spécifique sur la guerre des Blancs ? J'ai voulu étudier la manière dont les Blancs présentent et racontent leur guerre et dont ils tentent désespérément d'expliquer une défaite qui leur paraît incompréhensible, ce qu'ils avancent et ce qu'ils gommant et les comptes qu'ils règlent entre eux... Et ils en avaient, ce qui les amène à lâcher un certain nombre de vérités...

Pourquoi s'arrêter en 1920 ? La guerre civile se prolonge effectivement jusqu'en 1922, mais en novembre 1920 la dernière armée blanche, celle de Wrangel, écrasée, quitte en hâte la Crimée. S'il reste des bandes isolées ici ou là, comme celle de l'ataman Semionov dans l'Extrême-Orient sibérien, il n'y a plus réellement d'armée blanche en Russie. Et les puissances étrangères (surtout la France et la Grande-Bretagne) qui intervenaient en Russie pour les soutenir pensent la même chose. Elles aident les troupes de Wrangel à fuir ; elles abandonnent le terrain et remplacent la pression militaire par la pression économique, moins coûteuse.

Peux-tu revenir sur les principaux aspects militaires de la guerre civile ?

Au début, elle oppose, surtout dans le Sud, de petites unités de Blancs soutenues les unes par les Allemands (les cosaques du Don de Krasnov) ou les Alliés (l'Armée des Volontaires de Denikine) à des Gardes rouges, ouvriers aux convictions peut-être solides mais dont la formation militaire se réduit à l'apprentissage de la marche au pas, au vague maniement de la baïonnette et à une maîtrise très incertaine du tir au fusil, puis peu à peu, surtout après la décision d'organiser la conscription des classes en âge de combattre, l'Armée rouge devient une armée de masse, mais les chiffres sont un peu trompeurs. Sur près de 5 millions de soldats en 1920, il y en a un peu moins d'un million en état de combattre. Au début, la guerre civile se déroule d'une façon rudimentaire. Elle suit au maximum le tracé des lignes de chemin de fer et les combats se déroulent autour de convois précédés de trains pompeusement dits « blindés », sommairement protégés de bric et de broc avec des sacs de sable, des bouts de rails, des traverses, des planches. Ces trains aux plates-formes surmontées de mitrailleuses et de quelques pièces d'artillerie

(1) *La Guerre des Russes blancs (1917-1920)*, Editions Tallandier, 2017, 24,90 euros.

ne sont guère que des batteries mobiles, mal protégées, qui transportent des compagnies de fantassins armés de fusils, prêts à bondir au premier arrêt, et font plus de bruit que de morts. Et on recommence jusqu'à l'arrêt suivant ou jusqu'au moment où le train dit blindé déraile. Avec la montée croissante des effectifs dans les deux camps, ces escarmouches se transforment en assauts, baïonnette au canon, et en charges de cavalerie.

Si la guerre civile fait un grand nombre de morts (environ 4,5 millions), c'est moins à cause des combats eux-mêmes que des épidémies de typhus et de choléra qui, favorisées par la famine et la prolifération des poux, ravagent le pays du nord au sud et de l'est à l'ouest. Il n'y a à peu près rien pour soigner les blessés, qui meurent en masse des suites de leurs blessures, même bénignes, infectées.

Peux-tu nous présenter les armées blanches, humainement et politiquement ?

Les armées blanches sont surtout des armées d'officiers auxquels se joignent des étudiants, en majorité issus de la noblesse et de la bourgeoisie et, ici et là, des détachements de soldats-paysans de l'Armée rouge capturés et, qu'à partir de l'été 1918, les Blancs préférèrent tenter d'intégrer à leur armée plutôt que de les fusiller. C'est une des faiblesses des armées blanches, car souvent ces prisonniers désertent ou rejoignent l'Armée rouge après avoir parfois égorgé les officiers blancs qui les encadraient.

Peux-tu nous parler du rôle des cosaques dans la guerre civile ?

Malgré la présence de quelques milliers de cosaques rouges, entre autres dans la première division de cavalerie rouge de Boudionny, les cosaques, ancien service d'ordre et corps privilégié de la monarchie, sont l'un des fers de lance des armées blanches et sont en première ligne dans les pogroms contre les juifs.

Quel a été le rôle de la Légion tchécoslovaque dans la guerre civile dont tu as écrit qu'elle constituait en 1918 la « seule véritable armée entraînée se trouvant sur le territoire

de la Russie » ? Pourquoi cette Légion tchécoslovaque s'est-elle rangée du côté des Blancs ?

Le général blanc Anton Denikine souligne le rôle décisif joué par ces anciens prisonniers de guerre de l'armée austro-hongroise au début du déchaînement de la guerre civile : « *Au-delà de la Volga, dans l'Oural et en Sibérie, la lutte contre le pouvoir soviétique se déploya largement à une échelle correspondant aux immenses espaces de l'Est. C'est le soulèvement des Tchécoslovaques qui donna la principale impulsion. Le rôle que joua au début le corps de troupes tchécoslovaques de 30000-40000 hommes sur le plan purement militaire et stratégique, illustre concrètement la totale impuissance dans laquelle se trouvait le gouvernement soviétique au printemps et à l'été 1918 et la facilité avec laquelle il aurait été possible de le renverser si les forces antibolcheviques avaient été bien utilisées.* »

Ils soutiennent les socialistes-révolutionnaires de droite qui ont créé un gouvernement anti-bolchevique à Samara et à Omsk par proximité politique avec eux et par refus d'obéir aux ordres du Conseil des commissaires du peuple ; lorsque l'amiral Koltchak renverse le gouvernement S-R d'Omsk en novembre 1918, ils le soutiennent mollement avant de l'abandonner au moment de sa déroute.

A un moment, tu écris que Lénine était prêt à accepter un « Brest-Litovsk de l'intérieur » (2). Pourquoi ?

A la mi-janvier 1919, le Premier ministre britannique, Lloyd George, et le président américain Wilson proposent une conférence rassemblant les représentants des diverses forces agissant en Russie. Lloyd George propose de convoquer les bolcheviks « *comme jadis Rome convoquait les tribus barbares* ». Le 20 janvier, Lénine adresse une réponse assez sèche. Mais un mois plus tard, Lénine, inquiet de la double offensive

(2) C'est sous la contrainte que le gouvernement bolchevique dut signer, le 3 mars 1918, le traité de Brest-Litovsk mettant fin à la guerre entre la Russie révolutionnaires et les Empires centraux (Allemagne et Autriche-Hongrie).

à ce moment victorieuse de Koltchak à l'Est et de Denikine au Sud, revient à la charge. L'envoyé du président américain Wilson, Bullitt, ayant suggéré, pendant cette éventuelle conférence, de geler la situation acquise par chaque force en présence, il lui fait transmettre, le 1^{er} mars 1919, par Litvinov, commissaire adjoint aux Affaires étrangères, une proposition d'armistice entre les diverses forces combattantes en Russie suivie d'une conférence les réunissant. L'armistice s'accompagnerait du statu quo : chaque force garderait le territoire qu'elle régirait au moment de sa signature, le blocus du pays serait levé et tous les gouvernements russes existant se reconnaîtraient responsables des dettes de l'Empire. Ainsi Lénine est prêt à signer un véritable Brest-Litovsk intérieur avec Denikine et Koltchak. Ces derniers, sûrs de leur victoire prochaine, refusent toute discussion avec les bolcheviks, qu'ils considèrent comme des gibiers de potence, et rejettent une proposition où ils voient l'aveu implicite par Lénine de la défaite prochaine de l'Armée rouge. Lénine le rappellera ironiquement le 26 novembre 1920 : « *Il y a dix-huit mois nous voulions signer une paix qui accordait une immense partie du territoire à Denikine et à Koltchak. Ils s'y sont refusés et ils ont tout perdu.* ».

Pourquoi les Blancs ont-ils perdu la guerre ?

C'est une question que les Blancs n'ont pas cessé de se poser dans leurs souvenirs, articles, écrits divers car leur défaite leur paraît incompréhensible. Je présente les multiples réponses qu'ils ont eux-mêmes apportées dans un des derniers chapitres de mon livre. Leur défaite est d'abord sociale et politique. Le principal chef blanc, Anton Denikine, cite lui-même, dans l'énorme ouvrage de 2 000 pages qu'il a consacré à la guerre civile, un rapport éclairant que lui a envoyé son bureau de propagande, le 12 octobre 1919, sur le comportement de son Armée des Volontaires dans le Don. « *On recense de nombreux cas de châtiments corporels infligés à des paysans pour des fautes insignifiantes. Le travail de propagande est totalement paralysé par la corruption*

cynique et illimitée des autorités... Partout les pillages, les crimes et les réquisitions terrorisent la population. Alors que les agents de la propagande déclarent que l'Armée des Volontaires rétablit l'ordre légal, le calme et la défense des intérêts, la corruption, les pillages, les assassinats se développent comme jamais avant la révolution.

Les libertés de presse, de réunion et d'organisation sont supprimées... La peine de mort est devenue habituelle. Souvent on fusille sans jugement sous prétexte de tentative de fuite. Les arrestations et même les exécutions pour vengeance personnelle ou politique sont monnaie courante. Des pogroms [...] ont frappé un grand nombre de villes (Ekaterinoslav, Krementchoug, Elizabethgrad, etc.). Les violences contre les organisations ouvrières sont permanentes, ainsi que les actes d'ingérence illégale dans leur fonctionnement, les arrestations et la répression contre les militants du mouvement ouvrier, sous prétexte de lutte contre le bolchevisme. ».

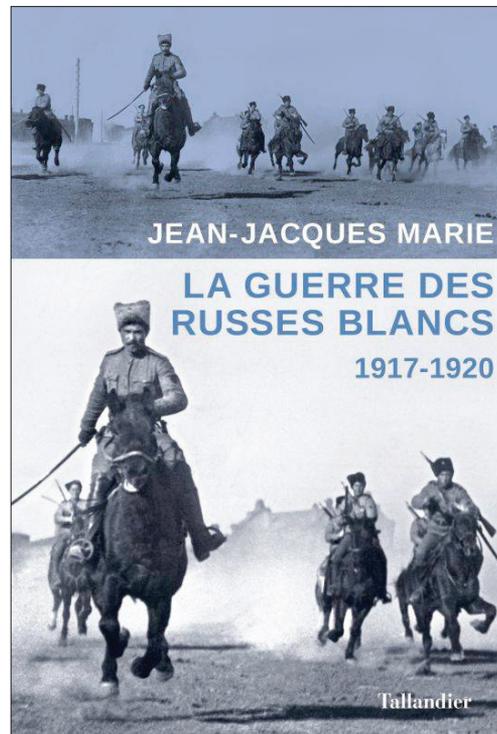
L'absence d'unité entre les chefs blancs, due à leur ambition personnelle, et l'incertitude de leur politique pèsent aussi. Tous les chefs blancs, et plus encore que les généraux, le corps des officiers, sont monarchistes, mais les chefs blancs, conscients du rejet de la monarchie par la masse de la population ne réclament pas publiquement son rétablissement et annoncent la convocation d'une Assemblée constituante dont la masse des officiers ne veut pas. On ne risque pas sa vie pour une politique que l'on n'approuve pas vraiment. D'où le nombre incroyable d'officiers blancs planqués pour ne pas partir au combat.

Une fois la guerre civile terminée, les officiers blancs exilés à l'étranger espèrent encore pouvoir reprendre la guerre ; ils s'organisent notamment dans l'Union des combattants Russes (ROVS), qui compte encore en 1937, 30 000 hommes ? Tu expliques que ces hommes vont beaucoup intéresser les services secrets de Staline. Pourquoi ?

La liquidation de la vieille garde bolchevique à partir de 1935 est liée, entre autres, à la promotion du nationalisme

russe par Staline et son appareil bureaucratique contre-révolutionnaires. Ainsi un journaliste blanc – bien sûr émigré – félicite, en 1935 Staline pour avoir transformé « *la patrie socialiste en puissance russe* ». Le même journal, la même année, applaudit : « *Staline, en s'efforçant de concentrer le pouvoir dans ses mains, est devenu un traître et un saboteur ouvert et déclaré du marxisme en l'adaptant habilement aux exigences de la vie et de la nation. De dirigeant du parti communiste, Staline s'efforce de devenir un guide populaire, national. Tel est précisément le sens de ce qui est en train de se passer en Russie.* »

Selon le journaliste fascisant Baranetski, sous Staline s'effectue « *la renaissance nationale de la Russie* » et dès lors, « *Staline pourrait devenir (...) le véritable sauveur de la Russie en ce moment critique de son histoire, s'il trouvait en lui le courage de pousser jusqu'à son terme la mission que l'Histoire a placée sur ses épaules* ». Les Blancs, qui haïssent les bolcheviks, peuvent donc être utiles à Staline dans son entreprise de liquidation du bolchevisme.



La guerre des Russes blancs (1917-1920)
Editions Tallandier, 2017 - 24.90 €

A propos d'un témoin de l'histoire : Fred Zeller par Jean-Jacques Marie

Fred Zeller est entré dans l'histoire de façon fracassante, mais inattendue pour lui et pour les autres. Membre des Jeunesses socialistes dont les dirigeants de la Seine viennent d'être exclus de la SFIO, en novembre 1935, il rend visite à Trotsky, alors exilé en Norvège où il a été accueilli par les travaillistes qui venaient d'accéder au pouvoir.

Une carte postale incendiaire

De Norvège, il adresse une carte postale à un de ses amis, secrétaire de la section des Jeunesses communistes du 18^e arrondissement de Paris. Sur cette carte, il écrit avec enthousiasme « *Mort à Staline !* » Je ne sais exactement à qui le secrétaire des JC du 18^e va porter la carte postale, mais ce jeune ami se révèle bon dénonciateur et la presse du Parti communiste orchestre aussitôt une campagne de dénonciation accusant Trotsky de préparer l'assassinat de Staline.

Fred Zeller évoque cet épisode de façon évasive et partielle dans ses deux volumes de souvenirs. Dans le premier, *Trois points c'est tout*, il ne dit mot de la carte postale et de son contenu et écrit : « *Quand je revins à Paris les communistes déclenchèrent contre moi une gigantesque campagne de calomnies avec une impudeur inimaginable. Maurice Thorez dans l'Humanité m'accusa "d'avoir été me pavaner en Norvège dans le château de Trotsky !". Nous y aurions mis au point l'assassinat de Kirov ainsi que celui de Staline ! Que ça !* » Il précise à juste titre : « *L'énormité de cette accusation misérable n'avait bien entendu d'autre objet*



Fred Zeller, en 1929.

que de camoufler les difficultés internes du stalinisme, préluder aux grands procès de Moscou... », etc.

Sa mémoire trahit quelque peu Fred Zeller. *L'Humanité* n'a pu l'accuser de préparer en novembre 1935 l'assassinat de Kirov, qui avait été abattu le 1^{er} décembre 1934, mais seulement celui de Staline.

Mais, je le répète, il ne cite pas sa carte postale enthousiaste. Pourquoi ? Peut-être parce qu'il se dit qu'il a ainsi suggéré aux staliniens l'accusation inlassablement portée contre Trotsky de préparer l'assassinat de Staline et se reproche de l'avoir envoyée. Auquel cas, d'ailleurs, il se tromperait car Staline et son Guépéou auraient de toute façon fabriqué l'accusation. Ils ne connaissaient pas d'autre méthode de « combat » que la diffamation et la calomnie et, en professionnels du terrorisme de masse, accusaient leurs adversaires de recourir aux méthodes qu'ils utilisaient ou se préparaient à utiliser contre eux.

C'est peut-être encore la raison pour laquelle dans la nouvelle mouture de ses souvenirs, *Témoin du siècle*, il efface

complètement l'épisode et ne parle plus de la campagne lancée par *l'Humanité* contre lui et « le Vieux », comme il l'appelle, à son retour à Paris. Je me reproche un peu tardivement de n'avoir jamais posé la question à Zeller lui-même quand je l'ai rencontré.

Un bref passage à la Nation socialiste

Cette période a toujours marqué Fred Zeller. En 1958 il entre dans le groupe de la *Nation socialiste* fondé par Auguste Lecœur, ancien secrétaire du PCF, et Pierre Hervé, auteur, en janvier 1953, d'une série d'articles dans la *Nouvelle Critique* intitulée « De Trotsky à Tito » où il démontrait finement que les deux hommes étaient l'un et l'autre des hitlériens. Dans les deux pages centrales d'un numéro de la *Nation socialiste*, Zeller publie ainsi un énorme article sur l'histoire des Jeunesses socialistes à travers les âges où l'on sent percer une véritable nostalgie politique.

Nous aurions pu alors nous croiser, mais l'ironie de l'histoire, pour moi, est que Fred Zeller publiait cette étude quelques mois après mon exclusion des Jeunesses socialistes de la Seine, dont j'étais devenu le secrétaire en février 1958 après des élections où la centaine de militants des JS de la Seine avaient accordé à la liste des pivertistes que je conduisais plus de 90 % des voix (94 % si je me souviens bien).

A peine élus, nous avons invité les Jeunesses communistes de la Seine et de la Seine-et-Oise à une réunion commune. A la fin de cette réunion, nous avons adopté un communiqué de presse commun exigeant le retrait immédiat des troupes françaises d'Algérie et le retrait immédiat des troupes soviétiques de Hongrie. Cela déplut fortement à Guy Mollet ; tout le bureau des JS de la Seine fut dissous puis exclu, juste avant que Fred Zeller – qui bien entendu ignorait tout de cette nouvelle mésaventure des Jeunesses socialistes – ne décide de rejoindre le parti de Guy Mollet, où, d'ailleurs, il ne restera pas longtemps. Quant au PCF, il exclut le secrétaire des JC de Seine-et-Oise et promeut celui de la Seine, Jean Gager, destiné à une carrière dans l'appareil qui s'interrompt au milieu

des années 1990 quand il en fut écarté avec Henri Fizsbin pour excès de sympathie pour le Parti socialiste.

D'une version à l'autre

La comparaison entre les deux versions de ses souvenirs souligne une évolution dans sa perception de l'histoire qu'il a vécue et de son activité. Dans la première version de 1976, il voit le couronnement de sa vie et de son action dans la franc-maçonnerie, comme le souligne à la fois le titre de l'ouvrage "*Trois points c'est tout*" et celui du dernier chapitre : "*Les grands maîtres et leurs problèmes !*", ainsi que la couverture qui le montre en tenue de grand maître. La version de 2000 s'achève sur un texte de Trotsky précédé de deux chapitres intitulés le premier « L'échec de Trotsky » et le second « Ni rire ni pleurer, comprendre », formule de Spinoza que Trotsky citait fréquemment.

Dans ce dernier chapitre, Fred Zeller, reprenant à sa façon la fameuse phrase de Marx dans le *Manifeste du Parti communiste* sur l'histoire de toute société comme histoire de la lutte des classes, écrit : « *Toute l'histoire du monde, depuis les temps les plus reculés, n'est en réalité que le spectacle de la lutte des serfs et des esclaves les plus pauvres et les plus malheureux contre les maîtres, les seigneurs et les puissants de la société où ils essayaient de survivre dans des conditions abominables.* ».

Mais sa vision du présent est marquée d'un profond pessimisme. Il affirme : « *L'Etat capitaliste a aujourd'hui tous les moyens pour étudier tous les problèmes qui conditionnent finalement son destin (...). Même la grève générale qui, depuis toujours, fut considérée par les travailleurs comme le plus sûr moyen de faire capituler le pouvoir semble de nos jours ne plus être décisive.* » Et il se demande : « *Mais alors que nous reste-t-il désormais ? (...) Quel espoir est-il laissé à tous ceux qui ne sont pas nés avec une cuillère en or dans la bouche ? (...) On assiste à un renforcement démesuré des moyens de*

répression, surtout depuis les événements de 1968. »

Il répond : « L'essentiel sera de placer des "guetteurs" pour veiller dans nos organisations au respect de la moralité et de la légalité révolutionnaire. Il faut qu'en permanence des contestataires puissent faire entendre la voix de la conscience humaine, dénonçant abus et excès intolérables, fût-ce au péril de leur vie. »

Cette vision des choses qui réduit l'action politique à l'activité individuelle de lanceurs d'alerte montre, me semble-t-il, un Fred Zeller désenchanté,

voire désabusé, loin de l'optimisme enthousiaste de sa jeunesse. C'est ce qu'illustrent nombre de ses tableaux de la dernière période – puisque Fred Zeller est aussi peintre –, en particulier celui qui orne la couverture de *Témoignage du siècle* : un homme assez âgé, d'apparence ouvrière, est assis au bas d'un mur qui monte à l'infini et dans lequel on ne voit pas la moindre fissure, la moindre ouverture, la moindre issue. Tel est le testament de celui qui fut un moment trotskyste.

Jean-Jacques Marie



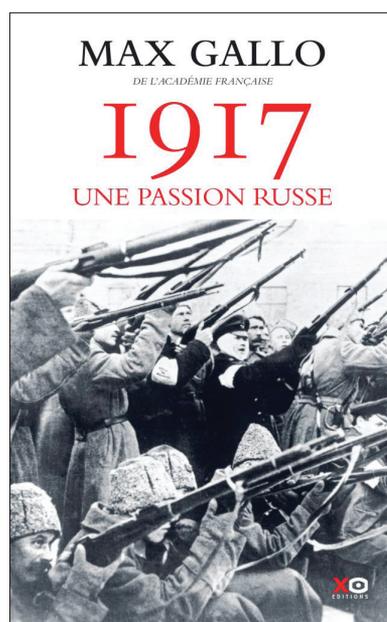
Notes de lecture

Critique de *Une passion russe-1917* de Max Gallo

par Jean-Guillaume Lanuque

Parmi les sorties dispensables de cette année marquant le centenaire de la révolution russe, nous avons déjà repéré l'ouvrage de Victor Loupan, *Une Histoire secrète de la révolution russe*. Celui de Max Gallo, dans un genre différent, l'est tout autant. Fidèle à sa production pléthorique visant la vulgarisation historique, que ce soit sur la Révolution française, l'Antiquité romaine ou la Grande Guerre, l'écrivain (dont l'appartenance à l'Académie française est rappelée en couverture, ce qui semble suffire à décerner un gage de qualité) livre un récit courant de la fin du XIX^e siècle jusqu'aux lendemains immédiats de la prise du pouvoir par les bolcheviks. Mais cet exposé souffre d'un grand nombre de défauts, tendant à faire accroire à une sortie quelque peu précipitée, visant à coller au plus près de l'actualité, celle de la révolution de février-mars 1917.

Il y a d'abord un manque d'exactitude historique, sensible à travers les erreurs pures et simples, ou les lacunes énormes du récit. Sans chercher à être exhaustif sur cette question, on peut s'amuser des commentaires énoncés par le père d'Alexandre et Vladimir Oulianov à la suite de l'exécution de son fils aîné... lui-même étant pourtant décédé l'année précédente. De même, Vladimir Oulianov et Kerenski sont présentés comme des amis d'enfance, ce qu'ils n'ont jamais été, tandis que le corps de Raspoutine assassiné est censé ne jamais avoir été retrouvé, ce qui a le « mérite » de dramatiser davantage l'intrigue. Dans la même optique, l'Okhrana est présentée



Max Gallo, *1917. Une passion russe*, Paris, XO éditions, 2017, 224 pages, 17,90 euros

comme une véritable organisation sanguinaire, poursuivant l'extermination pure et simple des militants révolutionnaires.

Il y a de manière générale une simplification outrancière des enjeux, l'opposition entre révolutionnaires et régime tsariste ne s'embarrassant guère de nuances (le marxisme est seul cité, le courant socialiste-révolutionnaire, en particulier, étant totalement absent [1]). C'est sans doute pour cela que Lénine (2), bombardé chef

(1) On notera également l'invention d'un mot d'ordre bolchevique, « *la première balle pour Kerenski* » (p. 105).

(2) Ce même Lénine qui est censé s'être installé à Cracovie pendant la guerre « *pour être proche des combats* », alors qu'il quitte ces lieux dès les premières semaines pour séjourner en Suisse...

incontesté et démiurgique de son parti, en une véritable reprise du mythe soviétique, devient, sous la plume de l'auteur, l'organisateur des conférences de Zimmerwald et Kienthal, le même Lénine fustigeant les mencheviks comme « défaitistes révolutionnaires » (p. 96)... qualificatif qui s'applique en réalité à lui-même ! Il méprise également toute forme de démocratie (3), dans une doxa totalitaire finalement relativement convenue, la guerre civile n'étant que la résultante de l'action de Lénine et des bolcheviks (4).

Enfin, la prose de Max Gallo, perpétuellement allusive, souffrant fréquemment de redites, usant largement de raccourcis et d'allers-retours chronologiques inaccessibles à un lecteur qui ne serait pas familier des événements (5), engendre une profonde confusion, rendant le récit majoritairement inintelligible. Les substitutions, dans le corps du texte, entre soviétique et Douma, Douma nationale et Douma municipale, comité central et comité militaire révolutionnaire (6), noient proprement toute intelligibilité des faits. Les références des citations ne sont en outre jamais données et, en lieu et place d'une bibliographie digne de ce nom, on bénéficie de la bibliographie intégrale de Max Gallo ! *1917. Une passion russe* est donc un mauvais roman sous couvert d'histoire.

Jean-Guillaume Lanuque

(3) La référence demeurant la démocratie parlementaire, sans laquelle la violence est libre d'agir (p. 181).

(4) Ce qui conduit Max Gallo en conclusion à les rendre responsables de la mort de Rosa Luxemburg ! Il ne retient bien sûr du jugement de cette dernière que la critique démocratique, ainsi qu'il l'avait fait dans son très partial *Une Femme rebelle. Vie et mort de Rosa Luxemburg*, Paris, Fayard, 2000.

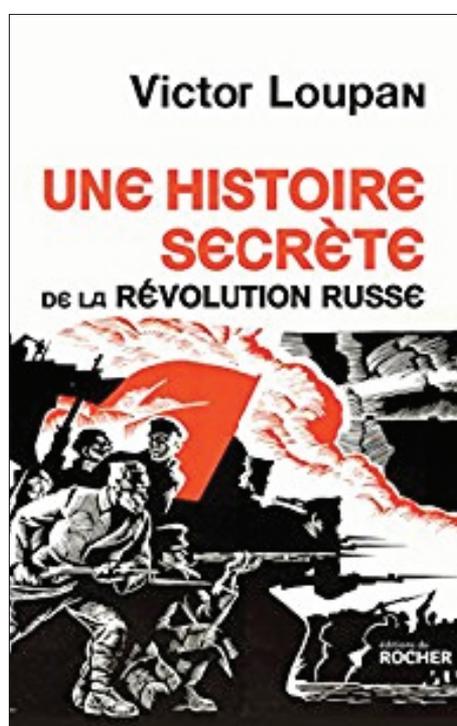
(5) La lecture de la page 51 tend ainsi à faire accroire à une célébration du tricentenaire des Romanov en pleine Première Guerre mondiale, et la famille impériale passe ensuite directement de l'abdication à la maison Ipatiev. Moins grave, mais révélateur d'une légèreté certaine, la prise en charge du commandement suprême des armées assumée par Nicolas II en mai 1915, alors qu'elle eut lieu en août.

(6) Trotsky est ainsi présenté comme président d'un « comité central révolutionnaire »... qui n'existe pas. Détail piquant, Kerenski est décrit comme quittant l'institut Smolny le jour même de l'insurrection bolchevique !

Victor Loupan, *Une Histoire secrète de la révolution russe*, par Jean-Guillaume Lanuque

Le centenaire de la révolution russe est assurément un événement éditorial, qui va voir les maisons d'éditions publier quelques ouvrages inédits ou reproposer d'anciens titres épuisés. Comme pour les anniversaires décennaux de Mai 68, aucune maison ne souhaite rester à l'écart, et les choix faits à cette occasion ne peuvent manquer d'être parfois hasardeux. C'est particulièrement le cas de ce livre de Victor Loupan, chantre de la religion orthodoxe et auteur de plusieurs ouvrages sur *L'Argent de Moscou* (1994), *Nicolas II, le saint tsar* (2001) ou même, en réponse aux romans de Dan Brown, le *Da Vinci Code* et *Anges et Démons*. Dans son nouveau livre, il revendique un souci de réalité, souhaitant dévoiler la vraie nature de la révolution russe, « l'horreur » (p. 164). Ce que l'on découvre surtout, c'est un auteur peu soucieux de véracité historique et de déontologie historique.

D'abord, la relecture est clairement déficiente, laissant des erreurs élémentaires : le sens du sigle URSS, p. 8, énoncé dans un ordre erroné, Trotsky signant le traité de Brest-Litovsk, ou Lénine n'étant jamais retourné en Russie entre 1898 et 1917, alors qu'il était revenu dans l'empire à l'occasion de la révolution de 1905. On peut également citer une théorie du « remplacement » énoncée par Trotsky et Parvus, consistant dans l'arrivée au pouvoir du prolétariat, mais qui n'a jamais existé... Mais le plus grave n'est pas là. Victor Loupan, en effet, non content de citer des déclarations ou des citations jamais référencées avec précision (1), colporte des



Victor Loupan, *Une Histoire secrète de la révolution russe*, Monaco, Editions du Rocher, 2017, 196 pages, 17,90 euros

ragots, des rumeurs, comme sur Alexandra Kollontaï maîtresse de Lénine. Surtout, il privilégie une vision souvent complotiste des événements. Il met d'abord l'accent sur Trotsky, davantage que sur Lénine, et, derrière la figure du premier, il voit

(1) La bibliographie utilisée est essentiellement russe, sous le prétexte discutable que les auteurs russes seraient les mieux placés pour travailler sur ce sujet (ils sont qualifiés de « seuls véritables spécialistes de la question », p. 177), alors que la production anglo-saxonne, prolifique, est totalement délaissée.

surtout l'influence de Parvus, dont il fait le « *vrai patron du mouvement révolutionnaire européen* » (p. 52) au début du XX^e siècle. Les manœuvres géopolitiques et les intérêts économiques sont également à la manœuvre, puisque Trotsky, ayant bénéficié de l'argent allemand (2) et étatsunien (celui du banquier Jacob Schiff, fantasme de nombreuses thèses complottistes et antisémites, en particulier), aurait mené une action rejoignant dans sa finalité les buts des milieux politiques et d'affaire capitalistes : la mise en place d'un « mondialisme ». La révolution de février 1917 est d'ailleurs explicitement présentée comme le résultat d'un complot des puissances occidentales contre le tsar (p. 69). On est ici dans les mêmes eaux que la pseudo-étude d'Anthony Sutton, *Wall Street et la révolution bolchevique* (3). Trotsky, toujours, est aussi le responsable des journées de juillet 17 à Petrograd (il aurait été le chef des bolcheviks de la capitale durant cet été), le véritable père de la prise du pouvoir en octobre 17, Lénine étant finalement « *davantage spectateur qu'acteur* » (p. 80) (4). C'est lui, encore et toujours, qui aurait inventé le communisme de guerre. Ce rôle d'incarnation du cynisme et de l'amoralisme révolutionnaire endossé bien malgré lui par Trotsky ne s'embarasse donc d'aucune limite, puisqu'il aurait même organisé, avec la complicité de sa femme Natalia, un trafic d'œuvres d'art russes, pillées puis revendues aux frères Armand et Victor Hammer... sans que l'on ne sache, d'ailleurs, où serait passé l'argent ainsi gagné. Autre perle savoureuse, l'affirmation d'un testament de Lénine écrit par sa veuve afin de favoriser Trotsky, ce dernier s'étant tenu à l'écart des funérailles de Lénine dans l'espoir qu'on ferait appel à lui comme l'homme providentiel : on sait qu'en réalité le « testament » fut bien écrit par Lénine, en plusieurs étapes, et que l'absence de Trotsky résulta d'une manœuvre de Staline autour de la date prévue pour les obsèques. Inutile de dire que pour la totalité de ces affirmations, aucune preuve tangible ou déterminante n'est avancée.

En dehors de la révolution russe et de la guerre civile, Victor Loupan aborde également le stalinisme, concluant à la vanité d'un Trotsky convaincu de son accession prochaine à la tête de l'Etat

après la guerre civile (5), et finalement doublé par Staline. La dernière partie du livre se penche sur la terreur, et si les témoignages cités sont intéressants, la conclusion est prévisible : la responsabilité bolchevique est entière, sans contextualisation approfondie (il idéalise la société russe tsariste, p. 188, « *si pieuse et si décente* »), et les actes des blancs sont aussi rejetés (il en fait des précurseurs du fascisme). De manière plus générale, les masses laborieuses ont surtout été victimes de la propagande d'agitateurs dangereux, à commencer par Gapone, qui endosse sous sa plume la responsabilité des morts du « Dimanche rouge », et c'est du cerveau de Trotsky, épaulé par Parvus, que serait issue l'idée des soviets ! Victor Loupan, qui en conclusion trace un parallèle totalement erroné entre bolchevisme et islamisme, prétendument unis dans l'amour de la mort, déplore l'existence de cette fièvre révolutionnaire, mais fataliste, pense qu'elle est inévitable (6).

Jean-Guillaume Lanuque

(2) Il aurait été un agent au service de l'Allemagne déjà à l'époque des guerres des Balkans, dans le cadre de son statut de correspondant de presse...

(3) Chroniqué sur notre blog : <http://dissidences.hypotheses.org/8005>

(4) Nous nous permettons de citer ces lignes, significatives du sérieux de l'approche : « *En un clin d'œil, le palais d'Hiver où siège le gouvernement provisoire est pris d'assaut, tout comme les bâtiments clefs de la capitale : ministères, gares, télégraphe, postes de police, casernes, etc. Trotski est seul aux commandes. Quand Lénine arrive enfin à Petrograd, tout est terminé. Le pouvoir est entre les mains des bolcheviks et des soviets qu'ils contrôlent. Ni Lénine ni Staline ne jouent de rôle dans l'avènement victorieux de la révolution d'Octobre. Ou, du coup d'Etat bolchevik, ce qui revient au même* », p. 124.

(5) Il est d'ailleurs « *plongé dans une vie de repos et de loisirs* », p. 132 : la lecture des biographies d'Isaac Deutscher ou de Pierre Broué suffit à faire justice d'une telle affirmation gratuite et stérile.

(6) On pourrait là tracer un parallèle avec la vision de Luc Mary dans ses *uchronies* autour de la révolution russe. Voir mon article « La Grande Pâleur à l'est : les *uchronies* autour des révolutions russes de 1917 (de 1945 à aujourd'hui) », in *Dissidences* volume 16 « L'extrême gauche saisie par les lettres », Latresne, Le Bord de l'eau, 2017, à paraître.

Roman national, histoire populaire de la France...**Quand un roman chasse l'autre**

par Rémy Janneau

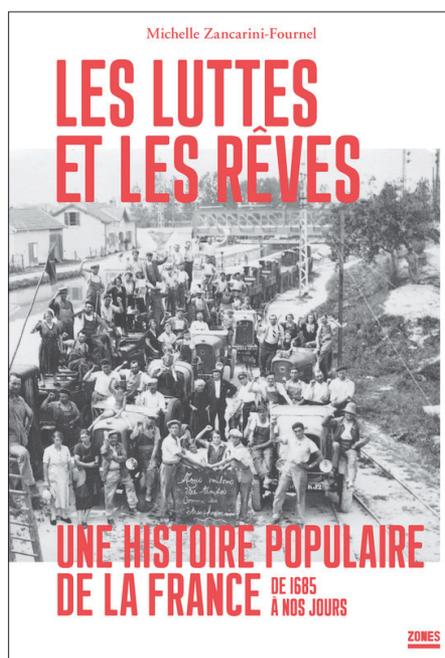
Michelle Zancarini-Fournel

Les Luttes et les rêves. Une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours.

Zones – La Découverte – Paris 2016 – 995 pages.

Une histoire vue « d'en bas »

Si l'histoire est en France une discipline populaire, l'histoire populaire, paradoxalement, n'y est pas un genre très répandu. L'histoire des masses elles-mêmes s'écrit traditionnellement « d'en haut ». Aussi ce livre qui met à mal le « roman national » est-il une heureuse surprise, d'autant que la lecture en est, pour la plus grande partie, aussi passionnante qu'instructive. Le titre, inspiré de Victor Hugo (1) indique d'entrée sous quel angle Michelle Zancarini-Fournel entend aborder cette *Histoire populaire de la France*. Les chapitres descriptifs sur la condition ouvrière, la vie des paysans, les transformations de la société à la fin du XIX^e siècle ou l'envers des Trente Glorieuses ne sombrent à aucun moment dans le misérabilisme compassionnel. Si l'histoire est regardée « d'en bas », c'est sous l'angle des luttes menées depuis l'Ancien Régime et des « rêves », c'est-à-dire des espérances et des idées qu'elles ont fait naître ou qui les ont nourries. Très documentés, les faits, si anecdotiques soient-ils en apparence, sont fortement contextualisés. Cette histoire des « gens de peu » intimement connectée aux structures sociales et politiques remet



Les Luttes et les rêves. Une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours

les grandes figures à leur juste place sans jamais les exclure.

L'ouvrage commence en 1685, année sombre, marquée tout à la fois par le Code noir qui renforce l'esclavage et expulse les juifs des colonies et par l'édit de Fontainebleau qui, révoquant celui de Nantes, met le protestantisme hors la loi. Ce choix en dit long des intentions de l'auteure (2) : ni hexagonale ni traitée « en surplomb »,

(1) Titre du Livre III des *Contemplations*.

(2) Nous respectons ici le choix orthographique de M. Zancarini-Fournel.

cette histoire aura pour acteurs tous ceux qui, souvent pour leur malheur, parfois aux antipodes, en ont été partie prenante. Elle sera, pour reprendre un vocabulaire emprunté à Antonio Gramsci, celle des classes « *instrumentales* » (salarisées) et « *subalternes* » (politiquement dominées). Des huguenots persécutés aux insurgés de juin 1848, des esclaves révoltés de Saint-Domingue aux grévistes de 1995 en passant par les Communards et les bagnards de « *Biribi* », Michelle Zancarini-Fournel fait revivre ceux qui ont subi l'oppression ou se sont un jour dressés contre elle. Pour autant, l'ouvrage n'est en rien manichéen. L'auteure se garde de tout jugement moral, même si l'on perçoit souvent, sous sa plume, une indignation contenue. L'énoncé des faits se suffit à lui-même. Elle n'idéalise ni ne diabolise personne. Elle explique.

S'il reste rythmé par les grands événements (Révolution française, révolution de 1848, Commune de Paris, juin 36, mai 68...), le livre montre à la loupe les processus moléculaires qui y ont conduit sans retenir nécessairement l'attention des historiens : « *cabales* » ouvrières, pillages d'entrepôts, taxations spontanées qui annoncent la Révolution française, émeutes locales tombées dans l'oubli, création de sociétés de secours mutuel et grèves dont l'importance n'apparaît que rétrospectivement à la lumière des grandes secousses sociales. Pour reprendre une belle formule utilisée à propos de la période de l'Occupation, il éclaire les « *petites actions* » qui furent « *l'ossature invisible de la grande chaîne des résistances* ». Cette *histoire populaire* a ainsi le grand mérite de donner à entendre les « *bruits du silence* » (3), ces voix que l'histoire officielle a gommées de la mémoire collective. A travers leurs propres écrits, par les témoignages de ceux qui les ont côtoyés, par les sources judiciaires parfois, revivent Pauline Roland, militante féministe et saint-simonienne, morte en prison après le coup d'Etat du 2 décembre, Alexandre Jacob, anarchiste, « *prisonnier de guerre sociale* » à Cayenne, Jeanne Bouvier, ouvrière et féministe, Madeleine Pelletier, militante guesdiste... et des centaines de ces anonymes qui sont la chair de l'histoire.

Résorber les « *failles mémorielles* »

D'une manière plus générale, à des échelles différentes, l'ouvrage se propose de combler les trop nombreuses « *failles mémorielles* » de l'histoire nationale. Citons-en quelques exemples.

La légende dorée du Premier Empire, déjà bien entamée, subit ici le coup de grâce. Sait-on que la famine sévit dans le pays d'Auge en 1812, que Caen fut la même année le théâtre d'une insurrection, qu'en 1813, les armées napoléoniennes pratiquèrent la décimation, que pendant la campagne de France, ses soldats pillaient leurs compatriotes comme ils avaient appris à le faire dans toute l'Europe ? Vérité évidemment très éloignée des « *grognards* » et des « *Marie-Louise* » enthousiastes de nos manuels scolaires. Il était utile de rappeler, également, que les armées napoléoniennes ne subirent pas leurs premières défaites en Espagne, comme on l'a toujours enseigné, mais – chose que la mémoire « *blanche* » n'a jamais admise – face aux Noirs d'Haïti.

La présentation traditionnellement irénique de l'abolition de l'esclavage en 1848 n'est pas moins malmenée. Si le militantisme antiesclavagiste et la ténacité de Victor Schoelcher ne sont pas en cause, « *les esclaves n'ont pas attendu un "appel à la liberté" venu d'un Blanc pour s'évertuer à la conquérir* » : révoltes, affrontements violents, insurrection ouverte, furent nécessaires, jusqu'en juin 1849, pour l'imposer de manière effective.

Le coup d'Etat du 2 décembre 1851 fait, pour une fois, mentir Marx. Celui-ci écrit, en effet, au début du *18 brumaire de Louis Bonaparte* (4), qu'Hegel pour qui « *les grands événements et personnages historiques se reproduisent toujours deux fois* » aurait pu ajouter : « *La première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce.* » La farce a, cette fois, précédé la tragédie. Le « *18 brumaire* » le plus sanglant fut celui du « *neveu* ». Les coups de projecteurs donnés sur les départements

(3) Titre d'un ouvrage de Jean Vermeil (Kiron – 1993).

(4) Editions sociales – 1963.

sont d'autant plus accablants que, derrière les chiffres, se dessinent des visages et des destins brisés : plusieurs centaines de morts à Paris et, pour l'ensemble du pays, des milliers de condamnés à la déportation en Algérie ou en Guyane.

C'est évidemment la colonisation qui laisse béantes le plus de « *failles mémorielles* ». La fusillade de Fourmies reste inscrite au plus profond de la mémoire ouvrière, mais qui se souvient du « *Fourmies colonial* » qui fit une dizaine de morts à l'occasion d'une grève générale en Martinique en février 1900 ? Plusieurs chapitres sont consacrés aux atrocités dont furent victimes les Kabyles, les Kanaks, les Malgaches..., à cette « *monstruosité juridique* » que fut le régime de l'indigénat.

Même les périodes qui nous semblent les plus familières comportent ce type de « *silences* ». Voici trente ans que certains « historiens » ont fait de l'invention des « *camps de concentration* » par les bolcheviks une vérité officielle (5). La France ne les avait pourtant pas attendus. C'était, pendant la Première Guerre mondiale, l'appellation officielle des camps dans lesquels étaient internés quelques 45 000 étrangers !

Au registre de la xénophobie, l'auteure montre encore, textes, mesures et drames humains à l'appui (expulsion massive, sans ménagements, de travailleurs immigrés, circulaire Sarraut « *débarrassant le pays des étrangers indésirables* »), que la III^e République finissante, ce fut Vichy avant Vichy.

Les femmes, actrices essentielles de l'histoire

Spécialiste d'histoire sociale et particulièrement « *d'histoire des femmes et du genre* », profondément féministe comme en témoigne l'usage systématique des masculins et féminins pluriels (*les opprimé-e-s, les salarié-e-s, etc.*), l'auteure restitue aux femmes leur juste place dans cette histoire populaire : non celle de force d'appoint qui les confine trop souvent aux revendications alimentaires ou au ravitaillement des grévistes. Avant de faire irruption sur la scène politique en septembre 1789, elles furent « *d'évidentes*

émeutières » (6), le plus souvent initiatrices des rébellions qui ont jalonné l'Ancien Régime. Lors de la « *journée des tuiles* », le 7 juin 1788, à Grenoble, elles prennent l'initiative de sonner le tocsin et de bloquer les carrefours en immobilisant les voitures. Elles rédigeront nombre de cahiers de doléances émanant des corporations. Elles jouent encore un rôle de premier plan dans les insurrections du 31 mai 1793 puis du 1^{er} prairial An III (7). Une recherche biographique fait revivre, au XIX^e siècle, dans les tâches quotidiennes comme dans les grands événements, les militantes saint-simoniennes, féministes, révolutionnaires, syndicalistes...

Pour autant, si l'approche est sans concession, l'auteure analyse sans anathème, à chaque étape, les raisons pour lesquelles les femmes furent muselées puis exclues du droit de vote par tous les régimes jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Elle rappelle qu'elles eurent à mener leur combat pour l'égalité jusqu'au sein des syndicats et des partis socialistes. Trois femmes sous-secrétaires d'Etat (8) sous le Front populaire auront du mal à leur faire oublier leurs « *espoirs brisés* » (9) : ni égalité des salaires, ni droit de vote, ni éligibilité, ni abrogation des lois de 1920 et 1923 réprimant l'avortement et toute propagande en faveur de la contraception.

Pas de crises révolutionnaires au XX^e siècle ?

Si la majeure partie du livre mérite les coups d'encensoir quasi unanimes de la critique, nous serons plus réservé quant à

(5) Les premiers *camps de concentration* furent mis en place par les Anglais, en Afrique du Sud, pendant la guerre des Boers. Dans un cas comme dans l'autre, il s'agissait de camps d'internement ou de rétention, non de préfigurations d'Auschwitz.

(6) Arlette Farge, citée par l'auteure.

(7) 25 mai 1795.

(8) Cécile Brunschvicg, Suzanne Lacore et Irène Joliot-Curie.

(9) Sous-titre inspiré d'un témoignage cité par Pascal Jacquemond – *L'Espoir brisé. 1936, les femmes et le Front populaire* – Belin – 2016.

nous, sur les 300 dernières pages, celles qui commencent avec le Front populaire. L'analyse, quoique souvent critique à l'égard des acteurs officiels de l'événement, nous semble, en effet, sur le fond, très conforme aux « vérités » établies et aujourd'hui consensuelles lorsqu'elle ne se situe pas en-deçà.

La manifestation du 12 février 1934 qui constitue, selon Antoine Prost, cité sans plus de commentaire, « *l'acte de naissance du Front populaire* », est ainsi relatée : « Avec comme mot d'ordre "Vive la République", la manifestation parisienne sur le trajet cours de Vincennes-Nation est emmenée par la SFIO, à laquelle se joignent les communistes. » Si une *histoire populaire de la France* n'exige pas une étude exhaustive de la politique des différents partis, même le traitement le plus synthétique n'autorise pas pour autant le (demi) mensonge par omission. Divisés par la « *tactique classe contre classe* » imposée par le Komintern (10), la SFIO et le PCF ont d'abord défilé séparément. Il a fallu, pour que les cortèges fusionnent, que la base impose l'unité aux dirigeants. Quant à « *l'acte de naissance du Front populaire* », ce que l'auteure tient pour des « *subtilités lexicales* » relève, en réalité, d'un tour de passe-passe visant à confondre deux types de front parfaitement antinomiques. L'unité SFIO-PCF, c'est le front unique des partis ouvriers que les travailleurs chargent de leurs revendications et de leur volonté de combat. Elle postule à plus ou moins long terme un gouvernement des partis ouvriers. Le front populaire est au contraire, pour reprendre une expression de l'auteure, « *interclassiste* ». C'est l'alliance de ces mêmes partis avec les radicaux qui, tantôt alliés à la droite, tantôt à la SFIO, constituent alors le pivot de la vie parlementaire. Cette alliance contre-nature avec un parti bourgeois ne pouvait accoucher que d'une politique anti-ouvrière aux antipodes des attentes des manifestants du 12 février.

Suivant l'auteure, l'expression *Front populaire*, attribuée à Maurice Thorez (11), acte ce qu'elle tient pour un « *tournant réformiste* » du PCF et l'abandon de « *l'orientation classe contre classe* ». Le PCF aurait donc agi

de manière parfaitement autonome... En réalité, si le PCF a cédé, le 12 février, à la pression des masses, il a continué pendant plusieurs mois à dénoncer les dirigeants socialistes. L'élargissement du front unique en un « *front populaire* » lui a été imposé par le Komintern, c'est-à-dire par Staline. Le « *tournant réformiste, patriotique et stratégique* » que l'auteure attribue au PCF n'est, en réalité, que l'application, en France, du virage qui sera officialisé, l'année suivante, au VII^e Congrès de la III^e Internationale (12).

Le livre souligne, à juste titre, la dureté des grèves, qui ne se limitent pas à « *juin 36* », certaines entreprises étant paralysées jusqu'à la mi-août. Il éclaire un aspect peu traité de cette lame de fond sociale : les « *moissons rouges* », c'est-à-dire l'extension du mouvement aux campagnes. Mais là encore on reste quelque peu sur sa faim : cette « *explosion sociale* » se résumerait à l'addition de milliers de grèves dont les complexités locales « *empêchent toute généralisation* ». « *Au-delà des revendications* », ces mouvements « *signifient très fortement – mais tout au plus – une revanche contre l'autoritarisme patronal* ». Les occupations d'usine, reconnues comme « *forme d'appropriation (provisoire)* » constituent bien « *une transgression sociale et politique* » mais, en aucun cas l'expression d'un mouvement révolutionnaire. L'hypothèse, ne serait-ce que de l'amorce d'une grève générale *possible*, n'est même pas évoquée. L'auteure ne manque pas, pourtant, d'insister sur la célérité avec laquelle

(10) Internationale communiste, III^e Internationale.

(11) Elle est en réalité d'Eugen Fried, représentant de l'Internationale, qui fut le mentor de Thorez.

(12) On peut, sur cette question, consulter des historiens aussi différents que Philippe Robrieux (*Histoire intérieure du Parti communiste* – tome 1 – Fayard – 1980), Jean-Pierre Rioux (*Le Front populaire* – Tallandier – 2006) ou Serge Wolikow (*Le Front populaire en France* – Complexe – 1996). Annette Wieviorka écrit dans un ouvrage publié en 2010 : « *Incontestablement, et tous [les historiens] en sont d'accord, l'initiative vient du Komintern auquel Thorez, comme il en a pris l'habitude dès le milieu des années 20, obéit.* » Sa biographe lui reconnaît toutefois que ce fut avec « *créativité* ». (*Maurice et Jeannette* – Perrin – 2016 – page 232).

les négociations ont été menées et sur l'importance des concessions accordées aux ouvriers et de « l'arsenal législatif » adopté en quelques semaines. Comment ces négociations en un temps record et l'ampleur des mesures adoptées peuvent-elles s'expliquer sinon parce que les partis au pouvoir craignaient pour l'ordre établi et parce que le patronat redoutait de tout perdre ? Sans doute parce que, pour l'auteur, les révolutions appartiennent au passé.

Les virtualités révolutionnaires de la Libération tiennent ainsi en deux lignes : « Dès 1944, les prises de contrôle d'entreprises dans la zone Sud montrent les aspirations d'une part des salariés [...] à la gestion des entreprises », ce qui postule, pour le moins, un contrôle ouvrier sur la production voire l'expropriation d'un patronat compromis dans la collaboration avec l'occupant. Ces « aspirations », pour autant, n'iront pas au-delà d'un soutien aux nationalisations décidées par l'Etat et de la mise en place de comités d'entreprise. Sous le titre « Une usine sans patron, c'est possible ! (pendant trois ans) », l'ouvrage fait bien état de « l'expérience Berliet ». Les difficultés de cette « nouvelle gestion ouvrière » animée par des militants du PCF y sont évoquées sans concession. Cependant, dans le cadre d'une économie qui reste capitaliste, l'expérience s'apparente plus à une autogestion mal conduite qu'à une appropriation des moyens de production.

Troisième des lames de fond qui auront, en un siècle, « ébranlé la France », Mai-68 marque le sommet d'une « insubordination ouvrière » annoncée par les luttes des années 1950-1960 (grève des dockers contre la guerre d'Indochine dès 1950, grève des fonctionnaires à l'été 1953, affrontement aux chantiers navals de Penhoët en 1955, grève des mineurs en 1963...) et par une évolution des états d'esprit nourrie tout à la fois par les résistances aux guerres coloniales et par « l'éveil des subjectivités féminines ». La « contestation étudiante » et les grèves ouvrières du printemps 1968 sont longuement retracées. La perspective d'élections législatives sonne cependant le glas du mouvement. S'établit alors un « compromis républicain ». « La campagne

électorale permet une coordination tacite de tous les professionnels de la politique [...] La victoire de la droite est un signe fort du soutien d'une majorité de Français aux institutions de la V^e République. » Un temps divisée, la nation retrouve son unité.

Pouvait-il en être autrement ? Dix millions de grévistes, ce n'est pas une grève générale puisqu'aucun « mot d'ordre général » n'ayant été « avancé par les directions syndicales », il n'y a pas même eu « nationalisation » de la grève ! « Il y a eu, en 1968, une forme de territorialisation centrée sur l'entreprise (avec des revendications spécifiques à chacune), l'établissement (Sud-Aviation et la régie Renault), ou le bassin d'emploi (Seine-Maritime). » Cette « territorialisation » semble pourtant démentie par une profonde aspiration à l'unité du mouvement, à sa centralisation sur les mots d'ordre politiques scandés le 13 mai (« A bas de Gaulle ! », « A bas l'Etat policier ») et sur les revendications avancées notamment par les travailleurs de la régie Renault puis brandies dans nombre de manifestations (« Pas de salaire inférieur à 1 000 F par mois ! », « Abrogation des ordonnances ! » (13) « La retraite à 60 ans ! »). Le mouvement général existait de fait.

Ce sont les appareils syndicaux, particulièrement celui de la CGT, qui ont veillé à ce que le « mouvement » ne se « nationalise » pas. Non seulement ils n'ont jamais lancé le mot d'ordre de grève générale, qui aurait mis en cause l'Etat lui-même, ce dont ils ne voulaient pas, mais ils ont délibérément fractionné LA grève en écartant systématiquement les revendications unificatrices et en invitant les travailleurs à définir « sur leur lieu de travail [...] les conditions de leur entrée dans la lutte et les bases revendicatives de leur action » (14). Cette définition des revendications entreprise par entreprise voire atelier par atelier, combinée à une opposition systématique des directions syndicales à la mise en place d'un comité central de grève qui aurait pu être l'ex-

(13) Il s'agit des ordonnances sur la Sécurité sociale adoptées l'année précédente.

(14) Tract de la CGT cité par François de Massot – *La Grève générale*.

pression d'un mouvement général, ne pouvait effectivement se traduire que par une « territorialisation » de la grève.

Classe ouvrière et mouvement ouvrier

Lorsque l'auteure rappelle que la classe ouvrière « existe toujours » (ce qui est à marquer d'une pierre blanche en un temps où politiques, sociologues et médias s'emploient à l'enterrer), il s'agit « des ouvriers et des ouvrières » ce qui désigne très explicitement la « classe en soi » définie par l'exploitation qu'elle subit et par les individus qui la composent. Le mouvement ouvrier, la « classe pour soi », composée de ses partis et de ses syndicats n'intervient que très secondairement. Ses débats internes, ses prises de position, n'intéressent que médiocrement l'auteure, ce qui différencie profondément cette *histoire populaire* de celle des Etats-Unis d'Howard Zinn (15) à laquelle elle a été souvent comparée. Ce qui pourrait être considéré comme un bel hommage à la spontanéité et à la créativité des travailleurs aboutit, nous venons de le voir, non seulement à exonérer les directions syndicales de l'échec des mouvements, en 1936 comme en 1968, mais de manière plus générale à gommer le rôle des organisations dans leur déclenchement et dans leur conduite.

C'est plus vrai encore des révolutionnaires qui, même en période de crise sociale aigüe, ne sont guère évoqués qu'en fonction de leur visibilité médiatique *postérieure*. En 1936, les trotskystes ne sont cités que pour avoir « exalté » dans leurs journaux (dont aucun titre n'est cité), la grève d'une chocolaterie de Marcq-en-Barœul. Alors même qu'ils avaient constitué une aile gauche au sein de la SFIO, le lecteur ne saura pas quelle politique ils ont défendue. Parmi les militants qui ont animé la grève Renault d'avril 1947, l'auteure ne voit que les « ancêtres de Lutte ouvrière », pas le Parti communiste internationaliste. Cette relecture sélective tourne à la caricature avec le déclenchement de la grève illimitée à Sud-Aviation-Bouguenais, le 14 mai 1968. L'occupation qui dura un mois « n'est

connue, affirme l'auteure, que par une chronique, *L'aubépine de mai* », rédigée... par un militant de la CFDT. On apprend que « la CGT y est majoritaire chez les "horaires" », mais l'ouvrage ne souffle mot de la CGT-Force ouvrière qui a pourtant joué un rôle décisif dans le déclenchement de la grève ni des trotskystes qui animaient la section.

Le choix des sources n'est décidément jamais innocent en histoire. Les témoignages, privilégiés par l'auteure, ne sont certes pas dénués d'intérêt, mais les sources de première main doivent leur être préférées, notamment les tracts, rédigés et diffusés dans le feu des événements. Michelle Zancarini-Fournel aurait pu consulter celui que diffusa, dès le 9 mai, la section Force ouvrière de Sud-Aviation - « une seule solution maintenant, la grève totale » - ou celui du 14 : « Les travailleurs de Sud-Aviation décident la grève illimitée avec occupation. La grève générale est lancée... **Les confédérations doivent appeler à la GRÈVE GÉNÉRALE unie jusqu'à satisfaction de nos revendications** » (16). En revanche, les situationnistes pourraient passer pour des éléments moteurs du mouvement étudiant. Le *Mouvement du 22 mars* semble l'avoir quasiment seul déclenché. L'Union des jeunes communistes marxistes-léninistes de France (UJCMLF) maoïste, a droit à une brève allusion. La Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR), dont le rôle, discutable à nos yeux, n'en a pas moins été important, la Fédération des étudiants révolutionnaires (FER), dont les militants étaient appelés à diriger l'UNEF pendant plus de dix ans, semblent n'avoir jamais existé.

La lutte des classes ou « les luttes » ?

Le titre prend toute sa signification lorsque l'ouvrage aborde les années 1970. La lutte des classes se dissout alors dans une multitude de « luttes » :

(15) Howard Zinn – *Une histoire populaire des Etats-Unis – De 1492 à nos jours* – Agone – 2002.

(16) Cité par François de Massot – *op.cit.*. Ce qui est en gras est souligné par nous.

« *Insubordination ouvrière* » dont la grève du *Joint français* reste l'expression emblématique, revendications autogestionnaires avec celle des « *Lip* », « *affirmation des identités de genre* » qui se traduit par le mouvement pour la libération des femmes et le combat pour le droit à l'avortement, luttes des homosexuels, contestation dans les prisons, mouvements lycéens, antiracisme, antimilitarisme, opposition au nucléaire, régionalisme (*Gardarem lo Larzac !*), ce dernier se situant au carrefour de ces multiples « *luttes* ». Les décennies suivantes verront l'irruption de « *nouveaux acteurs sociaux* » : les « *sans* », « *sans papiers* », « *sans logis* », « *sans emploi* » mais aussi les minorités « *postcoloniales* ». Il est significatif que l'ouvrage s'achève en 2005 avec la publication du manifeste des « *Indigènes de la République* » et la révolte des banlieues.

On peut faire crédit à l'auteur d'une description sans complaisance d'une exploitation parfois éhontée, d'une dégradation des conditions de travail et de vie, d'un accroissement de la précarité, « *dans la France néolibérale et post coloniale* ». Elle rappelle très justement que les premières lois incitant au développement du temps partiel furent votées sous la « *gauche* ». Les classes cependant s'effacent, pour reprendre le vocabulaire d'Alain Touraine, derrière les « *acteurs* » (17) porteurs de « *cultures* » spécifiques (culture de la jeunesse, des homosexuels, des femmes, des Noirs, cultures « *communautaires* » ou « *marginales* »...) qui confrontées à la « *domination sociale* » donneraient lieu, dans le cadre de la « *société post-industrielle* », à des conflits de plus en plus « *autonomes les uns par rapport aux autres* ». « *Le mouvement ouvrier, écrit encore Touraine, cesse d'être un personnage central de l'histoire sociale.* » La « *transformation centrale des conflits sociaux* » consiste en ceci : « *Ce n'est plus au nom du citoyen ou au nom du travailleur que peuvent être menées de grandes luttes revendicatives [...] c'est au nom des collectivités, définies par leur être plus que par leur activité* » (18).

Sans que cela soit *a priori* évident, cette pluralité des « *acteurs* », des « *cultures* », des « *luttes sociétales* »

renvoie à une inégalité de traitement entre les confédérations syndicales. La CGT-Force ouvrière est mentionnée, une première fois, à l'occasion de la scission de la CGT, « *scission soutenue (y compris financièrement) par les deux camps de la guerre froide* ». Elle fait partie, en 1953, des syndicats qui appellent à la grève illimitée des fonctionnaires, on la retrouve, en 1963, dans la grève des mineurs mais elle est totalement occultée en mai 68. Elle ne réapparaît en 1983 que pour approuver, chez Talbot-Poissy, un « *plan social* » que les autres syndicats refusent. La grande grève des postiers de 1974, où elle a joué un rôle de premier plan, n'est nulle part mentionnée. La CGT apparaît ici et là, au gré des événements, sans que le rôle réactionnaire de l'appareil stalinien soit jamais évoqué (19).

La CFDT est, quant à elle, omniprésente au côté des « *acteurs* » en « *lutte* » sans toutefois que ses origines soient jamais mentionnées, ni la fondation de la CFTC (20) en 1919, ni la scission de 1964. De toute évidence, la visibilité de ceux qui se situent sur le terrain de la lutte des classes est plus faible que celle d'une centrale politico-syndicale qui accompagne « *les luttes* » sociétales. Ajoutons à cela que, pour les mêmes raisons, sans doute, alors que le rôle des révolutionnaires est totalement occulté dans des mouvements qu'ils ont souvent nourris et parfois dirigés, la présence de prêtres et de chrétiens est, elle, systématiquement mentionnée.

(17) Voir Alain Touraine – *Le Retour de l'acteur* (Fayard – 1984) et *Pourrons-nous vivre ensemble ? Egaux et différents* (Fayard – 1997). Le sociologue Alain Touraine reste l'une des figures majeures de la « *deuxième gauche* ».

(18) Citations tirées du *Retour de l'acteur*.

(19) Lors de la grève Renault de 1947, lancée par les trotskystes, « *dans un premier temps, la CGT ne soutient pas le mouvement* ». C'est peu dire ! En 1968, tout au plus, apprendra-t-on que son secrétaire général « *met en cause "les éléments troubles et provocateurs", les "gauchistes"* » et qu'elle condamne les séquestrations de cadres. Le lecteur de 2017 ne saura rien des efforts qu'elle a déployés pour s'opposer à la grève, puis pour la cadencasser et la disloquer.

(20) Confédération française des travailleurs chrétiens.

Une grande absente : la laïcité

Faut-il s'étonner que la laïcité soit la grande absente de cette *histoire populaire* ? L'auteure montre à travers des exemples précis comment, entre 1871 et 1914, les progrès de l'instruction ont transformé les campagnes et installé durablement la République mais on peut s'étonner que dans un livre dont l'une des grandes qualités est la connexion de l'histoire « d'en bas » avec celle « d'en haut », ni les lois laïques de Ferry et Goblet ni le mot *laïcité* lui-même ne soient jamais cités. Pas un mot des violentes diatribes des curés contre « *l'école du diable* », des persécutions endurées par nombre de courageux instituteurs, du combat laïque qui a traversé pratiquement chaque village.

Concernant la question des droits des femmes à l'époque du Front populaire, l'auteure mentionne « *le tournant nataliste et familialiste du PCF* » sans jamais faire le lien avec la politique de la « *main tendue* » aux catholiques. Le livre est muet également sur les batailles laïques qui ont accompagné le vote des lois Marie, Barangé et Debré, puis marqué les années 1980 et 1990, comme si la laïcité, tenue sans doute pour la préoccupation d'intellectuels dogmatiques, n'avait pas sa place dans une *histoire populaire*... Corollaire de ces silences : les instituteurs qui ont joué un rôle si important dans l'histoire du *mouvement ouvrier* et qui en furent bien souvent l'incarnation au village, sont, sauf pour la fin du XIX^e siècle, totalement absents d'une histoire dont ils furent pourtant eux-aussi les « *acteurs* ».

Un « roman » de la « deuxième gauche » ?

Sans doute, ne peut-on parler de tout, même dans un volume de 1 000 pages. Il faut indéniablement faire des choix. Ceux-ci ne sont pas gratuits. Même si l'on admet que l'histoire est une science (humaine), ceux-ci dépendent de la problématique de l'historienne, de ses hypothèses de travail, lesquelles sont tributaires de sa grille de lecture de l'Histoire et du monde contem-

porain. Effacement de la lutte des classes au bénéfice d'une myriade de luttes « *sociétales* », minimisation du mouvement ouvrier, survalorisation, au contraire, d'un syndicalisme chrétien que l'on substitue par effraction à celui de la Charte d'Amiens (21), ignorance délibérée de la laïcité... Sans nier les qualités du livre ni suspecter *a priori* l'auteure d'un parti-pris conscient, nous ne pouvons qu'observer que se trouvent ici associés les principaux marqueurs de ce que l'on a appelé, en son temps, la « *deuxième gauche* » (ou la « *nouvelle gauche* »), c'est-à-dire la « *gauche* » social-chrétienne qui, issue de la CFTC via la CFDT et le PSU (Parti socialiste unifié), a progressivement conquis le Parti socialiste et converti l'ensemble de la « *gauche* » institutionnelle.

L'historien reste maître de ses choix, de ses problématiques et de ses conclusions et le lecteur de sa critique. A ce titre, nous nous estimons fondé à poser la question : l'auteure n'aurait-elle déconstruit le « *roman national* » que pour installer, dans la conscience collective, celui de cette « *nouvelle gauche* » ?

En tout état de cause, l'histoire populaire est un genre prometteur. Nous attendons avec impatience celle que Gérard Noiriel doit publier à la rentrée (22).

Rémy Janneau
Le 23 mai 2017

(21) Charte fondatrice du syndicalisme de lutte de classe adoptée au congrès de la CGT (Confédération générale du travail) de 1906.

(22) Gérard Noiriel – *Histoire populaire de la France. Du XIV^e siècle à nos jours* – Agone – À paraître en novembre 2017.

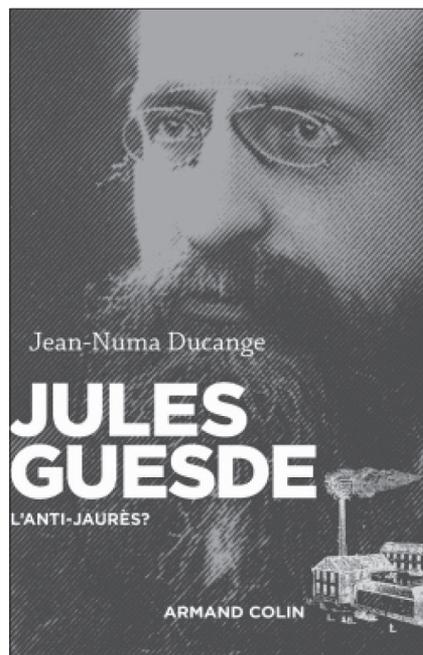
Une biographie politique de Jules Guesde

Jean-Numa Ducange, *Jules Guesde. L'anti-Jaurès ?*

Armand Colin

par Jean-Jacques Marie

Le dirigeant bolchevique Christian Racovski, que Staline fera abattre avec une pléiade d'anciens révolutionnaires le 11 septembre 1941, écrivait dans un article publié au lendemain même de la disparition de Guesde à la fin de 1922 : « *Après la mort du vieux Liebknecht, Guesde devint vite la principale figure marxiste internationale.* » Au congrès de Tours qui déboucha sur la scission de la SFIO et la création du Parti communiste dit Section française de l'Internationale communiste, le futur et éphémère secrétaire de ce dernier L. O. Frossard rendra hommage à celui qu'il qualifie de « *notre maître à tous, le premier semeur de vérité socialiste dans notre pays* ». Si les hommages rendus lors des enterrements relèvent en général d'une rhétorique convenue, il faut bien admettre que le futur secrétaire général de la SFIO (avant de devenir *in fine* ministre d'Etat de Pétain !) exprime l'opinion générale quand il le qualifie alors de « *remueur d'idées, vulgarisateur génial d'une doctrine en qui il mettait tous les espoirs du monde* »... même après avoir été ministre d'Etat dans le gouvernement d'Union nationale pendant la guerre. Peu avant de mourir, il déclare en effet à son vieil ami Compère-Morel : « *Ou le socialisme triomphera rapidement ou la civilisation périra.* » Phrase qui résonne aujourd'hui avec une grande actualité.



Jules Guesde. L'anti-Jaurès ?

Mais tous ces hommages paraissent bien lointains ! Jean-Numa Ducange note en effet justement dans sa biographie politique de Guesde, la première depuis le court ouvrage (112 pages) de Claude Willard publié aux Editions ouvrières en 1991 : « *Si beaucoup d'hommes politiques – jusqu'à la droite et l'extrême-droite – cherchent à se présenter comme de fidèles héritiers de Jaurès, personne, même à gauche, n'entend en revanche assumer une part d'héritage venant de Guesde. Un*

délégué d'un congrès socialiste de 1905 ou même de 1914 aurait pourtant difficilement imaginé un tel déséquilibre entre Jaurès et Guesde un siècle plus tard » (page 6).

Mais cet oubli ne saurait occulter le rôle fondamental qu'il a rempli dans la construction du premier parti ouvrier en France – rôle que Jean-Numa Ducange décrit avec beaucoup de précision et de justesse. Cet oubli est-il d'ailleurs bien pire que le sort infligé à Jaurès dont l'image trafiquée a servi hier, toute honte bue, à couvrir la politique anti-ouvrière et belliciste de François Hollande, avant de servir sans aucun doute demain à couvrir celle de Macron. Il y a une dizaine d'années dans *Le Journal du dimanche*, l'ex-stalinien puis ministre de la Culture du gouvernement du socialiste espagnol Felipe Gonzales qualifiait bien Dominique de Villepin, ex-Premier ministre de Chirac puis affairiste international, d'héritier de Jean Jaurès ! Guesde a rempli ce rôle, comme le souligne Jean-Numa Ducange, entre autres, en tant que vulgarisateur du marxisme. Il n'est pas un théoricien mais un constructeur. Jean-Numa Ducange souligne qu'à cette époque « au moins deux marxismes s'opposent : un marxisme intellectuel et plutôt universitaire, souvent critique, versé dans des discussions théoriques exposées dans quelques revues, et un marxisme vulgarisé, de propagande purement politique, dont les guesdistes constituent l'incarnation la plus significative avec les néo-blanquistes de Vaillant » (page 53). Certes, mais un marxisme qui ne s'incarne pas dans la tentative d'organiser la classe ouvrière ne serait plus qu'une analyse économique, fût-elle la plus pertinente du monde, et non plus un guide pour l'action.

Les divers moments de l'action de Guesde, jusques et y compris ses manifestations de sectarisme étroit – comme le refus de s'engager dans l'affaire Dreyfus – découlent de son souci d'organiser le prolétariat. A ce propos, comme pour d'autres moments de son action, Jean-Numa Ducange évacue des poncifs répandus un peu partout ; ainsi écrit-il à propos de la fusion des divers groupes et partis socialistes qui donne naissance à la SFIO : « On peut parfois lire que Jaurès

a cédé beaucoup de terrain à Guesde et Vaillant (...), désarmant un Parti socialiste livré à la rhétorique révolutionnaire avant même qu'il n'accède au pouvoir. C'est là pourtant une lecture rétrospective qui ne tient pas compte des rapports de force de l'époque » (page 119) (1). Et il explique fort bien en quoi et pourquoi.

Les développements sur « le déclin et la sclérose » de Guesde mettent en évidence les raisons profondes de son ralliement à l'Union sacrée, qu'il qualifie, lui, de défense nationale et qui l'élèvera (si l'on peut dire) au rang de ministre sans portefeuille du gouvernement d'Union nationale pendant plus de deux ans. On peut en percevoir certains signes avant-coureur. Ainsi, note Jean-Numa Ducange, « alors que Rosa Luxemburg par exemple dénonce le colonialisme des grandes puissances, il s'y montre globalement indifférent » (page 141) au point de défendre la proposition d'un « Maroc socialiste », simple couverture verbale de gauche de la colonisation française.

Le dernier chapitre de l'ouvrage, *Héritages et empreintes du prophète*, évoque cet héritage à la fois dans le Parti communiste français et la SFIO. Jean-Numa Ducange note : « Le PCF de la Libération salue Guesde comme un de ses plus importants précurseurs. Un même respect, dans un cadre différent, anime également les rangs socialistes » (pages 187-188). Ainsi, le guesdiste Bracke est « le maître à penser (...) de Guy Mollet » (page 188). Certes, mais Bracke n'avait aucune influence politique sur Mollet et son entourage (Pierre Herbaut, Pierre Mauroy, Georges Brutelle, etc.). Il servait de caution historique et idéologique. Cet exemple illustre les limites étroites de l'héritage du guesdisme : un moment de l'histoire jugé par tous en réalité révolu. La charge lancée par Michel Rocard, l'inventeur de cet impôt non progressif et donc profondément inégalitaire qu'est la CSG, utilisé aujourd'hui par Macron pour

(1) Celle en particulier de Vincent Peillon qui, dans sa fièvre nationaliste, voire chauvine, reprochait stupidement à Jaurès, dans un ouvrage brièvement analysé dans les *CMO*, d'avoir sacrifié un socialisme prétendument français spécifique à un socialisme germanique dont Guesde serait l'incarnation sectaire.

pillier les retraités et tenter de détruire la Sécurité sociale, est éclairante. Que dit-il au congrès de Metz du PS en 1979, lorsqu'il rappelle la formation de la SFIO en 1905 dans un passage cité par Jean-Numa Ducange (page 196) ?

« *Jules Guesde apporte au parti le marxisme déformé par Lassalle et Trotsky, sous la forme d'une vision ultra-centralisée, étatique, de la dictature du prolétariat, que Lénine aggravera encore.* »

L'évocation des noms de Trotsky et de Lénine est claire. Ce qui est reproché à Guesde, c'est d'avoir pendant la plus longue partie de sa vie incarné le lien entre la lutte des classes et l'organisa-

tion nécessaire pour tenter de lui donner sa forme politique et un débouché. Il a rompu ce lien à un moment crucial, mais cette rupture n'efface pas les longues années antérieures.

Un livre à lire donc.

Jean-Jacques Marie

P. S. : Les *Cahiers du mouvement ouvrier* organisent, le samedi 9 septembre après-midi de 14h 15 à 17 heures une conférence de Jean-Numa Ducange sur Guesde, à l'AGECA, 177, rue de Charonne, 75011 Paris (métros Charonne et Alexandre-Dumas).



Chronique des falsifications

Thermidor, Trotsky et Staline

L'hebdomadaire *Télérama* du 1^{er} mars 2017 a publié une interview de l'historien Loris Chavagnette pour la sortie de son livre : *Quatre-vingt-quinze. La Terreur en procès*. Le chapeau qui présente l'interview résume assez bien les propos de l'auteur : « *Été 1794. Avec Thermidor (1) [...] la Révolution retrouve ses idéaux de liberté et de justice. Une réflexion passionnante sur la violence en politique.* »

A la question de comment a été perçu Thermidor, l'auteur répond ceci : « *Bien sûr, "thermidorien" est aussi une accusation politique : Léon Trotski et Staline se sont ainsi mutuellement accusés de dérive thermidorienne réactionnaire [...].* » Cette affirmation est absurde et stupide. Trotsky a bel et bien, dans *La Révolution trahie* (2), définit ainsi le Thermidor soviétique : « *[...] La continuité des étapes de la grande Révolution française, à sa montée comme à son déclin, montre de façon tout aussi convaincante que la force des "chefs" et des "héros" consistait avant tout dans leur accord avec le caractère des classes et de couches qui les appuyaient ; cette correspondance seule, et non des supériorités absolues, permit à chacun d'entre eux de marquer de sa personnalité une certaine période*

historique [...]. On sait suffisamment que toutes les révolutions ont jusqu'ici suscité après elles des réactions et même des contre-révolutions qui, il est vrai, n'ont jamais réussi à ramener la nation jusqu'à son point de départ, tout en lui ravissant toujours la part du lion de ses conquêtes [...]. » Donc, pour Trotsky, cela avait du sens de parler de Thermidor pour caractériser le processus de bureaucratisation de l'Etat ouvrier soviétique issu de la révolution d'Octobre, processus incarné par Staline. En usant du terme de Thermidor, Trotsky raisonnait par analogie avec les événements de la Révolution française. En revanche, ça n'aurait eu aucun sens pour Staline d'accuser Trotsky d'être un thermidorien réactionnaire. La réaction stalinienne a accusé Trotsky et ses partisans de beaucoup de choses, mais jamais d'être des *thermidoriens réactionnaires* !

Roger Revuz

(1) Le 9 thermidor An II (26 juillet 1794), c'est la chute de Robespierre, la fin de la Convention montagnarde et le début de la Convention thermidorienne.

(2) Léon Trotsky, *La Révolution trahie*, Les Editions de Minuit, p. 64, 1963.

Une amnésie... falsificatrice

Dans son numéro du 30 mars 2017, l'*Humanité Dimanche*, hebdomadaire proche du Parti Communiste Français, a publié un long article signé de Sébastien Jahan (1) sur la répression du soulèvement de Madagascar en mars 1947. L'article s'intitule assez justement *Madagascar 1947, un massacre colonial jeté aux oubliettes*, tant il est vrai que ce massacre est le grand oublié des livres d'Histoire. L'auteur fait le point sur le sujet de façon satisfaisante... sauf qu'à aucun moment au cours des quatre pages de l'article on ne saura quel était le gouvernement français qui mena la terrible répression de l'insurrection, qui fit au moins 30 000 morts.

Eh bien ce gouvernement, c'était un gouvernement dirigé par le socialiste Ramadier, un gouvernement tripartite avec des ministres MRP (2), socialistes de la SFIO et... quatre ministres communistes dont Maurice Thorez, qui avait le titre de ministre d'Etat et de vice-président du gouvernement et François Billoux, ministre de la Défense Nationale et à ce titre particulièrement concerné par la répression à Madagascar. Oublier de donner cette précision à ses lecteurs révèle une façon très cavalière d'écrire l'Histoire !

A l'époque, le PCF défendait l'*Union française*... c'est-à-dire le maintien de l'Empire colonial français, en ravalant



Insurgés malgaches du MDRM en 1947

quelque peu la façade moyennant quelques réformes... comme le « véritable moyen de dépasser le colonialisme » (sic).

Ce n'est qu'après son éviction du gouvernement en mai 1947, pour cause de début de Guerre froide, que le PCF dénoncera la guerre coloniale en Indochine sans jamais toutefois avancer le mot d'ordre d'indépendance. (2)

Roger Revuz

(1) Sébastien Jahan est maître de conférences en Histoire moderne à l'Université de Poitiers.

(2) Le Mouvement Républicain Populaire, issu de la Résistance, était un parti démocrate-chrétien.

(3) Voir dans les *Cahiers du Mouvement ouvrier* n° 69, les *Cahiers du Cermtri : le Parti communiste français et la question coloniale*

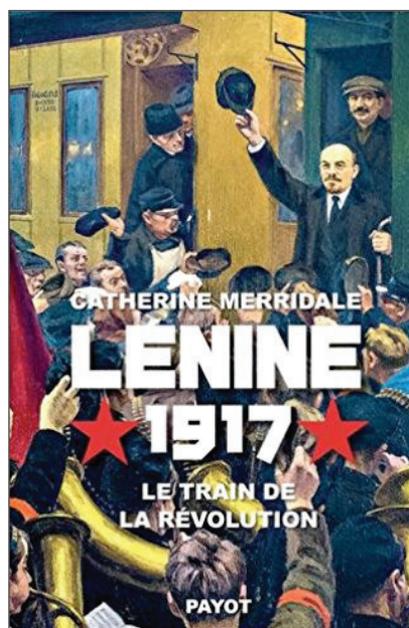
Du bon usage des illustrations

Les éditions Payot ont publié en ce début d'année un ouvrage de l'historienne britannique Catherine Merridale, *Lénine 1917*, sous-titré *Le train de la révolution*, c'est-à-dire le train par lequel Lénine et vingt-huit militants (dix-neuf bolcheviks dont Inessa Armand, Zinoviev, Sokolnikov, Karl Radek, Safarov, six bundistes, trois mencheviks-internationalistes) sont entrés en Russie à la fin de mars et au début d'avril 1918. La couverture de l'ouvrage est illustrée par la reproduction d'un tableau dont aucune référence (à moins que j'aie mal cherché) n'est indiquée. Ledit tableau est surprenant. On y voit Lénine descendant du train et saluant la foule qui l'accueille en brandissant sa casquette. Derrière lui, un autre personnage, la tête couverte d'une casquette, s'apprête à descendre à sa suite. Qui est-ce donc ? On a beau se remémorer la liste des autres voyageurs, on s'interroge... Ce n'est ni Radek, ni Safarov, ni Zinoviev, ni Sokolnikov.

Puis l'évidence s'impose : ce personnage moustachu n'est autre que Joseph Staline. Impossible d'en douter un instant. Or Staline n'était évidemment pas dans le train qui avait traversé l'Allemagne pour la bonne et simple raison qu'exilé en Sibérie il avait rejoint Petro-

grad un mois plus tôt sans avoir évidemment à imaginer un itinéraire compliqué, voire biscornu et proprement inimaginable à travers les terres du Kaizer Guillaume II. L'erreur factuelle est volontaire et son sens est évident : derrière l'homme qui descend du « train de la révolution » se profile déjà, comme son ombre portée ou son successeur inéluctable, Staline. En un mot, derrière la révolution se profilent déjà inévitablement le goulag, la collectivisation forcée et la famine qu'elle a engendrée, la terreur permanente et toutes les autres joies du stalinisme.

Jean-Jacques Marie



Catherine Merridale *Lénine 1917*
Le train et la révolution (Payot). DR

Tableau récapitulatif des articles parus dans les *Cahiers du mouvement ouvrier* sur les falsifications de l'histoire

Numéro	Date	Titre
1	Avril 1998	Quand Lénine parle six ans après sa mort Stéphane Courtois et Jean-Louis Panné dans leurs œuvres Essénine encore assassiné... Le faussaire victime de la falsification La falsification stalinienne bien vivante La guerre civile et les « camps de concentration »
2	Juin 1998	Un auteur du <i>Livre noir du communisme</i> dans ses œuvres Qui a tué Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg ? Léon Feuchtwanger et <i>Moscou 1937</i> Karel Bartosek et le complot sioniste de 1952 Un jeu impudique avec les chiffres
3	Septembre 1998	À propos des <i>origines de la C.G.T.-F.O.</i> Erreur ou falsification ? Quand « sciences-po » marie trafic de citation et ignorance...
4	Décembre 1998	Une falsification stalino-monarchiste L'argent allemand et le mouvement ouvrier (juin 1936)
5	Mars 1999	Une singulière interview du fils de Victor Serge Quand le ridicule ne tue pas Psychiatrie et « communisme »
6	Juin 1999	Les bolcheviks et l'argent...américain ! La guerre civile en Russie et les socialistes-révolutionnaires Stéphane Courtois : un historien officiel de l'Éducation nationale...
7	Septembre 1999	Le fils Beria
8	Décembre 1999	La révolution russe et l'argent allemand Alexandra Viatteau : « <i>génocide</i> » et « <i>solution finale</i> » en Pologne, ou l'école de l'indécence et de la falsification Roparz Hemon, autonomisme breton et nazisme Les souvenirs du fils Beria (suite)

9	Mars 2000	Les (mauvais) romans-feuilletons d'Alexandre Adler <i>Historia</i> , mars 2000 : Alexandre Adler, ou de l'affabulation débridée au mensonge grossier Le retour d'Aragon, le faussaire impudique
11	Septembre 2000	Des affabulations aux parrainages bien douteux... (<i>Les derniers jours de Trotsky</i> de Stéphane Courtois)
12	Décembre 2000	Une falsification du Larousse L'assassinat de Trotsky vu par les services secrets russes en 1997...
13	Avril 2001	Le cimetière de Picpus Un antisémite « scientifique » : Lev Goumilev
15	Octobre 2001	Quand Jean-Claude Guillebaud fait parler Lénine après sa mort... « Le communisme » vu par Alexandre Adler
16	Décembre 2001	Des faux aux conséquences fatales...
17	Avril-Mai 2002	Soljenitsyne et les Juifs Quelques falsifications dans quelques livres sur le trotskysme
19	Décembre 2002	Du bon usage des citations... d'Hannah Arendt
20	Avril 2003	La question des otages
21	Septembre 2003	Une autre falsification du Larousse : Bernanos et l'antisémitisme
22	Décembre 2003	Du nouveau à propos du film <i>La faute à Lénine</i> Une triple falsification (Arcadi Vaksberg)
23	Avril-Mai 2004	De l'histoire au dépotoir
25	Décembre 2004	Le grand-père du <i>Livre noir</i> (1)
27	Août 2005	Jacques Attali, un faussaire au petit pied
28	Novembre 2005	Le train blindé de Trotsky La vérité sur l'armée de Denikine Trotsky et les camps de concentration
29	Février 2006	Un journaliste du <i>Figaro</i> dans ses œuvres Le faux des <i>Protocoles des sages de Sion</i> Retour sur une falsification de Jacques Attali La réponse de <i>TGV Magazine</i>
31	3 ^{ème} trimestre 2006	Une calomnie de M. René Rémond Au fou ! (interview de Stéphane Zagdanski au <i>Nouvel Observateur</i>) Encore une fois, les fantaisies de Jacques Attali... Délire, ignorance ou falsification ? (dans un ouvrage consacré à la Révolution française)
32	4 ^{ème} trimestre 2006	Natalia Narochnitskaya : « <i>La rhétorique occidentale de la démocratisation est une résurgence de la pensée trotskiste</i> » Un bien étrange annuaire biographique
33	1 ^{er} trimestre 2007	« Comprendre le mystère de ce Mal qui a marqué le XX ^e siècle » Lénine et le laboratoire des poisons...
34	2 ^{ème} trimestre	Arkadi Vaksberg dans ses œuvres
35	3 ^{ème} trimestre	Lettre à M ^{me} Elena Tchavtchavadzé

36	4 ^{ème} trimestre	La révolution d'Octobre en ligne de mire
37	1 ^{er} trimestre 2008	Une note secrète du maréchal Pétain Stéphane Courtois : historien ou chien policier ?
38	2 ^{ème} trimestre	Les truqueurs
39	3 ^{ème} trimestre 2008	Une falsification bien dissimulée... Journal <i>Le Monde</i> À nouveau M ^{me} Narochnitskaia À propos de M. Jean-Louis Panné
40	4 ^{ème} trimestre 2008	Marc Lazar, le centralisme démocratique et le stalinisme... À propos de Jacques Attali Fukuyama...et Marx !
41	1 ^{er} trimestre 2009	Du texte et des notes (<i>Carnets de guerre 1914-1918</i>) J.-L. Thériot, Stauffenberg, sa tante « Ulla » et le comte Mirbach
42	2 ^{ème} trimestre 2009	Ce n'est pas nous qui le disons... (à propos d'un docufiction) Un musée du génocide à Vilnius ou un faux génocide ne sert-il pas à en dissimuler un vrai ?
43	3 ^{ème} trimestre 2009	Famine ukrainienne et génocide À propos du film <i>Une histoire italienne...Pas si fou !</i> Un ancêtre du <i>Livre noir du communisme</i> Les Historiales de Rhône-Alpes : « ... <i>les débuts de la République</i> »
44	4 ^{ème} trimestre	À propos d'un téléfilm sur Charlotte Corday
45	1 ^{er} trimestre 2010	Une lettre publiée dans la Pravda... Mais qui ne s'y trouve pas ! Un héros imaginaire
46	2 ^{ème} trimestre 2010	Comment Reynald Sécher réécrit l'histoire... et réinvente la langue russe !
47	3 ^{ème} trimestre 2010	Jean Birnbaum, du <i>Monde</i> : un petit menteur par (grosse) omission Le silence est-il toujours d'or ? Staline polyglotte ? L'historien Georges Frèche le jure
48	4 ^{ème} trimestre 2010	<i>Le Monde</i> tel qu'en lui-même « En bonne relation avec les autorités allemandes... » Pourquoi Olympe de Gouges a-t-elle donc été guillotinée ?
48 suite		Massacre à la tronçonneuse...ou les merveilles de la multiplication des morts
49	1 ^{er} trimestre 2011	À propos de Lavoisier et d'un mot légendaire
51	3 ^{ème} trimestre	Courtois, ténatologue
52	4 ^{ème} trimestre 2011	Un faussaire maladroit (François Kersaudy) Dans la revue « Book » d'octobre 2011
53	1 ^{er} trimestre 2012	Marek Halter <i>Le Monde</i> (perle de Ségolène Royal) Un étrange silence (dans l' <i>Histoire du goulag stalinien</i>)
54	2 ^{ème} trimestre 2012	Libération du 27 janvier 2012 De l'UEC à l'antimarxisme imbécile Quand le chef de l'Orchestre rouge, Leopold Trepper, rencontre Chliapnikov...huit ans après sa mort

56	4 ^{ème} trimestre 2012	Vérité historique et muséographie Trotsky dans Krasnaia Zvezda Ignorant, faussaire et m'as-tu-vu - Lettre adressée à J.M.Berlière, rédacteur en chef du bulletin des Amis de la police ...
57	1 ^{er} trimestre 2013	Un scoop de Blanc et Lesnik : Beria proposait « le retour au pouvoir des soviets créés en février 1917 »
58	2 ^{ème} trimestre	Après avoir pris le canard Botul pour un philosophe, BHL confond Bernard et Pierre Cassen...
60	4 ^{ème} trimestre 2013	La falsification par le silence (A propos d'une note de Claire Julliard) Le prétendu socialisme hitlérien Lénine et Trotsky en ligne de mire Un dictionnaire chronologique bien complaisant
61	1 ^{er} trimestre 2014	Un stalinien pris la main dans le sac... Alexeï Navalny, un étrange opposant « démocratique » à Poutine : de Harvard à la chasse aux immigrés et au salut nazi Un scoop de Max Gallo : les mutinés de 1917 se rebellaient... pour se faire décorer ! Trotsky... coresponsable du déclenchement de la Première Guerre mondiale !
62	2 ^{ème} trimestre	À propos du journal de Goebbels : d'où vient la falsification ?
63	3 ^{ème} trimestre 2014	Quand <i>Le Petit Futé</i> reprend à son compte la thèse de la « responsabilité collective des peuples » Une falsification d'Alexandre Lakovlev, ancien membre du bureau politique (aujourd'hui décédé...) du PCUS Un inculte ministre de la culture À propos du film « Jaurès est vivant »
64	4 ^{ème} trimestre	Un fou « FuRRieux » - Khrouchtchev, comploteur...
65	1 ^{er} trimestre 2015	Auschwitz : mensonge et... ridicule Perle, ignorance ou falsification ? (<i>Libération</i> du 23 janvier 2015) Encore un héritage du stalinisme...
66	2 ^{ème} trimestre	Auschwitz : mensonge et... ridicule
68	4 ^{ème} trimestre	La Russie tsariste un paradis ?
71	3 ^{ème} trimestre 2016	L'universitaire, la Tchèque et la Rolls-Royce Trotsky... et Judas !
72	4 ^{ème} trimestre 2016	L'identité de Lev Devator en ex-URSS
73	1 ^{er} trimestre 2017	Frank La Brasca : Les perles du bicentenaire (de la révolution russe) Jean-Jacques Marie : Un modèle d'histoire policière de la révolution russe Comment Soljenitsyne caricature la révolution de février

Les Cahiers du mouvement ouvrier communiquent

L'invitation de l'association des Amis de La Courtine

Samedi 16 septembre 2017
Salle polyvalente de La Courtine

Colloque

1917 : année de guerres, de mutineries et de révolutions.

Il y a cent ans, à l'été 1917, des soldats russes se sont mutinés à La Courtine

Président de séance :

Eric MOLODTZOFF, journaliste France 3, vice-président de La Courtine 1917, petit-fils de Michel Molodtsoff soldat de la 1^{re} brigade du corps expéditionnaire russe en France.

Modérateur :

Bernard Langlois, journaliste (retraité) Ancien élève de l'ESJ de Lille, a travaillé à Europe n° 1, à l'ORTF, Antenne 2, créateur de l'émission Résistances, fondateur de l'hebdomadaire *Politis*.

Samedi matin 9 h 30-12 h
Communications et débat

La grève des tranchées et les mutineries de l'année 1917

Jean-Yves LE NAOUR, historien, docteur en histoire, spécialiste de la Première Guerre mondiale et de l'histoire du XX^e siècle.

1917 en Russie, année des révolutions

Jean-Jacques MARIE, historien, agrégé de lettres classiques, licencié d'histoire et diplômé en russe de l'INALCO, spécialiste de l'histoire soviétique.

Marcel Body, un ouvrier limougeaud au cœur de la révolution russe

Anne MANIGAUD, professeur d'histoire et de géographie, membre de Mémoire ouvrière en Limousin et du Pôle international de ressources de Limoges et du Limousin pour l'histoire du monde du travail et de l'économie sociale (PR2L),

La vie à l'arrière du front, à La Courtine et en Creuse en 1917, la mobilisation des femmes. **Annette MARSAC**, chercheuse en sociologie, membre de Mémoire ouvrière en Limousin

Samedi après-midi, 14 h -17 h
Communications et débat

Quels enseignements du pacifisme et des mutineries dans les programmes scolaires ?

Michel PATINAUD, historien, professeur d'histoire et de géographie, membre des associations La Courtine 1917 et Mémoire ouvrière en Limousin

La Fédération socialiste de la Haute-Vienne et le pacifisme (1914-1918)

Dominique DANTHIEUX, historien, professeur d'histoire et de géographie, président de l'association Mémoire ouvrière en Limousin

La mutinerie des soldats russes à La Courtine à l'été 1917, la révolution russe en son laboratoire

Rémi ADAM, historien, diplômé de science politique et docteur en histoire contemporaine, spécialiste de l'histoire du corps expéditionnaire russe en France durant la Première Guerre mondiale.

Les soldats russes au camp du Courneau : des « foyers de révolution » ?

Armelle BONIN-KERDON, ancienne élève de l'Ecole normale supérieure, agrégée d'histoire, coprésidente de la Société historique et archéologique d'Archachon et du Pays de Buch.

Portraits et correspondances de mutins
Rémi ADAM, historien



La Courtine - sur la banderole : "Vive la Russie libre démocratique et socialiste !" DR



La Courtine - les délégués du soviet des soldats élus par les hommes du 1^{er} régiment. DR

